



LES PETITS POLARS DU MONDE N° 10
UNE NOUVELLE INÉDITE
DE ANNE SECRET ILLUSTRÉE
PAR JEAN-PHILIPPE PEYRAUD
2€
DÈS LE JEUDI
DANS TOUS LES KIOSQUES

Le Monde



Bernard Menez
en vedette à Locarno
CULTURE - LIRE P. 12

l'été en séries

LES MYSTÈRES DE L'AMANT DE DURAS

P. 20-21 - ÉCRIVAINS EN ORIENT EXTRÊME

COMMENT FERRI A APPRIS À FAIRE DU GOSCINNY

P. 19 - LES COULISSES DU PROCHAIN ASTÉRIX

Jeudi 15 août 2013 - 69^e année - N° 21328 - 1,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Au Mali, les espoirs de la reconstruction

François Hollande n'a pas attendu longtemps pour féliciter Ibrahim Boubacar Keïta de sa victoire à l'élection présidentielle malienne, le 11 août.

On comprend le soulagement de Paris. Des voix nombreuses s'étaient inquiétées de l'organisation, à la hâte, de ce scrutin dans un pays au bord du chaos. Malgré les menaces d'attentats de groupes djihadistes, malgré la défiance, dans le nord du pays, de la bouillonnante minorité touareg, cette élection présidentielle s'est déroulée pacifiquement. Mieux, au nom de l'unité nationale et sans attendre la publication officielle des résultats, le challenger, Soumaïla Cissé, a reconnu sa défaite face à « IBK ».

Ce « succès pour la paix et la démocratie », selon les termes de l'Élysée, était loin d'être acquis d'avance. Il y a huit mois à peine, le Mali était coupé en deux et au bord de l'effondre-

ÉDITORIAL

ment. Solidement implantée dans les deux tiers nord du pays, la coalition armée d'indépendantistes touareg, d'islamistes et d'autres groupes narco-djihadistes liés à Al-Qaïda menaçait de fondre sur Bamako. C'est à ce moment-là que la France décida d'intervenir militairement. En quelques semaines, à partir du 11 janvier, les forces spéciales françaises aidées par des soldats tchadiens ont mis les groupes rebelles en déroute et évité le risque d'enlèvement.

En imposant, très tôt, l'organisation rapide d'une élection présidentielle, M. Hollande a réussi un deuxième pari, politique : favoriser le rétablissement d'une autorité légitime à la tête du Mali. Il entendait tirer ainsi les enseignements de l'intervention en Libye, où la France négligea de suivre le dossier après être intervenue militairement et avoir précipité la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011.

Tout n'est pas réglé pour autant. Ni à Paris ni à Bamako. La France, qui maintient à ce jour 3 200 soldats sur le sol malien, « restera au côté du Mali », a souligné l'Élysée. Elle devra le faire en évitant l'écueil du paternalisme dans son ancienne colonie, très susceptible sur l'exercice de sa souveraineté. Mais il faudra pourtant que Paris pèse de tout son poids pour épauler le nouveau président malien.

Car les défis qui attendent « IBK » ne sont pas minces. Miné par des années de crises et de guerres, l'État malien - ainsi que son armée - est à reconstruire. Il va devoir réduire la fracture profonde entre le sud et le nord du pays et trouver les voies d'un dialogue avec la minorité touareg, toujours prompte à prendre les armes pour faire entendre ses revendications autonomistes. Il lui faudra, enfin, relancer l'économie d'un pays pauvre et en plein marasme, que cette dernière crise a encore fragilisé. L'aide promise par la communauté internationale sera indispensable pour y parvenir.

L'élection réussie de M. Keïta ne garantit pas cette reconstruction. Mais elle en constitue, à l'évidence, une étape décisive. L'on ne peut que s'en féliciter. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 2

Le rebond surprise de la croissance conforte François Hollande

■ La France est sortie de la récession, avec une croissance de 0,5% au deuxième trimestre, a annoncé mercredi l'Insee

■ Ce chiffre inattendu soulage le chef de l'Etat, qui a promis une baisse du chômage à la fin de l'année LIRE P. 6

■ En Allemagne, le rebond a atteint 0,7% du PIB. Il renforce Angela Merkel à six semaines des élections générales

■ L'Europe sort lentement de la grande crise débutée en 2007. Le PIB de la zone euro a progressé de 0,3% LIRE P. 8

ASSAUT MEURTRIER CONTRE LES PRO-MORSI

■ La police égyptienne a attaqué au Caire les camps des partisans des Frères musulmans, qui dénoncent un massacre et appellent à « descendre dans la rue »

LIRE PAGE 3



La place Rabiya Al-Adawiya, au Caire, le 14 août.
AMR ABDALLAH DALSH/REUTERS

VALLS-TAUBIRA L'ONDE DE CHOC POLITIQUE

■ Jean-Marc Ayrault tente de minimiser l'ampleur du désaccord entre les deux ministres sur la réforme pénale, révélée par « Le Monde »

Ce n'est pas anormal : le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a réagi en ces termes, mardi 13 août, aux informations du Monde détaillant les vives critiques du ministre de l'intérieur à l'encontre du projet de réforme pénale défendu par la garde des sceaux. Alors que des élus de droite réclament la démission de M^{me} Taubira, le premier ministre parle de simples « divergences d'appréciation ». Le désaccord entre les deux ministres s'était traduit par des lettres adressées fin juillet à François Hollande. Le chef de l'Etat s'est gardé, mardi, de s'exprimer sur cette polémique. ■

LIRE PAGE 7

AUJOURD'HUI

Décision antitrust aux Etats-Unis

L'Etat a bloqué la fusion American Airlines-US Airways, qui aurait créé le plus gros transporteur aérien mondial.

ÉCONOMIE - PAGE 9

L'essor du vignoble anglais

Le réchauffement climatique profite aux producteurs de vin pétillant de Dorking, au sud de Londres.

PLANÈTE - PAGE 5

Le Vietnam veut censurer Internet

Le régime d'Hanoi a décidé de bannir toute discussion politique sur la Toile. La répression contre les blogueurs se durcit.

INTERNATIONAL - PAGE 3

Athlétisme : la « Tsarine » de la perche

Yelena Isinbayeva a enthousiasmé la foule aux Mondiaux de Moscou, avant de marquer une pause dans sa carrière.

SPORTS - PAGE 15

LE REGARD DE PLANTU

VALLS-TAUBIRA



Conditions exceptionnelles tout l'été ! PARIS 15^e

Collins & Hayes
EN PRÉSENTATION EXCLUSIVE

La griffe couture de votre séjour

Depuis 1870, le N°1 anglais habille l'espace en conciliant tradition de meubles faits main et nouvelles technologies. Découvrez une collection exceptionnelle, tant par le confort d'une large gamme de canapés que par la qualité des revêtements.

Certainement les canapés tissés les plus confortables au monde

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

www.topper.fr

7J/7 • M^o BOUCAUT • P. GRATUIT

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobilier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Espace Topper
A Paris depuis 1926

L'avenir du Mali suspendu à la question touareg

Des pourparlers doivent être lancés par le nouveau président, Ibrahim Boubacar Keïta, avec les populations du Nord

Sept mois après l'offensive militaire française contre les troupes djihadistes menaçant Bamako et au lendemain de l'élection, le 11 août, du nouveau président malien, Ibrahim Boubacar Keïta (« IBK »), le plus dur reste à faire au Mali.

La stabilité du pays reste, en effet, conditionnée aux discussions entre la capitale, Bamako, et les représentants des communautés touareg et arabe du nord du pays. Entre tentation séparatiste et décentralisation, la revendication autonomiste du Nord, qui date des premières heures de la décolonisation, peut, à nouveau, mettre en péril le fragile équilibre obtenu par les armes.

Les accords d'Ouagadougou du 18 juin entre le précédent pouvoir malien, issu du putsch du 22 mars 2012, et deux composantes du nord du Mali, les Touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ont fixé, non sans mal, le cadre de ce dialogue.

Ces accords stipulaient que les Touareg devaient laisser l'administration et l'armée malienne reprendre pied dans les villes du Nord et s'engager à soutenir le processus électoral. Ils donnent, par ailleurs, soixante jours au président élu, pour engager une discussion sur le statut du nord du pays dans « le respect de la souveraineté du territoire malien ».

Ce n'est pas la première fois qu'un tel processus se met en place. En 1990, à Tamanrasset, en 1991, lors de la signature d'un pacte national, puis en 2006 à Alger, les principaux acteurs politiques maliens avaient déjà tenté de répondre aux aspirations politiques et culturelles des populations du Nord. En vain. Les échecs de ces processus de paix ont favorisé l'installation dans la région des groupes djihadistes jouant sur la corde identitaire pour mieux s'infiltrer dans la région.

« La grande différence entre 2013 et ces accords passés, assure Pierre Boilley, spécialiste du Sahel, directeur du Centre d'études des mondes africains, c'est que cette fois-ci l'armée française et 12 000 casques bleus de l'ONU sont sur place pour faire respecter les accords. »

Afin d'offrir un visage uni et répondre, par avance, aux soupçons de divisions et de manque de représentativité, les mouvements du nord du Mali, le MNLA et le HCUA, se sont alliés, le 8 août, avec le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) avant le début des discussions avec le nouveau pouvoir. « Le MAA se définit par sa volonté de se démarquer des réseaux de tra-



Des Touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad montent la garde, le 12 août, devant le bureau du gouverneur à Kidal, dans le nord du Mali. REBECCA BLACKWELL/AP

fiquants de drogue, nombreux dans cette zone du Sahel», ajoute M. Boilley.

Au cours de sa campagne électorale, IBK a soufflé le chaud et le froid sur la question du Nord. « Tout est possible à condition de respecter l'intégrité territoriale », a-t-il déclaré dans un premier temps avant d'ajouter, une autre fois, que les accords d'Ouagadougou « ne s'engageaient pas totalement » puisqu'ils avaient été signés par son prédécesseur, le président par intérim Dioncounda Traoré, adoubé par les putschistes du 22 mars 2012.

Sur le fond, IBK n'a fait état que d'un possible débat sur « une amélioration de la décentralisation », une option loin de satisfaire les attentes des Touareg du MNLA. « La discussion ne peut pas se faire sur la décentralisation, rétorque Ambeiry ag Ghisa, figure politique du MNLA, puisque, par définition, on sort d'un statut particulier et l'histoire récente a montré qu'elle ne répondait pas à nos revendica-

tions. » Quelques jours avant l'annonce officielle des résultats de l'élection présidentielle et un an après avoir renoncé à l'indépendance, le MNLA a annoncé qu'il allait proposer à Bamako « un projet d'autonomie ».

Pour espérer faire évoluer la position de Bamako, les communautés du nord du Mali semblent attendre beaucoup de la France qui, si elle s'en défend, contrôle, encore, en sous-main, l'agenda. Paris ne veut pas voir revenir s'implanter des groupes djihadistes à la faveur d'une nouvelle déstabilisation du nord du Mali.

« La France a les clés de la solution pour l'Azawad et le MNLA n'est pas sans atout pour négocier avec Paris au regard de ce qui s'est passé sur le terrain », assure Moussa ag Assarid, un cadre du MNLA. Avant d'ajouter : « S'il faut reprendre les armes, nous le ferons. » En filigrane, ce mouvement touareg rappelle que ses militants, après avoir fait front commun avec les groupes djihadistes en 2012 pour chasser l'ar-

mée malienne du nord du pays, ont combattu avec la France contre ces mêmes islamistes radicaux.

D'après un membre de la communauté du renseignement français, le MNLA aurait ainsi fourni les données GPS permettant aux bombardements français de toucher leurs cibles, notamment

Pour faire évoluer la position de Bamako, les communautés du nord du Mali semblent attendre beaucoup de la France

dans les villes tenues par les islamistes, Tombouctou, Gao et Kidal. C'est, par ailleurs, le MNLA qui a permis de retrouver récemment le corps de l'otage français Philippe Verdon.

C'est l'histoire, encore non écrite, des liens entre les services secrets français et les Touareg du

MNLA, qui souhaitent voir leur aide à la France payée en retour. Selon nos informations, les services français ont fourni un avion contenant 70 000 litres de carburant et fait parachuter des armes pour soutenir les troupes du MNLA après leur éviction par les djihadistes d'Al-Qaida, à l'été 2012. « Cette essence suffisait à une ONG, pas à une armée comme la nôtre et ces parachutages ont été effectués au compte-gouttes », rétorque un cadre militaire du MNLA. Pendant l'offensive française, la DGSE avait même préparé des livraisons de missiles antichar Milan au MNLA, mais ne les aurait pas fournis au regard de la faible résistance des troupes djihadistes.

« Nous n'avons jamais eu besoin du MNLA, sans eux, on faisait la même la chose », s'insurge-t-on du côté de l'état-major de l'opération militaire française « Serval », à Bamako. Une réaction qui lève le voile sur des divergences au sein de l'Etat français quant à la conduite à tenir vis-à-vis des Touareg du

MNLA. « Certains ont joué les apprentis sorciers, confie-t-on au plus haut niveau à Paris, en faisant croire au MNLA que son aide contre Al-Qaida et pour retrouver nos otages pourrait l'aider à obtenir un Etat indépendant. »

Si la question de la sécurité du pays ne pèse plus aujourd'hui sur l'ouverture d'un nouveau processus de paix entre le pouvoir à Bamako et les communautés du nord du Mali, une issue positive des débats est néanmoins loin d'être acquise.

« Le MNLA a montré qu'il savait tenir ses troupes et une stratégie politique, glisse Pierre Boilley. Et IBK n'achètera pas la paix comme avait pu le faire "ATT" [Amadou Toumani Touré]. Peut-être évitera-t-on les errements du passé. » Un vœu que le ministère français des affaires étrangères reformule à sa manière : « Il n'y aura pas d'avenir stable au Mali sans prendre en compte les communautés du Nord. » ■

JACQUES FOLLOROU

Largement battu à la présidentielle, Soumaïla Cissé joue l'apaisement

Bamako
Correspondance

Le dénouement de l'élection présidentielle du dimanche 11 août au Mali ne manque pas de singularité. Rompant avec l'une des pratiques électorales les mieux partagées au monde, le vainqueur du scrutin, Ibrahim Boubacar Keïta, dit « IBK », n'a toujours pas dit un mot pour commenter sa victoire que l'on dit pourtant écrasante. Son challenger, Soumaïla Cissé, a pourtant reconnu sa défaite (il ne s'attend à recueillir que 20% des suffrages). Les félicitations arrivent aussi de chefs d'Etat du monde entier. « IBK », lui, se tait.

Ce silence pourrait durer jusqu'à jeudi, lorsque le ministère de l'administration territoriale annoncera les premiers résultats. « Nous sommes très avancés, explique un porte-parole du ministère, nous avons dépassé les trois quarts des bulletins dépouillés. » Sans attendre, le président

François Hollande a félicité, mardi, le futur président et salué des élections menées « dans des conditions de transparence et de régularité remarquables ». « Il est très rare qu'un pays naisse deux fois, a souligné pour sa part le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius. C'est le cas du Mali qui, menacé dans son existence même par la barbarie terroriste il y a sept mois, a su trouver les forces pour élire dans le calme et la sécurité retrouvé son nouveau président de la République. » Saluant un « succès pour la paix et la démocratie », M. Hollande se rendra au Mali pour assister à la prise de fonctions de M. Keïta, ont indiqué les services de la présidence.

Ces élections « dont les Maliens doivent se féliciter », selon Bert Koenders, représentant spécial de l'ONU au Mali, mettent un terme au gouvernement intérimaire de Dioncounda Traoré. Le Mali, doté d'un gouvernement élu démocratiquement, pourra accéder de nou-

veau à l'aide internationale.

Selon Louis Michel, le chef des observateurs de l'Union européenne, « rien de douteux » n'était à signaler le jour du vote, en dépit des accusations de fraude formulées par M. Cissé entre les deux tours. Au nom de l'unité nationale, ce dernier a d'ailleurs renoncé à déposer des recours devant la Cour constitutionnelle.

Au lendemain d'une défaite implacable, Soumaïla Cissé joue l'apaisement. Lundi soir, accompagné de sa famille, il a rendu visite à « IBK » et l'a félicité pour sa victoire. La photographie des deux adversaires, côte à côte, souriants, en « une » des journaux maliens de mardi, a été perçue par l'opinion comme l'expression du renouveau démocratique tant attendu. « Cette visite était aussi un "coup" politique, admet M. Cissé. Cela nous permet de remonter dans l'opinion. Tout le monde avait tellement peur que j'envoie les gens dans la rue... Et sinon, on

m'aurait qualifié de mauvais perdant. » Il dit, toutefois, craindre une « chasse aux sorcières » au sein de l'administration publique.

Ralliements massifs à « IBK »

L'heure est donc aux réjouissances, qui seront de courte durée. L'investiture est prévue pour le 19 septembre, et les élections législatives devraient être organisées le mois suivant. Soumaïla Cissé espère, d'ici là, pouvoir fédérer une opposition démocratique.

Il aura fort à faire au regard des ralliements massifs après le premier tour en faveur d'« IBK » et du soutien du président de transition. L'ancien premier ministre et président de l'Assemblée nationale devrait pourtant, comme l'avait fait son prédécesseur, Amadou Toumani Touré, composer un gouvernement de coalition nationale. « Il n'y aura pas de soupe pour tout le monde », prévient pourtant Jamille Bittar, membre du Front du refus créé par Soumaïla Cissé

pour dénoncer le putsch militaire de mars 2012.

Comment, en effet, concilier les intérêts des indépendantistes touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad, des islamistes modérés de Mahmoud Dicko, chef du Haut Conseil islamique, des ex-putschistes du capitaine Amadou Sanogo, des partis traditionnels ancrés dans le Sud ? « Tous ces gens, Keïta les a dragués, c'est vrai, mais il n'hésitera pas à les trahir », prédit un diplomate.

« IBK » devra également composer avec les Nations unies, l'Union européenne et la France, auxquelles une partie de ses électeurs et alliés sont hostiles.

Président du « changement » et de la « tolérance zéro », M. Keïta est donc attendu sur tous les fronts : la réconciliation au Nord, le sort des putschistes, le redressement économique, la fin de la corruption à laquelle tous les Maliens aspirent. « L'exemple viendra d'en haut », a-t-il promis. — (Intérim.) ■

Dix-neuf mois de crise

Janvier 2012 Offensive de rebelles touareg et de groupes affiliés à Al-Qaida dans le nord du Mali.

21-22 mars 2012 Le capitaine Amadou Sanogo et ses fidèles renversent le président Amadou Toumani Touré.

25 mars-1^{er} avril Les rebelles touareg du MNLA et des milices islamistes prennent les principales villes du Nord.

27-28 juin Les islamistes liés à Al-Qaida évincent les rebelles touareg de la ville de Gao et disent avoir pris le contrôle total du Nord.

10-11 janvier 2013 La France intervient militairement pour bloquer les islamistes, puis reprend les grandes villes du Nord.

11 août Second tour de la présidentielle. Le lendemain, Soumaïla Cissé reconnaît sa défaite face à Ibrahim Boubacar Keïta avant même la publication des résultats.

Le Vietnam renforce son arsenal répressif sur Internet

Hanoï a adopté un décret interdisant de relayer sur le Web des informations issues de la presse et d'y échanger des propos politiques

VIETNAM

Chef de l'Etat **Truong Tan Sang**
Premier ministre **Nguyen Tan Dung**
Superficie **332 000 km²**
Population (hab.) **90,4 millions (2012)**
IDH **127 sur 186 (2012)**
Croissance **5 % (2012)**
Espérance de vie **75,4 ans**
Taux de chômage **n.c.**
Âge moyen de la population **28,2 ans (2010)**
 Sources : FMI, PNUD

Bangkok
Correspondant régional

Le régime vietnamien vient de donner un nouveau tour de vis au carcan de son contrôle d'Internet : désormais, précise un décret signé début août par le premier ministre Nguyen Tan Dung, les réseaux sociaux tels Facebook ou Twitter ne pourront être utilisés que pour « échanger des informations personnelles ».

En clair, toute discussion politique sur Internet est désormais bannie alors que la Toile, dans ce pays au régime de parti unique, dont la presse est largement sous contrôle, servait d'exutoire aux mécontentements.

« On n'arrête pas de se moquer du premier ministre sur Internet », confiait, il y a quelques mois à Hanoï, une jeune artiste qui, comme beaucoup, se gaussait de plaisir d'un chef de gouvernement impopulaire et contesté. A la différence des réseaux sociaux qui, eux, ont vu leur popularité littéralement exploser ces dernières années.

Le responsable du département de la radio, de la télévision et des médias électroniques, Hoang Vinh Bao, a précisé qu'il n'était plus question, sur Internet, de « citer des articles faisant référence à des informations générales, que cela soit des articles de presse, d'agences de presse ou de sites en ligne officiels ».

Ce qui permet d'empêcher que toute information diffusée officiellement puisse faire l'objet de commentaires critiques de la part d'un public jeune cultivant un cynisme de plus en plus aiguë à l'égard du pouvoir.

Le décret, qui devrait entrer en application en septembre, interdit évidemment toute « diffusion d'informations hostiles au Vietnam et pouvant affaiblir sa sécurité nationale » et menacer « l'ordre social et l'unité nationale ». Même chose pour des « informations diffamant le prestige d'organisations et l'honneur ou la dignité des personnes ».

Explication du ministre adjoint de l'information et des communications, Le Nam Thang : la nouvelle réglementation permettra de « trouver des informations correctes et convenables sur Internet ».

Il est encore difficile de savoir comment ce décret liberticide sera appliqué concrètement mais, en théorie, échanger sur le Net des informations piochées dans la presse légale sera désormais considéré comme un acte illégal.

Les experts soulignent que les

géants de l'Internet, Facebook et autres réseaux sociaux, refuseront de donner les adresses IP des utilisateurs, a déclaré à l'AFP Shawn Crispin, du Comité de protection des journalistes.

Le décret a fait aussitôt des vagues... sur Internet, où un blogueur célèbre, Nguyen Quang Vinh, a écrit que cette nouvelle loi « est clairement promulguée pour museler le peuple ». « On veut faire de nous des robots », a renchéri un autre blogueur, Nguyen Van Phuong. La répression contre les journalistes et les commentateurs sur le Web ne cesse de se durcir au Vietnam, où la crise économique et sociale ne fait qu'aggraver le ressentiment de beaucoup à l'égard du gouvernement.

Le premier ministre lui-même doit faire face à l'hostilité de ses adversaires au sein de l'appareil d'Etat, tels le président de la République, Truong Tan Sang, et le chef du Parti communiste, Nguyen Phu Trong. Au mois de juin, un tiers des députés du Parlement l'ont publiquement désavoué en choisissant de lui attribuer la mention « peu de confiance » lors d'un vote à l'Assemblée nationale.

Les désaccords au plus haut niveau n'empêchent pas la répression de s'accroître contre tous ceux qui « profitent » de la confusion ambiante au sein du système pour le critiquer.

Durant les six premiers mois de l'année, un plus grand nombre de personnes accusées d'« activités contre l'Etat » ont été arrêtées que durant toute l'année 2012. Au total, à ce jour, 46 militants et critiques du régime ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Le célèbre blogueur Nguyen Van Hai, membre fondateur du Club des journalistes libres, qui signe sous le pseudonyme de « Dieu Cay », a fait récemment une grève de la faim de vingt-cinq jours, qu'il a interrompue le 3 août. Il voulait protester contre ses conditions de détention.

La loi permettra de « trouver des informations correctes et convenables sur Internet », a justifié le ministre adjoint des communications

L'initiative a porté ses fruits, puisque les autorités ont accepté de considérer sa plainte, fait assez rare, comme l'a fait savoir son fils Nguyen Tri Dinh. « Dieu Cay », dont le cas a été mentionné publiquement par le président américain Barack Obama, avait été condamné en septembre 2012 à douze ans de prison.

Plus récemment encore, un célèbre journaliste d'investigation, Vo Thanh Tung, spécialisé dans les dénonciations d'officiels corrompus, a été arrêté. Les médias d'Etat en ont fait l'annonce le 8 août, indiquant qu'il aurait été appréhendé pour avoir touché lui-même des pots-de-vin.

Journaliste dans un quotidien de Saïgon spécialisé dans les affaires juridiques, l'homme a gagné un prix de journalisme en ayant révélé la corruption quotidienne des policiers affectés à la circulation. L'arroseur s'est-il fait arroser? Ou a-t-il été victime d'un règlement de compte de la part de ceux qu'il dérange? Pour l'instant, son journal s'est contenté de confirmer l'arrestation du reporter ainsi que de deux de ses assistants. ■

BRUNO PHILIP

Les forces de sécurité dispersent dans le sang les sit-in pro-Morsi au Caire

L'assaut, donné mercredi 14 août à l'aube contre les manifestants, a fait des dizaines de morts



Des partisans des Frères musulmans fuient devant les gaz lacrymogènes lancés par la police contre le sit-in de Rabiya Al-Adawiya, le 14 août. K. DESOUKI/AFP

Le Caire
Envoyé spécial

Au lieu des sommations et de l'approche graduelle promises, les forces de sécurité égyptiennes ont choisi la surprise et un dispositif massif. Vers six heures du matin, mercredi 14 août, elles ont donné l'assaut contre les deux campements installés au Caire par les partisans du président Mohamed Morsi depuis sa destitution, le 3 juillet, par l'armée.

Les premiers bilans provisoires de cette opération d'envergure semblaient confirmer les craintes d'un bain de sang annoncé. Une heure après le début de l'opération, 43 cadavres étaient alignés dans l'hôpital de campagne du campement de Rabiya Al-Adawiya, dont plusieurs manifestement tués par balles.

A 10 heures, les Frères musulmans qui animent ces sit-in ont annoncé au moins 100 morts et plus de 2 000 blessés. Le ministère de l'intérieur quant à lui, qui a affirmé que les manifestants avaient ouvert le feu sur la police, a annoncé la mort de deux officiers. Les trains entrant et sortant du Caire ont été bloqués pour empêcher que les manifestations ne se reforment hors de la capitale.

Au petit matin, des chars et des troupes ont commencé à sécuriser un périmètre très large autour de la mosquée de Rabiya Al-Adawiya, dans le quartier de Medinat Nasr dans l'est du Caire, et de la place Al-Nahda, près de l'université du Caire.

Les journalistes et photographes ont été empêchés d'accéder aux lieux. A 200 m de la place Al-Nahda, une noria d'ambulances orange donne une idée de l'ampleur de l'opération qui se joue derrière les cordons de sécurité.

Deux hélicoptères survolent le

Neuf généraux nommés à des postes de gouverneur

Le président égyptien par intérim, Adli Mansour, a nommé, mardi 14 août, 18 nouveaux gouverneurs de province en remplacement des Frères musulmans placés par le président déchu Mohamed Morsi, renversé le 3 juillet par l'armée. La moitié des 18 nouveaux gouverneurs sont des généraux de l'armée et de la police à la retraite. « C'est un pas en arrière, un retour au règne de Moubarak », a critiqué le célèbre blogueur Alaa Abdel Fattah sur Twitter.

campement plongé dans la fumée des gaz lacrymogènes, dont les manifestants tentent de dissiper les effets en brûlant des pneus.

Chaque passage d'hélicoptère est applaudi par les habitants du quartier, massés devant le dernier

Autour de la mosquée Al-Adawiya, au petit matin, des bulldozers commencent à enfoncer les barricades de fortune

barrage. « L'armée et la police main dans la main et maudits soient les Frères », scandent les habitants du quartier de l'université.

A 9 heures du matin, le campement a été totalement dispersé au moyen de gaz lacrymogènes uniquement, a annoncé le ministère de l'intérieur. Selon un responsable des forces de sécurité, les occupants d'Al-Nahda ont tous été arrêtés et chargés dans des bus de la police. Soudain, un militant pro-Morsi est vu en train de s'enfuir par les jardins du zoo adjacent. Les soldats arment leurs fusils et se mettent à le poursuivre, accompagnés de jeunes habitants du quartier surexcités. D'autres sont affairés à retirer les banderoles marquant l'entrée du camp, désormais jonché de palmiers abattus et de sacs de sable des barricades renversées.

Autour du sit-in de la mosquée de Rabiya Al-Adawiya, des bulldozers ont commencé dès 6 heures du matin à enfoncer les barricades de fortune faites de pavés et de sacs de sable, derrière lesquelles s'étaient retranchés des milliers de partisans du président déchu, avec femmes et enfants.

« Il y a 60 morts confirmés. Des snipers sont postés sur les toits des immeubles. Les blindés roulent sur les gens. Des tirs proviennent des hélicoptères », assure au Monde Abderrahman Daoud, l'un des responsables médias du sit-in de Rabiya Al-Adawiya vers 9 h 30 du matin. La dispersion de ces sit-in attise les craintes d'un véritable massacre. Le 27 juillet, des affrontements entre forces de police et manifestants devant l'une des entrées du site avait déjà causé la mort de 81 personnes, portant le bilan total des affrontements entre manifestants et forces de sécurité à plus de 250 morts depuis le 3 juillet.

La crainte des répercussions, notamment internationales, d'un

massacre contre les partisans des Frères musulmans et de leurs alliés islamistes a retardé cette intervention annoncée par les nouvelles autorités de transition depuis plusieurs semaines.

Les heurts qui ont opposé mardi des manifestants pro-Morsi aux anti-Morsi et aux forces de sécurité, faisant un mort, ont précipité l'intervention des forces de sécurité face à de nouvelles craintes de guerre civile. Une marche organisée par les manifestants de la place Al-Nahda en direction du ministère de l'intérieur a dégénéré dans l'après-midi mardi. Les forces de sécurité ont dû intervenir après des affrontements qui opposaient manifestants pro-Morsi et résidents, appuyés par des anti-Morsi,

les deux camps s'échangeant jets de pierre et tirs de chevrotine.

Dans la soirée, rien ne semblait pourtant annoncer l'opération qui se préparait. Sur le sit-in de Rabiya Al-Adawiya, aux allures de Luna Parc islamique, les familles mangeaient tranquillement. Un match de football était organisé entre des équipes d'Al-Nahda et de Rabiya dans un stade bien construit, avec des planches et des gradins. « Ils ne peuvent pas y aller aux gaz lacrymogènes, à cause des femmes et des enfants. Vous et moi pouvons supporter les gaz, mais les bébés vont mourir, ce serait un crime mondial! », assurait, très confiant un responsable du sit-in. ■

SERGE MICHEL
AVEC HÉLÈNE SALLON

DEVANT LA HAUTE COUR DE JUSTICE
DIVISION DE LA CHANCELLERIE
COUR DES SOCIÉTÉS

No. 5125 de 2013

DANS L'AFFAIRE DE
METLIFE INSURANCE LIMITED
- et -
METLIFE EUROPE LIMITED ET METLIFE EUROPE INSURANCE LIMITED
- et -
DANS L'AFFAIRE DE LA
PARTIE VII DE LA LOI SUR LES MARCHÉS ET SERVICES FINANCIERS DE 2000

AVIS

VOUS ÊTES PAR LES PRÉSENTES AVISÉ que le 26 juillet 2013 MetLife Insurance Limited, MetLife Europe Insurance Limited et MetLife Europe Limited ont déposé devant la Haute Cour de Justice conformément à l'article 107(1) de la Loi sur les marchés et services financiers de 2000 (la « FSMA ») une demande (la « Demande ») d'Ordonnance :

(1) en vertu de l'article 111 de la FSMA autorisant un projet de transfert d'activités d'assurance portant sur le transfert de certaines activités d'assurance de MetLife Insurance Limited à MetLife Europe Limited et de certaines activités d'assurance de MetLife Insurance Limited à MetLife Europe Insurance Limited (le « Projet ») ; et

(2) prévoyant des dispositions accessoires dans le cadre du Projet conformément à l'article 112 de la FSMA.

Des exemplaires d'un rapport sur les conditions du Projet préparé conformément à l'article 109 de la FSMA (le « Rapport de l'expert indépendant ») et d'une déclaration prévoyant les conditions du Projet et contenant un résumé du Rapport de l'expert indépendant sont disponibles sans frais sur le site Web britannique de MetLife à www.metlife.co.uk/partvii. Les documents d'appui au Projet et toutes informations complémentaires le concernant seront publiés sur ce site Web, sur lequel vous pourrez suivre les mises à jour.

Vous pouvez également demander des exemplaires gratuits de n'importe lequel de ces documents en contactant MetLife en vous reportant aux coordonnées ci-dessous.

La Demande sera entendue le 13 décembre 2013 par le Juge de la Cour des Sociétés dans le Rolls Building, Royal Courts of Justice, 7 Rolls Buildings, Fetter Lane, Londres, EC4A 1NL. Si le transfert est approuvé par la Cour, il est actuellement proposé qu'il entre en vigueur le 1er janvier 2014.

Toute personne qui estime que la réalisation du Projet aurait pour elle des conséquences défavorables est en droit, soit de présenter une déclaration écrite, soit d'être entendue (soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un avocat) lors de l'audience sur la Demande le 13 décembre 2013. Toute personne ayant l'intention de se présenter à la Cour ou de présenter une déclaration écrite doit notifier ses objections dès que possible et au plus tard le 10 décembre 2013 à l'adresse indiquée ci-dessous.

Part VII Communications Manager, MetLife, Level 50, One Canada Square, Londres E145AA, Royaume-Uni.
Tél: RU: 0808 1682499. Grèce: 21 1 198 0029.
Pologne: 00 800 12 14 450. Italie: 800 011 628.
France: 08 05 11 21 66. Belgique: 0800 748 05.
Autriche: 0800 00 66 63.

En Allemagne, les déboires des trains attisent le débat électoral

A six semaines des élections fédérales, gauche et droite se rejettent la responsabilité de retards liés au manque de personnel cheminot

Berlin
Correspondant

Imagine-t-on la SNCF devoir réduire sensiblement le trafic ferroviaire dans une région, faute de personnel, et ce en pleine campagne électorale ? C'est le cauchemar qu'est en train de vivre Rüdiger Grube, le président du directoire de la Deutsche Bahn (DB), qui vient d'interrompre ses vacances. Depuis le début du mois, le trafic est en effet fortement perturbé en gare de Mayence (Rhénanie-Palatinat), dans l'ouest du pays. Motif : sur les quinze cheminots chargés de la circulation et des aiguillages, huit sont malades ou en congé. Résultat : des trains régionaux sont annulés et de nombreux trains « grandes lignes » détournés. Mardi 13 août, à l'issue d'une réunion de crise tenue avec Malu Dreyer, la présidente de cet Etat-région, les responsables de la société ferroviaire ont promis d'améliorer la situation dans les jours à venir. A Mayence, la ren-

trée des classes a lieu le 19 août. Mais la solution n'est pas évidente : en Allemagne, chacun des 3392 postes d'aiguillage (dont 415 gérés électroniquement) est différent des autres et nécessite une formation spécifique. Ni la direction ni les syndicats n'envisagent de faire

Dans les années 2000, la Deutsche Bahn s'est réorganisée afin de pouvoir être cotée en Bourse

re appel à du personnel d'une autre région pour remédier à la pénurie locale. Après avoir tenté de circonscrire le problème à cette région, les dirigeants de la DB ont reconnu faire face à un problème plus général. « Nous avons une situation tendue au niveau national », a admis Frank Sennhenn, le président de DB Netz, la filiale chargée de la gestion du réseau.

La Deutsche Bahn emploie environ 12 500 responsables de la gestion du trafic. Selon le syndicat EVG, il en manquerait un millier pour résorber le million d'heures supplémentaires effectuées par cette catégorie de personnel.

Evidemment, en pleine campagne électorale, les déboires de cette entreprise publique se sont invités dans le débat politique. Le secrétaire général du Parti libéral, Patrick Döring, membre du conseil de surveillance de la DB, a appelé l'entreprise à rappeler les aiguilleurs qui étaient en congé. En fait, ceux-ci ont été « invités » par M. Grube à rentrer plus tôt que prévu, et la DB envisage de faire appel à des cheminots à la retraite. Surtout, le Parti social-démocrate (SPD) a critiqué la gestion de l'entreprise. « Ici, on a visiblement économisé à mauvais escient. On en voit les conséquences funestes maintenant », a affirmé Peer Steinbrück, le candidat du SPD à la chancellerie contre Angela Merkel, qui a jugé que ce n'était pas aux cheminots en congé de faire les



Un voyageur attend un hypothétique train en gare de Mayence, le 12 août. RALPH ORLOWSKI/REUTERS

frais de la mauvaise organisation des plannings. Le SPD critique également le « dividende forcé » de 500 millions d'euros que le gouvernement exige de l'entreprise chaque année, et ce, selon le Parti social-démocrate, au détriment des investissements et du personnel.

Mais le SPD ne peut se montrer trop offensif sur le sujet. C'est avec l'aval de la gauche alors au pouvoir que, dans les années 2000, la DB s'est réorganisée de manière drasti-

que afin de pouvoir être cotée en Bourse. Ministre des finances à partir de 2005, M. Steinbrück était favorable à une privatisation qui aurait rapporté de l'argent à l'Etat. Mis aujourd'hui en cause par l'opposition, Peter Ramsauer, le ministre des transports (CSU), estime que « la coalition au pouvoir a ramassé les morceaux et a accompli un changement d'orientation en faisant de la Deutsche Bahn une entreprise tournée vers le client ».

De fait, la coalition au pouvoir a confirmé en 2011 que la DB n'avait plus comme objectif d'entrer en Bourse. Au grand dam des libéraux. « Une société privée exposée à la concurrence ne pourrait pas se permettre » ce qui arrive en ce moment à Mayence, a déclaré mardi Rainer Brüderle, porte-parole du Parti libéral pour la campagne législative. Ce responsable du groupe FDP au Bundestag estime qu'il faudrait reprendre « au moment opportun » la réflexion sur une introduction en Bourse de la DB.

En fait, après avoir réduit ses effectifs de 260 000 à moins de 195 000 en Allemagne en dix ans, la Deutsche Bahn est désormais confrontée au vieillissement de ses salariés et aux difficultés de recruter, notamment dans le sud de l'Allemagne, en situation de quasi-plein emploi. La DB a embauché 10 000 salariés en 2012 et près de 6 000 au premier semestre 2013. Les déboires qu'elle rencontre à Mayence ne sont que les derniers d'une longue liste. En raison de la vétusté des trains régionaux à Berlin ou des problèmes auxquels sont confrontées les rames à grande vitesse ICE en période de canicule, la DB est régulièrement prise à partie par les médias et l'opinion. ■

F. LE.

FREDERIC LEMAÎTRE

Les Verts revisitent leurs discussions passées sur la pédophilie

Berlin
Correspondant

Il n'y a pas que les Verts qui, au début des années 1980, ont envisagé de dépenaliser la pédophilie en Allemagne. La question a aussi tarabudé le Parti libéral, le FDP, notamment la structure regroupant ses jeunes sympathisants. Tel est l'un des principaux résultats du travail mené depuis deux mois par un institut de recherches de Göttingen. Celui-ci ne livrera la version définitive de ses travaux qu'à la fin 2014, mais a décidé d'en publier un résumé dès le lundi 12 août dans la *Fran-*

kfurter Allgemeine Zeitung.

Les chercheurs ont notamment révélé qu'une candidate du FDP aux élections législatives de septembre avait, à l'époque, publié un texte dénué d'ambiguïté sur le plaisir que lui apportait une fillette de 9 ans. Reconnaisant les faits, Dagmar Döring, aujourd'hui âgée de 53 ans, a été contrainte d'annoncer ce week-end son retrait de la compétition électorale.

C'est à la demande de la direction des Verts que l'Institut de recherche sur la démocratie de Göttingen s'est penché sur le sujet. En avril, des responsables chrétiens-démocrates, mais aussi libé-

raux, avaient profité de la remise d'une importante distinction (le prix Theodor-Heuss) au député européen Daniel Cohn-Bendit (Verts) pour relancer la polémique sur ses déclarations en faveur de la pédophilie qui datent de 1982.

Lavés de tout soupçon

Accusés d'avoir voulu légaliser la pédophilie, les Verts ont décidé d'ouvrir leurs archives à des chercheurs (qu'ils rémunèrent 209 000 euros) pour en avoir le cœur net et, espèrent-ils, être lavés de tout soupçon. Selon le résumé publié lundi, plusieurs instances régionales des Verts sou-

haitaient dépenaliser la pédophilie. C'était non seulement le cas en Rhénanie-du-Nord-Westphalie – ce que l'on savait déjà –, mais aussi en Rhénanie-Palatinat, à Brême, à Hambourg et à Berlin.

Grâce à une alliance avec des groupes homosexuels – à cette époque, l'homosexualité était un délit pénal –, les tenants d'une dépenalisation de la pédophilie ont eu une certaine influence au début des années 1980, écrivent Franz Walter et Stephan Klecha, les auteurs du rapport. Néanmoins, cette revendication n'a jamais été portée par le parti écologiste au niveau national. Sous l'influence du mouve-

ment féministe allemand et notamment de son égérie Alice Schwarzer, les milieux homosexuels se sont peu à peu désolidarisés des militants pédophiles, qui n'obtinrent pas gain de cause.

Ce travail sur le passé concerne aussi la France. Dans leur article, les chercheurs rappellent qu'en janvier 1977, trois hommes accusés d'avoir eu des relations sexuelles avec des enfants de 13 et 14 ans avaient reçu le soutien de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Louis Aragon, Catherine Millet, André Glucksmann, Jack Lang et Bernard Kouchner. ■

F. LE.

FREDERIC LEMAÎTRE

La justice roumaine se penche sur les crimes communistes

La traque des tortionnaires s'est longtemps heurtée à un manque de volonté politique

Bucarest
Correspondance

La porte se ferme. Les charnières grincent, c'est comme le cri d'un homme désespéré. Dans la cellule, seul un rayon de lumière traverse les barreaux. Il suffit de rester quelques minutes dans ce silence de plomb pour ressentir le quotidien des prisonniers enfermés dans ces cellules de deux mètres carrés. La prison de Ramnicu Sarat, petite ville située dans l'est de la Roumanie, était réservée aux opposants au régime communiste. On l'appelle aussi l'« enfer du silence », en raison de sa méthode de torture, imaginée par la Securitate, la police politique roumaine.

« La torture brevetée dans cette prison était le silence », affirme Marius Oprea, fondateur de l'Institut d'investigation des crimes du communisme (IICCR) et surnommé le « chasseur de la Securitate ». Les prisonniers étaient obligés de

Ouverture au public du lieu d'exécution des Ceausescu

L'ancienne caserne militaire de Targoviste, dans laquelle Nicolae Ceausescu, l'ex-dictateur roumain, et sa femme Elena ont été exécutés le 25 décembre 1989, sera ouverte au public à partir du mois de septembre, a annoncé, le 10 août, le directeur du complexe muséal de Targoviste, Ovidiu Carstina. Les autorités locales ont indiqué avoir pris cette décision pour répondre aux nombreuses demandes de groupes de touristes étrangers.

garder le silence pendant des années. Un simple chuchotement était sévèrement puni. Je me suis enfermée quelques minutes dans une cellule. Ici, je suis toujours terrorisée. C'est une peur difficile à expliquer parce qu'elle vient des murs, des portes des cellules, des barreaux. J'ai surtout peur parce qu'ici la parole était interdite. »

La prison de Ramnicu Sarat est devenue depuis quelques années un lieu de mémoire pour les jeunes qui essaient de comprendre ce qu'a vécu la génération de leurs parents. Tous les ans, Marius Oprea les invite à ce voyage à travers l'histoire récente de leur pays et leur fait rencontrer d'anciens détenus politiques. « On ne peut pas imaginer ce que l'absence de mots peut faire de la vie d'un homme, leur explique-t-il. Un ancien détenu m'a dit qu'il lui a fallu deux ans pour réapprendre les mots les plus simples. Par exemple, comment demander à manger, comment se souvenir du nom de sa fille qui venait de naître au moment de son arrestation. Ou encore se souvenir du nom de sa femme, et même de ce qu'est une femme. »

Les années de terreur de cet « enfer du silence » portent un nom : Alexandru Visinescu. Nommé à la tête de la prison en 1956, à l'âge de 31 ans, il y a institué l'un des pires régimes de détention du bloc communiste : silence total, torture systématique, violences physiques et psychiques. A l'instar d'autres tortionnaires, il vit tranquillement depuis la chute de la dictature communiste, en décembre 1989, dans son appartement situé en plein cen-

tre de Bucarest. Sa retraite de 1500 euros est ressentie comme une insulte par les anciens détenus politiques qui doivent se contenter d'une pension de 200 euros.

Mais le 30 juillet, à l'âge de 88 ans, l'Histoire le rattrape en pleine rue, à Bucarest. Il descend faire une course quand soudain, sortis de nulle part, des journalistes équipés de caméras le pressent de questions : « Savez-vous que vous allez faire l'objet d'une enquête ? », « Qu'allez-vous faire ? », « Comment

« On découvre la vérité, on identifie les tortionnaires, on rend leurs noms publics »

Marius Oprea
fondateur de l'Institut
d'investigation des crimes
du communisme

répondez-vous aux accusations ? » Le vieux tortionnaire n'a aucune envie de répondre. Son visage trahit la colère. Il envoie quelques coups de poing pour punir ces jeunes venus le harceler. Un geste par lequel il voudrait aussi chasser un passé qui ne le lâche plus.

En avril, l'IICCR a déposé une plainte pénale contre 35 tortionnaires. Cette institution publique créée en 2005 par Marius Oprea, l'un des rares opposants au régime communiste, a essayé à plusieurs reprises de rendre justice aux victimes de la dictature, mais la volonté politique n'était pas au rendez-vous.

MIREL BRAN

ISRAËL

Raid israélien à Gaza à la suite de tirs de roquettes

JÉRUSALEM. L'armée israélienne a mené, mercredi 14 août, au premier jour de la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes, un raid aérien sur la bande de Gaza. Cette attaque visait, selon l'armée, deux sites de lancement de roquettes, après que des tirs effectués à partir du territoire palestinien ont touché Israël. Le Hamas, qui contrôle Gaza, s'oppose à la reprise des négociations, qui débutent mercredi sous l'égide des Etats-Unis après trois années d'interruption.

Un groupe de 26 prisonniers palestiniens a par ailleurs été libéré dans la matinée par Israël. Onze ont été conduits en Cisjordanie, où ils ont été accueillis par le président Mahmoud Abbas et des milliers de personnes enthousiastes, et quinze dans la bande de Gaza. Au total 104 détenus condamnés doivent être relâchés au cours des neuf mois de négociations prévus. – (AFP.) ■

INDE

Plusieurs morts dans une explosion à bord d'un sous-marin

BOMBAY. Une explosion s'est produite dans la nuit de mardi 13 au mercredi 14 août à bord d'un sous-marin militaire indien, provoquant un incendie et la mort d'un nombre inconnu de marins. L'accident a eu lieu sur le chantier naval de Bombay (côte ouest), où le bâtiment était à quai avec 18 personnes à son bord. Mercredi dans la matinée, l'armée indienne a indiqué que « plusieurs » de ces personnes étaient mortes. « La cause de l'explosion est inconnue », a déclaré un porte-parole.

Le *Sindhurakshak*, rénové et modernisé par la Russie en 2012, a partiellement coulé et « seule une portion du bâtiment reste visible à la surface », selon l'armée. Il y a quelques jours, New Delhi avait annoncé le lancement du premier porte-avions conçu et construit en Inde et le début des essais pour le premier sous-marin nucléaire du pays. – (AFP, Reuters.) ■

Tchad N'Djamena suspend les activités de la compagnie pétrolière chinoise

N'DJAMENA. Le gouvernement tchadien a annoncé, mardi 13 août, avoir suspendu « toutes les activités » de la filiale tchadienne de la compagnie pétrolière publique chinoise (CNPCIC). Un geste motivé par des « violations flagrantes des normes environnementales » dans ses forages d'exploitation de brut dans le sud du pays. Le Tchad n'a pas précisé la durée de cette mesure. La CNPCIC mène des explorations dans le sud du pays depuis 2009 et exploite une raffinerie. – (AFP.)

En Angleterre, le réchauffement climatique fait le bonheur de la vigne

A 30 km de Londres, Denbies, leader d'un secteur en plein essor, s'attend à un cru 2013 exceptionnel

Reportage

Dorking (Royaume-Uni)
Envoyé spécial

Des coteaux exposés plein sud et couverts de vignes d'un vert intense, des grappes bien formées, le reflet du chaud soleil d'août sur le sol crayeux, la douceur de l'air qui s'accorde à celle du relief : à Dorking, dans le Surrey, à une trentaine de kilomètres au sud de la City londonienne, la campagne anglaise se donne des airs de Champagne.

Cela n'a rien de fortuit : le vignoble de Denbies s'y déploie sur une centaine d'hectares, ce qui en fait « le plus grand vignoble du nord de l'Europe », assure Christopher White, son manager général. Et le domaine est réputé pour ses vins pétillants, vinifiés selon la méthode champenoise et très appréciés des amateurs anglais.

« Quand mon père a acheté ce qui était alors un élevage qui perdait de l'argent, en 1986, un ami qui enseignait la géologie à l'Imperial College a attiré son attention sur le fait que le relief, la nature du sol et même le climat étaient comparables à ce que l'on trouve en Champagne, raconte Christopher White. Ce n'est pas un hasard : il y a des millions d'années, les deux régions étaient géographiquement proches. »

Ces jours-ci, comme la plupart des autres viticulteurs britanniques, Christopher White voit la vie en rose : 2013 s'annonce un millésime exceptionnel, pour lui, pas de

doute, le responsable de cette situation n'est autre que le changement climatique. « Il est bien là, affirme cet homme de 37 ans à l'allure de cadre d'entreprise. Les températures augmentent, les gelées se font plus rares, les bonnes années sont de plus en plus fréquentes. L'avenir s'annonce bien ! »

Les scientifiques prédisent une extension de l'aire favorable à la viticulture vers le nord de l'Europe. En France, le début des vendanges est de plus en plus précoce. A Dorking, il y a vingt ans, elles démarraient le 1^{er} octobre. « Il arrive maintenant que l'on vendange dès la mi-septembre, note Christo-

Les scientifiques prévoient une extension de l'aire favorable à la viticulture vers le nord de l'Europe

pher White. Et l'on cultive des cépages que l'on n'aurait jamais osé planter auparavant : nous attendons cet automne notre première vendange de sauvignon blanc. »

Jusqu'à présent, les conditions climatiques de cette année ont été idéales : un hiver long mais sans gelées, une floraison qui s'est effectuée en moins de dix jours, un ensoleillement optimal, pas de fortes précipitations, peu de vent. « Encore un peu de pluie et ce sera parfait », glisse le manager général de



Le domaine Denbies, premier vignoble anglais, à Dorking (Surrey). PETER MACDLARMID/GETTY

Denbies, assis au milieu de la vaste et lumineuse cafétéria qui accueille les visiteurs du domaine.

Al' inverse, 2012 a été une année à oublier : la période de floraison s'est éternisée, l'été a été l'un des plus froids et pluvieux que l'Angleterre a connu depuis longtemps. C'est le revers de la médaille : les aléas climatiques devraient devenir plus fréquents et plus violents à l'avenir. « Le risque fait partie de notre métier, tempère Christopher White. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre de côté 20 % de la production de cette année, afin d'amortir de mauvaises vendanges éventuelles à venir. »

C'est aussi pour compenser l'incertitude propre aux métiers de la terre que l'entreprise familiale, qui emploie cent cinquante personnes à l'année et une quarantaine de saisonniers, a diversifié ses activités. Le domaine est devenu une véritable attraction touristique, qui revendique 350 000 visiteurs par an.

Ceux-ci peuvent découvrir le vignoble dans un train touristique,

participer à une dégustation dans les caves, assister à la projection d'un film sur écran circulaire, déjeuner au restaurant gastronomique, dormir au bed & breakfast avec vue sur les vignes, acheter du vin – mais pas seulement – à la boutique... Des services à la carte pour l'organisation de mariage ou de conférence sont également proposés. La vente de vin ne représente plus que la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise.

En moins de trois décennies, Denbies est devenu, avec ses 300 000 pieds de vigne et une pro-

Une grande récolte 2013 annoncée en Champagne

Si la grêle a provoqué d'importants dégâts dans les vignobles bourguignons, bordelais et du Beaujolais depuis le début juillet, la Champagne a été épargnée, et le millésime 2013 s'annonce bien. « Nous avons un potentiel pour une très belle vendange, qualitativement et quantitativement », a indiqué Thibaut

duction qui devrait dépasser les 350 tonnes de raisins cette année, le premier des 432 vignobles anglais et gallois.

Pour montrer que ceux-ci n'étaient pas condamnés à ne produire que de piètres vins bon marché, Adrian White, le père de Christopher, s'est appuyé sur les savoir-faire français, allemand, australien et sud-africain. L'emouteillage des vins pétillants se fait avec l'assistance de l'Institut œnologique de Champagne et sur des machines importées de France.

Plusieurs dizaines de cépages

Le Mailloux, porte-parole du Comité interprofessionnel du vin de Champagne. Le ministère de l'agriculture anticipe une augmentation de production de champagne de 56 % par rapport à 2012 – qui fut une mauvaise année – et de 16 % par rapport à la production moyenne des cinq dernières années. – (Reuters.)

sont cultivés sur le domaine, dont le surrey-gold, la production la plus vendue, un blanc sec pas désagréable, fruit d'un mélange de trois cépages allemands. Le chardonnay et le pinot noir restent cependant les cépages les plus répandus en Angleterre.

Même si la surface cultivée a doublé depuis 2004, la production nationale, composée à 60 % de vins pétillants et à 30 % de blancs secs, ne pèse que 0,14 % du marché britannique. « Nous avons de la marge, se réjouit Christopher White. Mais ce serait une erreur de vouloir produire plus en sacrifiant la qualité. Pour exister, il nous a fallu prouver que nous pouvions produire un vin de qualité à un prix abordable. »

Les alléchantes perspectives du secteur attirent les convoitises : un ancien gérant de fonds d'investissement, Mark Driver, a créé un domaine dans l'East Sussex en espérant pouvoir y produire un million de bouteilles de vin pétillant et de blanc en 2020. ■

GILLES VAN KOTE

Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/13	Tél. : 01 57 28 38 52	
1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

+TEMPUR
MATELAS & SOMMIERS

Tout doit
DISPARAITRE !

DESTOCKAGE
EXCEPTIONNEL
AVANT NOUVELLE COLLECTION

mobeco
Livraison gratuite dans toute la France

50 av. d'Italie 75013 PARIS | 148 av. Malakoff 75116 PARIS | 247 rue de Belleville 75019 PARIS

Pour tout renseignement
01 42 08 71 00 7j/7
www.mobeco.com
Dans la limite des stocks disponibles

ANTIQUITÉS

ACHÈTE EN L'ÉTAT
Sacs à main de marque
Manteaux de fourrure
Foulards de marque
Linge et draps brodés
Briquets & Montres de luxe
Services de table
Argenterie de tous genres

DEPLACEMENT GRATUIT
PARIS - PROVINCE
Charles Heitzmann
Antiquaire
Tél. : 01.40.89.01.77
charlesheitzmann@free.fr

ACHÈTE EN L'ÉTAT
Pianos droits & à queues
Vinyles, saxos et violons
Mobilier d'époque & de style
Machines à coudre à pédale
Tapis et trophées de chasse
Tableaux et livres anciens
Pendules, statues et miroirs

DEPLACEMENT GRATUIT
PARIS - PROVINCE
Charles Heitzmann
Antiquaire
Tél. : 01.40.89.01.77
charlesheitzmann@free.fr

CANAPÉ
CONVERTIBLE
HAUT DE GAMME

- 10 % de réduction supplémentaire
sur présentation de ce coupon

Meubles & Atmosphère

OUVERT LE DIMANCHE
18, rue de Châteaudun - 75009 PARIS
Tél. : 01.48.78.72.57
www.meublesatmosphere.com

DÉCORATION

RENOV'DÉCO 1961 SARL
Nos compétences, notre expérience et notre goût du travail soigné
A VOTRE SERVICE !
PEINTURE, PAPIER-PEINT, PARQUET, ELECTRICITE, CARRELAGE, PLOMBERIE, MACONNERIE, MENUISERIE.
*Devis gratuit *Délai respecté
Tél : 01.40.09.79.26
06.21.40.02.81
www.renovdeco1961.fr

BIJOUX

ACHAT OR
Particulier-professionnels
DIAMANTS-MONTRES
BIJOUX-DEBRIS
LINGOTS-PIECES
(Direct Bourse)
COMPTOIR EUROPEEN DE L'OR
66, rue de Lévis, 75017 Paris
Métro : Villiers
Tel : 01.42.67.20.63

ARTS

PEINTURES SUISES
RECHERCHONS
pour nos collectionneurs

Aloïse, Auberjonois, Bocion, Buchet, Bille, Bieler, Hodler, Vallotton, Soutter et toutes œuvres de qualité
Estimations gratuites à domicile
Paiement aux plus hauts cours du marché

Cabinet d'expertise
ARTS ANCIENS
CH-2027 Montalchez
art-ancien@bluewin.ch
+4132 835 17 76 /
+4179 647 10 66

E-COMMERCE

LA BIENFAISANCE DES MINÉRAUX POUR VOTRE BIEN-ÊTRE ET VOTRE BEAUTÉ

- Un concept innovant : composez votre bracelet vous-même.
- Idée cadeau : le bracelet de naissance !
- Un bracelet selon vos états d'âme !
- Votre bijou bien-être... DÉCOUVREZ TOUT ES NOS CRÉATIONS DE BIJOUX MINÉRAUX SUR MESURE

et commandez en ligne sur **www.amethyste-developpement.com**
Frais de port offerts pour la France

Le Monde

Les Bonnes Adresses

Pour communiquer dans cette rubrique, appelez le : **01.57.28.38.52**

Envoyer votre texte par e-mail : **nathalie.lavenu@publicite.fr**

Immobilier

Reproduction interdite

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 14^È

Paris 14^{ème} Alesia. Villa d'Alésia proche, 3-4 P 67 m², esprit loft, traversant, calme, refait à neuf en totalité par architecte en 2013 (pas habité depuis), matériaux de qualité, 2 chambres, grand séjour, cuisine neuve équipée, salle d'eau, WC séparé, chaudière à gaz à condensation **Prix : 630 000€**
Tél : 06 74 01 78 60

Le Monde
Les petites annonces immobilières
Forfait à partir de **65 € TTC** pour les particuliers
Tél. : 01.57.28.38.52

ACHATS

L'IMMOBILIER 100% ENTRE PARTICULIERS
Acheteurs Français et Européens
Recherch. tous types de biens entre particuliers.
LMO
Tel gratuit : 0. 800.14.11.60

VENTES

ETRANGER

GERARD PIROT-HORIZON REALTY INTERNATIONAL
2012 Five Star Real Estate
Agent Broker Associate-Notary Public
MIAMI-FLORIDA-SARASOTA
PARIS FRANCE **www.miamiplageimmobilier.com**
Tel 001-941-356-0310

Le gouvernement veut croire en une reprise durable

Après six mois de récession, la croissance a atteint 0,5 % au deuxième trimestre

C'est ce que l'on pourrait qualifier de divine surprise pour le gouvernement. Les propos récents du ministre de l'économie, Pierre Moscovici, laissant envisager une croissance étale, voire négative à la fin de l'année, avaient jeté un doute sur les déclarations d'optimisme de François Hollande, le 14 juillet, en une reprise de l'économie. L'estimation de la croissance au deuxième trimestre 2013, publiée mercredi 14 août par l'Insee, enregistre un rebond de 0,5%, après une baisse de 0,2% lors des deux trimestres précédents, synonyme de récession. Il s'agit de la plus forte hausse depuis le premier trimestre 2011.

M. Moscovici n'a pas tardé à se réjouir de ce « très net rebond » – supérieur, de son propre aveu, aux prévisions disponibles – qui, assure-t-il, « confirme la sortie de récession de l'économie française ». Et, pour le coup, conforte le message de confiance que l'exécutif s'efforce de faire passer. Avant même que ne soit connu le chiffre de la croissance pour le deuxième trimestre, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait emboîté le pas du chef de l'Etat. « Dans un contexte d'inquiétude et d'attente, le président de la République a raison de tenir un discours volontariste, de confiance et d'espoir, confie-t-il lundi au Monde. Objectivement, les choses vont dans le bon sens. On sent un frémissement et l'envie que les choses aillent mieux. »

Toute la question est de savoir si un discours volontariste suffit à relancer les moteurs de l'économie, si le rebond du deuxième trimestre repose sur des bases solides ou n'est qu'une éphémère et trompeuse embellie. La quasi-totalité des clignotants économiques semble être passée au vert. La production de biens et services, qui était au point mort les deux trimestres précédents, est à nouveau dynamique et enregistre une nette accélération de 0,9%. La production de biens manufacturés se



Jean-Marc Ayrault, devant Michel Sapin et Marisol Touraine, avec le directeur régional d'Eiffage, Pascal Hamet, à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), le 13 août. KENZO TRIBOUILLARD/AFP

redresse (+2%), portée par le rebond de la production dans les industries automobile et aéronautique. De même, la production de services marchands se porte mieux (+0,7%), tirée par les services aux entreprises.

La consommation des ménages se reprend aussi (+0,4%), mais cela est dû, pour partie, aux conditions climatiques maussades de ce

deuxième trimestre, qui ont maintenu les dépenses d'énergie à un niveau élevé, ainsi qu'à la reprise des dépenses automobiles, qui s'étaient effondrées précédemment. En revanche, les dépenses courantes d'habillement et d'alimentation continuent de baisser (respectivement -2,4% et -1,2%).

L'investissement des entreprises est quasi stable (-0,1%), après

deux trimestres successifs de repli. Mais l'investissement des ménages continue de baisser fortement (-1,7%). Quant aux échanges extérieurs, ils connaissent une nette accélération : +1,9% pour les importations, +2% pour les exportations.

Autant de signaux positifs, mais fragiles. Jean-François Ouvrard, chef de la division conjoncturelle de l'Insee, relève deux éléments

importants. « D'une part, la situation s'est améliorée dans la zone euro, entraînant dans son sillage l'économie française, note-t-il. Le second facteur expliquant cette hausse plus importante qu'attendu, c'est la bonne résistance de la demande interne, due en partie au dynamisme de la consommation énergétique et au rebond des achats automobiles. » Si, pour l'économis-

te de l'Insee, « nous sommes à la fin de la phase de dégradation tendancielle de l'économie, on ne peut extrapoler de cette bonne surprise la tendance du semestre en cours ».

L'emploi salarié en baisse

Pour Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques, « un rebond aussi fort de la croissance est étonnant ». « C'est un bon chiffre, mais on ne peut parler de reprise car cela ne sera pas reproductible, relativise-t-il. Il faudrait un rebond plus important aux investissements pour que celle-ci soit solide et durable. » D'autant que, si la consommation des ménages se redresse, « les Français ont dû tirer sur leur épargne pour financer leurs dépenses compte tenu des contraintes qui pèsent sur le pouvoir d'achat ».

De quoi modérer les déclarations catégoriques sur le rétablissement de l'économie française. Une heure après les chiffres de la croissance, ceux de l'emploi salarié ont été publiés : -0,2% au deuxième trimestre, soit 27 800 emplois en moins. Les effectifs continuent de baisser pour le cinquième trimestre consécutif : 118 200 emplois ont été perdus en un an. Là, il n'y a pas encore de frémissement. ■

ANNE EVENO ET PATRICK ROGER

Les PME restent « encauminées dans l'incertitude »

« LA REPRISE EST LÀ », avait affirmé François Hollande, le 14 juillet. Un mois après, l'Insee confirme qu'au deuxième trimestre, l'économie française est sortie de la récession. Ce rebond statistique n'est pas senti par une majorité des PME et des très petites entreprises (TPE).

« Nous n'observons pas l'ombre d'un frémissement, pire encore, nous enregistrons moins de demandes de devis », déplore Olivier Michel, qui dirige deux entreprises de transport dans la région lyonnaise, les Autocars N & M et Lyon Le Grand Tour. « Tout ça, c'est de la méthode Coué », renchérit Jérôme Lefèvre. A la tête d'Infotrafic, une TPE de 15 personnes réalisant un chiffre d'affaires annuel d'un mil-

lion d'euros. « Les signaux n'ont pas changé, le chiffre d'affaires de l'entreprise est en baisse de 15% au premier semestre. et nous restons encauminés dans l'incertitude », regrette M. Lefèvre, qui a repoussé un investissement important et a renoncé à un recrutement en CDI.

Même inquiétude chez Atlantique Composites Emballages, une PME de 23 personnes spécialisée dans la publicité sur les lieux de vente et les emballages en carton. Son patron, Emmanuel Mansanti, constate qu'au deuxième trimestre l'activité a connu un sévère coup d'arrêt. « Les directions marketing ont freiné les budgets de promotion et la consommation a été assez erratique durant la période,

pénalisant l'activité carton », pointe M. Mansanti, qui a ajourné le remplacement d'une trieuse-colleuse dans l'emballage ainsi que l'embauche de deux personnes.

« Dynamique positive »

« La réalité opérationnelle des PME, ce n'est pas la sortie de crise », confirme Yann Trichard. Créateur et patron de Syd Conseil, une PME de 50 personnes spécialisée dans l'intégration des solutions de gestion pour les entreprises, ce patron stigmatise la politique de « massification des achats » menée par les grands groupes. En limitant le nombre des fournisseurs, ceux-ci pénalisent les PME. M. Trichard souhaite que les grands groupes

fassent passer de 16% à 25% la part des achats qu'ils réalisent auprès des PME. Selon lui, pour chaque pour-cent supplémentaire, c'est un milliard d'euros d'achats qui seraient dirigés vers les PME, avec à la clé des embauches et de la croissance.

Thibault Lanxade, responsable de la commission PME du Medef, et PDG d'Aqoba, un opérateur de cartes de paiement qui emploie 20 salariés, considère lui aussi que la sortie de crise n'est pas au menu des entreprises. Il relève tout de même « une dynamique positive dans le business ». « La prospection des clients est plus facile, explique-t-il, et depuis quatre mois nous soumettons plus d'offres commer-

ciales. » Mais cela ne s'est pas encore transformé en commandes fermes.

Tous les patrons de PME ne broient pas du noir. Ainsi, Christophe Laguerre. Fournissant de la peinture et des vernis à l'industrie, ce patron juge que le cap de la récession est effacé. Créée en 1860, son entreprise affiche ses ambitions : faire de la croissance externe en procédant à des acquisitions d'ici à la fin de l'année. « C'est aux entreprises de faire preuve d'agilité pour s'adapter », professe M. Laguerre, qui affirme, un peu à contre-courant de ses homologues, avoir « plus de raisons de sauter sur la table que de s'alarmer ». ■

A. E.

Matignon invite les régions à investir sur les « filières d'avenir »

Dans une lettre adressée aux présidents de région, le premier ministre fixe les termes des prochains contrats de plan pour la période 2014-2020

Ce que loi ne peut, contrat le fera. Voilà en quelque sorte l'objectif que s'assigne le gouvernement en ouvrant avec les régions la négociation des contrats Etat-régions pour la période 2014-2020. Dans une lettre adressée aux présidents de région, mardi 13 août, dont Le Monde a eu connaissance, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'efforce de mettre du baume au cœur de régions quelque peu désenchantées par les projets de loi dits de « décentralisation et de modernisation de l'action publique » transmis au Parlement.

C'est peu dire que l'Association des régions de France (ARF), prési-

dée par Alain Rousset (PS), juge les projets du gouvernement – après que celui-ci eut décidé de dissocier en trois paquets la réforme des collectivités territoriales – bien éloignés des ambitions du candidat François Hollande en matière de décentralisation. Ces trois textes, « très décevants, ne peuvent en aucun cas être considérés comme un nouvel acte de décentralisation », estimait l'association à l'orée de la discussion parlementaire.

Impossible, pour le gouvernement, de se mettre à dos un partenaire aussi puissant où, qui plus est, le PS détient la quasi-totalité des exécutifs. En relançant les régions pour les prochains

contrats de plan, le premier ministre s'efforce donc de mettre un peu d'huile dans les rouages afin d'engager « un véritable partenariat ».

Faute de traduction législative et de moyens budgétaires, « la démarche contractuelle est la seule qui permette d'organiser les complémentarités et les synergies entre les politiques et les interventions financières des différentes catégories d'acteurs publics », admet le premier ministre dans ce courrier préalable à la rencontre prévue à Matignon le 11 septembre avec l'ensemble des présidents de région.

Encore fallait-il donner des gages aux régions, passablement échaudées, et que ces dernières se

voient reconnues des compétences essentielles et renforcées en matière de développement économique. Plutôt qu'une négociation financière, c'est donc sur les champs d'action confiés aux régions que le gouvernement entend mettre l'accent à travers les contrats de plan, « afin de ne pas disperser les efforts ».

Une dimension territoriale

Cinq thématiques majeures devraient être au cœur de la définition de ces contrats de plan « nouvelle génération » : l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, les filières d'avenir et l'usine du futur, la mobilité intermodale, l'aménagement en très

haut débit et le développement du numérique, la transition écologique et énergétique.

Voilà qui devrait en partie satisfaire les demandes des régions qui faisaient le forcing auprès de Matignon pour se voir reconnues comme autorités organisatrices de plein exercice des transports régionaux et chefs de file de l'intermodalité (routier, fluvial, portuaire, ferroviaire). Sensible à cette demande, le gouvernement envisage d'anticiper l'échéance de la signature des contrats de plan, prévue à l'été 2014, pour parvenir à l'élaboration d'un programme avant la fin 2013.

Le gouvernement entend tenir compte des difficultés de territoi-

res particulièrement fragilisés en instaurant des volets territoriaux ciblés sur les quartiers urbains sensibles, les zones soumises à de fortes restructurations économiques, les massifs de montagne et les fleuves... Cette dimension territoriale devrait permettre d'intégrer aux contrats de plan des ressources complémentaires.

Reste néanmoins un point d'achoppement majeur, auquel le gouvernement, pour l'heure, n'apporte pas d'éléments de réponse : la demande des régions de pouvoir disposer de ressources fiscales plus dynamiques. La question reste en suspens. ■

P. RR.

Le premier ministre tente d'apaiser les tensions entre M. Valls et M^{me} Taubira

Le différend entre les ministres au sujet de la réforme pénale est « normal », estime M. Ayrault

Jean-Marc Ayrault s'est efforcé d'apaiser les tensions entre Manuel Valls et Christiane Taubira, mardi 13 août, après la publication la veille par *Le Monde* d'une note très critique du ministre de l'intérieur sur le projet de loi de réforme pénale. « Qu'il y ait des divergences d'appréciation entre les ministres de l'intérieur et de la justice, ce n'est pas anormal, a indiqué Matignon. Le processus de préparation de la loi pénale est en cours, on est dans une phase normale d'échange préalable aux arbitrages. »

Les services du premier ministre minimisent évidemment le différend. « La quasi-totalité des dispositions de ce texte a fait l'objet de discussion, voire d'opposition du ministère de l'intérieur », écrivait Manuel Valls le 25 juillet au président de la République – sans en avoir prévenu la garde des sceaux.

Christiane Taubira avait transmis son projet de loi sur la réforme pénale le 12 juillet à son collègue de l'intérieur, qui s'était plaint de « la brièveté du temps d'échanges, d'expertises conjointes et débats » sur un texte « techniquement dense et politiquement sensible ». Quatre réunions interministérielles ont eu lieu entre le vendredi 19 et le jeudi 25 juillet : le courrier de Manuel Valls à François Hollande, au soir de la dernière réunion, avait au moins pour objectif de

gagner du temps. C'est réussi. Une ultime réunion interministérielle est prévue le 30 août, après les arbitrages de l'Elysée, et la chancellerie ne doute pas que le ministre de l'intérieur sera alors revenu à de meilleurs sentiments.

« Nous sommes dans un processus de discussion normal, a indiqué très calmement Manuel Valls, mercredi sur RTL. Il y a un débat qui n'a pas à être public, nous allons continuer à travailler ensemble. » La chancellerie n'envisage de toute façon pas de présenter son projet de loi au Parlement avant un an, après les municipales. Avec le risque qu'un remaniement ministériel ait d'ici là rebattu les cartes.

Pour l'UMP, Eric Ciotti a demandé sur RMC à ce que « M. Hollande décide. Il ne pourra pas rester dans ce grand écart permanent ». Et « il faut qu'un des deux ministres quitte le gouvernement », a ajouté le député des Alpes-Maritimes.

Pour le président socialiste de la commission des lois de l'Assemblée, « la forme est détestable : ce courrier n'avait pas vocation à être rendu public. Mais sur le fond, ce débat est sain et compliqué, estime Jean-Jacques Urvoas. Les arguments des deux parties sont intelligents. La réforme pénale est indispensable et doit être portée par les deux ministères ». Il ne s'étonne guère que Manuel Valls défende « la culture du ministère de l'intérieur » et Christiane Taubira les intérêts de la chancellerie : « La seule question qu'on doit se poser, c'est : est-ce que la situation aujourd'hui est satisfaisante ? Si on pense que non, il y a bien une légitimité à faire une nouvelle loi pénale. » La question sera au cœur des journées parlementaires du PS, où les deux ministres viendront s'exprimer.

La « culture du ministère de l'intérieur » est sous la pression constante des syndicats de policiers. Le Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI, majoritaire chez les officiers de police) a

Une ultime réunion interministérielle est prévue le 30 août, après les arbitrages de l'Elysée

dénoncé « maintes fois par le passé le millefeuille de réformes non préparées avec les professionnels, réformes ayant ensuite généré des conséquences désastreuses sur l'ensemble du système judiciaire ». Le syndicat salue le « pragmatisme » de Manuel Valls, alors que pour la place Vendôme, « les schémas idéologiques l'emportent une nouvelle fois sur la réalité de terrain ».

Synergie-Officiers, le deuxième syndicat d'officiers, indique avoir

« exhorté depuis plusieurs mois Manuel Valls à s'opposer à une réforme pénale ahurissante, dictée par l'idéologie et la culture de l'excuse ». L'ancien secrétaire général de Synergie, Bruno Beschizza, commandant de police et membre de l'UMP, avait été nommé sous-préfet par Nicolas Sarkozy.

Pour le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), « le contenu de la lettre reprend surtout les revendications des principaux syndicats de policiers, qui mentent aux Français en leur disant que le tout-répressif est la solution, a indiqué sa présidente, Françoise Martres, à Libération. Les prisons ne sont pas une réponse, on le sait depuis longtemps ».

Elle rappelle que la conférence de consensus, qui a jeté les bases de la réforme pénale, était « composée de manière équilibrée, il y avait des magistrats, des policiers, des membres du ministère de l'intérieur, des experts, etc. Force est de constater que sur la récurrence et le tout-carcéral, le constat est unanime ». Pour Christophe Régnard, le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), au contraire, « cette réforme était mal partie d'emblée », la chancellerie ayant fait travailler sur le texte « des gens qui étaient tous d'accord » – et étaient proches, par ailleurs, du syndicat concurrent. ■ **FRANCK JOHANNES**

Les vacances très politiques du ministre de l'intérieur

L'OMNIPRÉSENCE médiatique lui tient lieu de programme de vacances. Au lendemain des révélations du *Monde* sur la querelle qui l'oppose à Christiane Taubira à propos de la réforme pénale, Manuel Valls était déjà sur un autre front, mercredi 14 août, celui des quartiers nord de Marseille. Le ministre de l'intérieur s'y est rendu après une intervention de police dans la cité des Oliviers. Il devait prononcer un discours sur l'insécurité et les ravages de la drogue dans la ville, encore sous le choc après le décès d'un étudiant poignardé à la gorge vendredi.

Un plaidoyer en faveur des actions menées depuis un an, mais qui dresse en creux un tableau préoccupant de la situation locale. Car le nom de Marseille agit sur le bilan du ministre comme un révélateur de l'impuissance de la politique sécuritaire des gouvernements successifs. Une dizaine de règlements de comptes mortels en 2013, un policier quasiment noyé par une bande d'adolescents début juillet, et un climat d'insécurité qui plombe déjà la campagne municipale.

Le ministre de l'intérieur a donc interrompu ses vacances en Provence pour rallier Marseille. Venu saluer « le travail des policiers qui ont démantelé un réseau très actif, générant des ventes quotidiennes de plusieurs kilogrammes de cannabis », il en a profité pour vanter « la nouvelle stratégie d'intervention de la police judiciaire, dont l'action est dorénavant ancrée au cœur des quartiers ».

L'aveu d'impuissance face au « fléau » de la drogue

« Avec 1,2 million d'utilisateurs réguliers et 550 000 usagers quotidiens, la France a le triste privilège de figurer dans le peloton de tête des pays de l'Union européenne pour ce qui concerne la consommation de cannabis », a déclaré Manuel Valls lors de sa visite à Marseille, mercredi 14 août. « Le constat est tout aussi alarmant pour la cocaïne et l'héroïne, dont on recense au moins 280 000 usagers problématiques dans notre pays. Environ 400 d'entre eux décèdent



Manuel Valls, lors d'une visite à Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes), le 9 août. J.-C. MAGNET/AP

Mais point de « triomphalisme » pour M. Valls, qui sait qu'à l'heure des comptes, si la situation en reste là, Marseille apparaîtra dans la colonne « passif ». « L'intervention des forces de l'ordre a ses limites, a-t-il concédé, les trafics soulèvent des enjeux qui appellent la mobilisation de tous. » Et de citer des chiffres inquiétants, concernant notamment la jeunesse : « Les données concernant la ville de Marseille sont (...) accablantes : les mineurs représentent plus

chaque année de surdose », a-t-il poursuivi. Tout en louant le travail de la police, le ministre de l'intérieur n'a pas dissimulé l'impuissance des pouvoirs publics face à un « fléau (...) qui détruit le vivre-ensemble, qui détruit la jeunesse ». « Il n'est pas normal que nos familles, que nos institutions républicaines ne parviennent pas à opposer d'action efficace et de discours crédible à l'appât de l'argent facile », a-t-il déploré.

de tiers des trafiquants interpellés. » Le ton volontairement grave du discours marque un nouveau virage dans l'été médiatique intense et compliqué de M. Valls. Car, s'il a davantage occupé le terrain que ses collègues du gouvernement, le ministre de l'intérieur a dû faire face à des polémiques piégeuses, comme celle sur les gens du voyage début juillet ou celle faisant suite aux chauffourées des 20 et 21 juillet à Trappes (Yvelines). Il a répondu à sa manière : en faisant assaut de communication, quitte à ferrailer contre ses collègues du gouvernement.

Prendre la pose

On l'a vu ainsi contredire Geneviève Fioraso, la ministre de l'enseignement supérieur, opposée à l'interdiction du voile à l'université, jugeant que « les situations mériteraient plus de cohérence : dans les universités [le port du voile] est possible, dans les IUT c'est interdit ». Même attitude face à M^{me} Taubira, la garde des sceaux, après la non-incarcération de trois condamnés faute de place en

prison. Il s'était dit « très surpris et inquiet », et avait déclaré à *Nice-Matin* : « Moi, je suis pour une exécution ferme des peines de prison, même les plus courtes. » Après les incidents de Trappes, il avait multiplié les rencontres avec la communauté musulmane, en participant à plusieurs reprises à des ruptures de jeûne pendant le Ramadan.

Le ministre de l'intérieur n'a pas laissé passer une semaine sans s'afficher dans les journaux, qu'il s'agisse de prendre, pour les photographes, la pose du matador face à des taureaux camarguais – comme le fit M. Sarkozy lors sa campagne pour la présidentielle de 2007 –, ou du mari aimant, embrassant sa femme dans *Paris Match*. Au point d'agacer certains membres du gouvernement qui critiquent de plus en plus ouvertement ses méthodes.

Mais pas de quoi freiner les ardeurs de Manuel Valls, qui met à profit sa cote élevée de popularité dans l'opinion. Même si la deuxième ville de France lui renvoie les limites de son action. ■ **NICOLAS CHAPUIS**

Des médecins pratiquant des honoraires abusifs rappelés à l'ordre

L'Assurance-maladie a adressé une lettre à plus de 500 praticiens, avant d'éventuelles sanctions

L'Assurance-maladie y a mis les formes, mais le message est clair : la guerre aux dépassements d'honoraires excessifs aura bien lieu. L'administration est en train d'adresser des courriers à 554 médecins à honoraires libres dont la moyenne des tarifs, supérieure à 2,5 fois le tarif de la Sécurité sociale, est jugée abusive.

Parmi eux se trouvent 105 médecins dits « à exercice particulier » (homéopathes, acupuncteurs...), 101 chirurgiens, 77 généralistes, 69 gynécologues, 49 ophtalmologues. 85 sont des médecins hospitaliers qui pratiquent une activité libérale dans leur établissement. 264 médecins épinglés, soit près de la moitié, exercent en Ile-de-France, dont 143 à Paris. 35 se trouvent dans les Alpes-Maritimes, 33 dans les Bouches-du-Rhône.

Chacun a droit à un courrier personnalisé, avec indication de la moyenne des dépassements en 2012 et de mars à avril 2013. La démarche s'inscrit dans le cadre de l'accord signé en octobre 2012 avec les syndicats de médecins, qui vise à freiner l'essor des dépassements et à sanctionner les abus.

Au printemps, les directeurs des caisses départementales d'assurance-maladie avaient pris leur téléphone pour discuter avec ces médecins parfois stars, aux tarifs prohibitifs pour le Français lambda. Au total, 778 dépasseurs excessifs ont été recensés et appelés sur les 29 135 médecins pratiquant des dépassements d'honoraires. Quarante-quatre ont refusé l'entretien, d'autres ont immédiatement modifié leurs tarifs. Pour préparer

7 160 contrats d'accès aux soins déjà signés

Au dernier recensement, le 9 août, 7 160 contrats d'accès aux soins avaient été signés par des médecins pratiquant des honoraires libres. Avec ces contrats, créés par l'accord d'octobre 2012 sur les dépassements, les médecins s'engagent à geler leurs tarifs pendant trois ans, obtenant en contrepartie un allègement de leurs cotisations sociales et un meilleur remboursement pour leurs patients. L'entrée en vigueur de l'accord était conditionnée à la signature d'un contrat par au moins 30 % des médecins facturant des dépassements inférieurs à deux fois le tarif de la « Sécurité », soit 8 100 praticiens. Elle était prévue pour le 1^{er} juillet. Faute d'un nombre de signataires suffisant, elle a été reportée au 1^{er} octobre.

le terrain, les présidents des commissions médicales d'établissement (le représentant des médecins) des Assistances publiques de Paris, Lyon et Marseille, ou encore l'Hôpital américain de Neuilly, avaient aussi été contactés.

Les courriers annoncent clairement la couleur. Si aucune modération des tarifs n'est constatée prochainement, le directeur de caisse sera « au regret d'envisager de poursuivre le cours de la procédure ». Autrement dit, de mettre en œuvre une instance contradictoire pour obliger le médecin à s'expliquer, ce qui pourrait aboutir à transmettre le dossier des plus récalcitrants à la commission paritaire régionale des médecins, entre octobre et décembre. La sanction pourrait aller jusqu'à un déconventionnement temporaire – leurs patients ne seraient plus pris en charge.

Tolérance pour Paris

Le but, selon l'Assurance-maladie, n'est pas de sanctionner mais de faire baisser les tarifs, et l'accord prévoit une certaine tolérance dans des secteurs comme Paris. La démarche ne va pas s'arrêter là. Des médecins, installés dans des départements moins touchés par les dépassements excessifs, devraient à leur tour recevoir des courriers. Seront visés les 5 % de praticiens facturant les montants les plus élevés, de 2 à 2,5 fois le « tarif Sécu ».

Les vives critiques émises ces dernières années sur les honoraires libres, puis la signature de l'accord, semblent avoir déjà eu un impact sur les tarifs. Si le nombre de spécialistes pratiquant des dépassements continue d'augmenter – 42,4 % d'entre eux sont concernés –, le taux moyen de leurs compléments d'honoraires s'est stabilisé en 2012, pour la première fois depuis des années. Il est passé en un an de 56,1 % à 55,9 % du tarif Sécu, et la baisse semble se confirmer en 2013.

L'évolution est sensible notamment chez les praticiens hospitaliers ayant une activité libérale, avec un taux de dépassement moyen s'élevant à 67,9 % en 2012, contre 75,9 % en 2010. Parmi eux, certains gros dépasseurs sont déjà rentrés dans le rang, à l'instar du célèbre cancérologue David Khayat. Au printemps 2012, sa fiche assurance-maladie, consultable sur le site ameli-direct.fr, indiquait un tarif de consultation de 500 euros en général (remboursé sur la base de 69 euros). Mardi 13 août, elle affichait des consultations à 173 euros dans sept cas sur dix. Pile 2,5 fois le tarif de la Sécu. ■ **LAETITIA CLAVREUL**

SÉCURITÉ

Plainte d'une adolescente voilée pour une agression à Trappes

Une adolescente voilée de 16 ans a déposé plainte, mardi 13 août, au commissariat de Trappes (Yvelines), disant avoir été victime la veille d'une agression islamophobe. Aucun témoin direct n'a pu corroborer ses dires, selon des sources policières et judiciaires. Deux hommes « de type européen » l'auraient abordée, lui montrant un « objet tranchant ». Ils lui auraient arraché son voile et porté un coup à l'épaule, et auraient prononcé des insultes islamophobes, avant de prendre la fuite. Une source policière a fait état de « griffures (...) très superficielles » sur son visage et sa gorge. Par ailleurs, un adolescent de 14 ans, blessé à un œil lors des chauffourées de la mi-juillet à Trappes, a déposé plainte mardi pour « tentative de meurtre aggravée ». Son avocat met en cause la police pour un tir présumé de Flash-Ball. La plainte contre X vise aussi des faits d'« injure publique » en raison d'une appartenance religieuse. – (AFP)

UMP Laurent Wauquiez et le « devoir d'inventaire »

Dans *Le Point* du 15 août, le vice-président de l'UMP, Laurent Wauquiez, affirme qu'entre 2002 et 2012 son camp n'a « pas redonné un vrai souffle ni interrompu la menace du déclin ». La crise « explique évidemment la dégradation des finances, du chômage ou de la croissance mais elle ne peut servir d'alibi pour des réformes à moitié faites », juge l'ancien ministre, qui évoque un « devoir d'inventaire ».

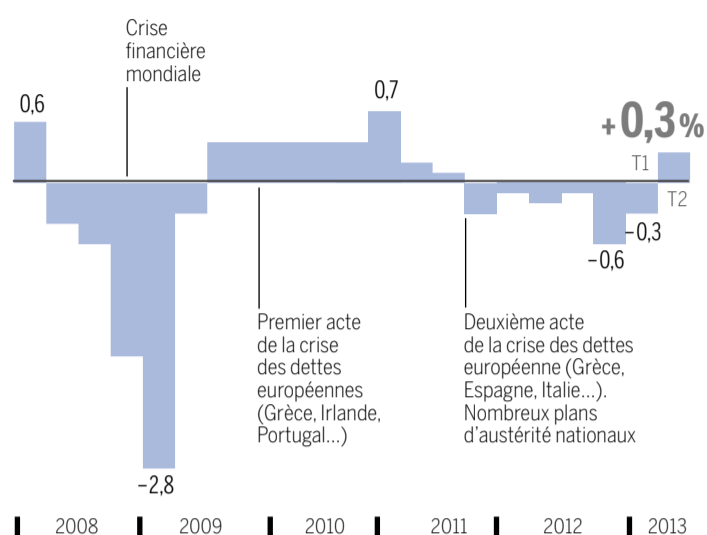
CAC 40 4 102 PTS + 0,23 % | DOW JONES 15 451 PTS + 0,20 % | EURO-DOLLAR 1,3260 | PÉTROLE 109,58 \$ LE BARIL | TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 2,36 % | 14/08-9h30

L'Union européenne renoue avec la croissance

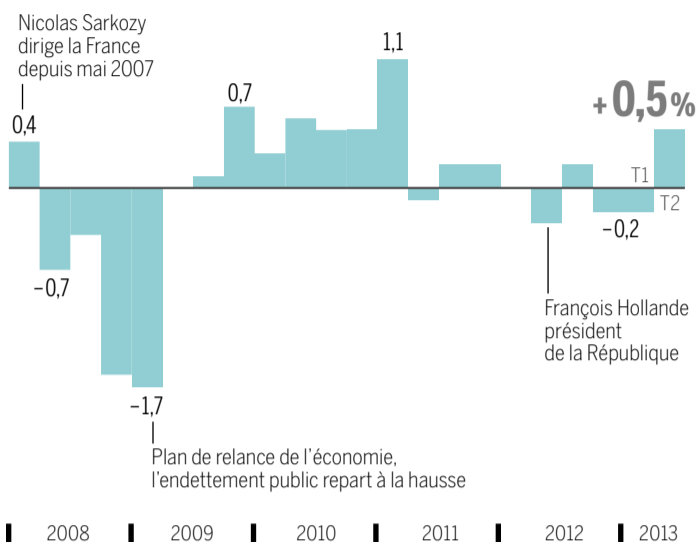
Sur les Vingt-Huit, seules la Bulgarie, l'Espagne, la Grèce, la Suède, l'Italie, les Pays-Bas et Chypre restent en récession

Zone euro, France, Allemagne : croissance et récession depuis la crise de 2008

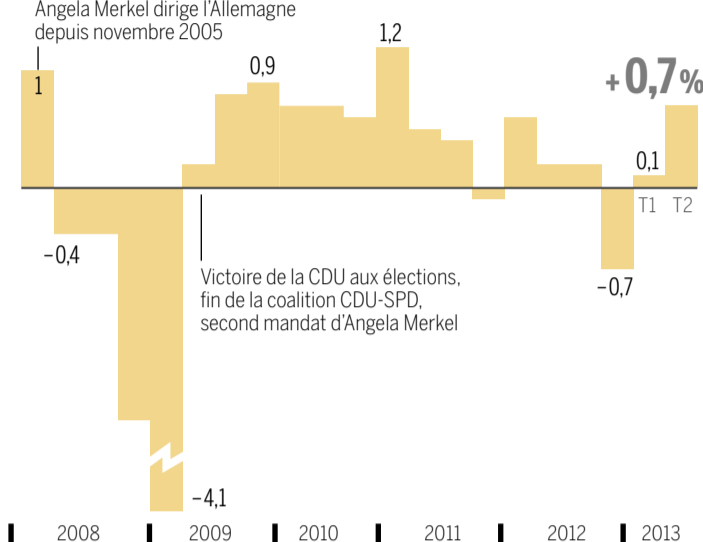
VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB DE LA ZONE EURO, EN %



VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB DE LA FRANCE, EN %



VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB DE L'ALLEMAGNE, EN %



SOURCE : BLOOMBERG

Eurostat a sonné, mercredi 14 août, la fin de la récession en Europe.

En effet, l'office européen de statistiques a publié des chiffres qui tranchent avec ceux des mois précédents, en annonçant que la croissance du produit intérieur brut a atteint 0,3 % au cours du deuxième trimestre 2013, aussi bien pour la zone euro que pour l'ensemble des Vingt-Huit. Et cette synchronisation est, elle aussi, une bonne

nouvelle, car la zone euro affichait jusqu'à présent des résultats plus mauvais que ceux de l'ensemble de l'Union. Cette performance est légèrement supérieure aux attentes des marchés, grâce notamment aux chiffres de la France (+0,5 %), note Eurostat.

Le rebond est là. Au cours du premier trimestre, l'économie de la zone euro avait reculé de 0,3 % et celle des Vingt-Huit de 0,1 %. Comparées à 2012, les données du

deuxième trimestre indiquent toutefois une chute de 0,7 % pour la zone euro, de 0,2 % pour les Vingt-Huit. La comparaison pour le premier trimestre était respectivement de -1,1 % et de -0,7 %.

Les données européennes confirment que le taux de croissance de la France a été de 0,5 % au cours du second trimestre, celui de l'Allemagne à 0,7 % et celui du Royaume-Uni de 0,6 %.

Sept États européens restent en

récession : la Bulgarie, l'Espagne et la Suède (-0,1 %), les Pays-Bas et l'Italie (-0,2 %), Chypre (-1,4 %). Et bien sûr, la Grèce (-4,6 % comparé au deuxième trimestre 2012) qu'Eurostat n'a pas été en mesure de comparer avec le premier trimestre.

Moins d'austérité

L'embellie continentale est incontestable. Elle avait été annoncée depuis quelques jours par des améliorations des productions

industrielles et des balances commerciales.

Ce mieux devrait se prolonger, comme le pense Eric Heyer, directeur adjoint au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques. « Le contexte est meilleur qu'il y a six mois, explique-t-il. Cela traduit la prise de conscience qu'il faut assouplir les politiques d'austérité budgétaire. Celles-ci devraient continuer à être moins rudes dans

les prochains mois, ce qui redonnera du pouvoir d'achat aux ménages et de la confiance aux entreprises. Mais on ne pourra dire que l'économie européenne est véritablement repartie que lorsque l'investissement des entreprises sera de retour et ce n'est pas encore le cas. »

Pour Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis Asset Management, « on sort de six trimestres de recul de l'activité, une récession longue et douloureuse. Aujourd'hui, partout en Europe, on a une perception de la dynamique à l'œuvre plus positive que ce que l'on imaginait il y a encore quelques semaines ».

Deux éléments semblent avoir joué un rôle dans cette amélioration. « La tendance à la réduction des incertitudes sur le devenir de la zone euro elle-même, rappelle Philippe Waechter. Rappelons-nous qu'il y a un an, on imaginait une sortie de l'Espagne de la zone euro... » La reprise des échanges entre pays européens y a aussi contribué. « Les commandes à l'export redémarrent, souligne-t-il. Cet élément, qui fait un peu bouillotte de neige, a déjà été observé par le passé dans les phases de redémarrage de cycles économiques. »

Les Bourses européennes débutaient en hausse, mercredi, les bonnes nouvelles européennes complétant l'annonce, vendredi 9 août, que la Chine ne ralentissait plus. ■

**ANNE EVENO AVEC
JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)**

CÉCILE BOUTELET

Le « moteur » allemand redémarre

Berlin

Correspondance

Pour Angela Merkel, c'est la meilleure nouvelle de l'été. Six semaines avant les élections où elle joue son mandat, la chancelière allemande peut afficher d'excellents résultats économiques. Dans son rapport provisoire, l'office national des statistiques allemand a publié, mercredi 14 août, de manière inattendue, un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,7 % au deuxième trimestre 2013. Il s'agit de la meilleure performance de l'économie du pays depuis deux ans ; elle pourrait marquer la fin de la période de récession en zone euro, estiment les analystes.

Cette progression plus forte qu'attendu intervient après deux trimestres de faible croissance dans la première économie d'Eu-

rope. Le premier trimestre 2013 avait connu une quasi-stagnation du PIB, après une forte contraction de la production de 0,5 % au dernier trimestre 2012. Les bons chiffres du printemps s'expliquent partiellement par un effet de rattrapage, notamment dans le secteur de la construction, engourdi pendant des mois à cause d'un hiver rigoureux.

Consommation en hausse

Le mois de juin a ainsi été particulièrement bon. Après les nombreux jours fériés du mois de mai, les entreprises ont produit beaucoup plus qu'attendu, selon les chiffres du ministère de l'économie. L'industrie a ainsi progressé en juin de 2,2 %, la construction de 1,6 %, la production de biens d'équipement de 4,1 % et celle des biens de consommation de 1,1 % par rapport à mai. Ce qui a permis,

au second trimestre, une hausse de la production industrielle de 2,6 % et de la construction de 3,9 %.

Mais c'est surtout la bonne santé globale de l'économie allemande qui permet au PIB du pays de repartir. La faiblesse du chômage, conjuguée à la hausse des salaires de plus de 3 %, a encouragé la consommation, qui joue le rôle d'un soutien efficace de la conjoncture.

Selon une étude de l'institut GfK publiée à la fin de juillet, les Allemands consomment comme ils ne l'ont pas fait depuis six ans. La faiblesse des taux d'intérêt les détourne de l'épargne, traditionnellement un poste important pour les foyers allemands, et les encourage à réaliser de gros investissements, comme dans l'immobilier, ce qui dope les achats de meubles et les dépenses de rénovation.

« La consommation joue un

rôle croissant dans la structure de l'économie », analyse Ferdinand Fichtner, économiste en chef à l'institut économique berlinois DIW. « On observe les effets d'un changement de priorité : la hausse des salaires montre que l'heure n'est plus à la compétitivité à tout prix », ajoute l'expert.

Les exportations, traditionnellement le premier moteur de l'économie allemande, ont, elles aussi, été solides. Les ventes à la Chine et aux États-Unis ont permis de compenser partiellement la faiblesse des exportations vers la zone euro en crise.

Heinrich Bayer, économiste chez Postbank, estime que la croissance de l'économie allemande se poursuivra à un niveau soutenu, même si elle sera moins forte qu'au printemps. De nombreux économistes tablent sur une hausse de la production de 0,4 % à

0,5 % sur les troisième et quatrième trimestres. Mario Gruppe, économiste en chef à la banque Nord-LB, juge que la hausse de la production « permet de déclarer la fin de la récession en zone euro ».

Les experts du DIW se montrent en revanche inquiets pour les investissements de biens d'équipement. « Les entreprises ont jusqu'à présent peu utilisé le contexte attractif de financement. Elles retiennent leurs décisions d'investissement en raison des incertitudes liées à la zone euro », ajoute M. Fichtner. Un problème qui devrait se résoudre, partiellement, avec l'amélioration de la conjoncture en Europe. « Mais même si les investissements repartent, ils restent assez faibles. L'Allemagne doit agir si elle veut conserver la compétitivité de son industrie », juge l'expert. ■

Consommation en berne, fuite des capitaux : l'économie russe décelère

La Banque centrale de Russie n'anticipe plus qu'une hausse de 2 % du produit intérieur brut du pays pour l'année 2013

Moscou

Correspondante

L'économie russe a poursuivi son ralentissement au deuxième trimestre avec une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,2 % entre avril et juin, selon Rosstat, le service fédéral des statistiques, contre 1,6 % au premier trimestre. C'est la plus faible croissance enregistrée par le pays depuis la crise de 2009. Et c'est une performance bien éloignée des 5 % promis par le président russe, Vladimir Poutine, pendant sa campagne électorale en 2012.

La banque centrale (BCR) a prévu pour sa part, mardi 13 août, une hausse de 2 % seulement du PIB en 2013. Le gouvernement mise, lui, sur une croissance de 2,4 % et compte sur une reprise en 2014.

La BCR a toutefois laissé ses taux d'intérêt inchangés, une décision qui pourrait être révisée en septembre, selon les économistes. Une meilleure maîtrise de l'infla-

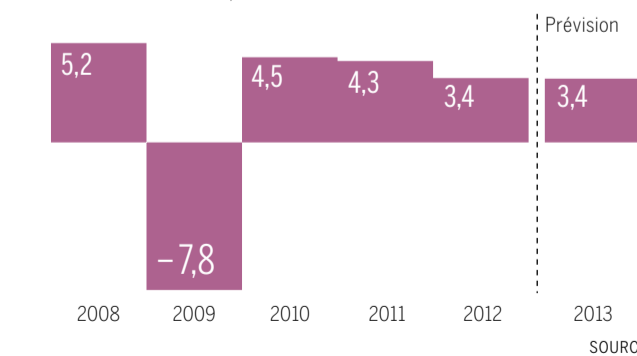
tion, repassée en juin et juillet sous la barre des 7 % l'an, ouvrira la porte à un assouplissement de sa politique monétaire.

Mauvaises résultats aussi pour les comptes extérieurs, avec une contraction de l'excédent commercial de 11 % entre le premier semestre et la même période en 2012.

Restée stable, la fuite des capitaux est estimée à 38 milliards de dollars (28,6 milliards d'euros) pour les six premiers mois de l'année - contre 40 milliards sur les six premiers mois de 2012 -, ce qui prouve que les surplus financiers ne sont pas investis dans le pays, faute de confiance.

« La Russie entre en récession », titraient récemment les grands quotidiens moscovites. Moscou explique le ralentissement par la crise en zone euro, avec laquelle le pays assure 50 % de ses échanges commerciaux. Le ministère du développement économique préfère parler de stagnation, au moment où la consommation des

VARIATION DU PIB RUSSE, EN %



ménages, le principal moteur de la croissance ces dernières années, a ralenti au deuxième trimestre. « Nous nous attendions à une stagnation aux premier et deuxième trimestres, mais le chiffre de 1,2 % est inférieur à nos prévisions, nous tentons d'en comprendre les raisons », a indiqué le vice-ministre de l'économie, Andreï Klepatch.

Difficile en effet de comprendre pourquoi l'économie russe mar-

que le pas quand ses indicateurs macroéconomiques sont bons : croissance faible mais croissance quand même, dette publique minimale (10 % du PIB), environnement politique stable puisque M. Poutine est assuré de rester aux manettes jusqu'en 2018...

La réponse se trouve dans le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié en juin. La Russie est vulnérable aux chocs

externes parce que son économie, basée sur la rente des matières premières, peine à se diversifier. Le rôle de l'Etat est surdimensionné, les réformes institutionnelles stagnent, la désindustrialisation gagne et le secteur public est de plus en plus inefficace.

« Forteresse assiégée »

Le pays manque cruellement d'investissements. Le récent procès d'Alexei Navalny, le pourfendeur de la corruption, condamné à cinq ans de prison le 18 juillet pour une affaire de détournement de fonds montée de toutes pièces, a porté un nouveau coup à la confiance des investisseurs.

La stagnation économique actuelle constitue un risque pour M. Poutine. Lors de ses deux premiers mandats au Kremlin ainsi que lors de l'intermède au cours duquel il fut le premier ministre de Dmitri Medvedev, le PIB russe progressait de 7 % à 8 % par an, grâce au prix élevé du baril de pétrole

(50 % des exportations russes). Son troisième mandat risque d'achopper sur des promesses électORALES impossibles à tenir.

Pour relancer l'économie, un vaste programme de travaux de plus de dix milliards d'euros, avec la construction de lignes de chemin de fer à grande vitesse, a été annoncé en juin. Des mesures sont aussi envisagées afin de réduire le coût du crédit aux PME.

Toutefois, M. Poutine est resté accroché à une vision soviétique de l'économie et du monde, comme en témoigne la crispation diplomatique de la Russie sur les grands dossiers internationaux.

Comme à l'époque de l'URSS, l'industrie de défense est le plus gros poste budgétaire. Moscou a annoncé en juin une augmentation de 60 % des dépenses militaires pour les trois prochaines années. Le pays est redevenu la « forteresse assiégée » décrite naguère par les gérontes du politburo. ■

MARIE JÉGO

Le gouvernement américain s'oppose à la fusion American Airlines-US Airways

Le département de la justice craint que cette opération ne se fasse au détriment du consommateur

New York
Correspondant

La fusion prévue entre American Airlines et US Airways, qui aurait constitué le plus gros transporteur aérien mondial, n'aura pas lieu, du moins pas telle qu'elle avait été conclue il y a six mois. Mardi 13 août, l'Etat américain l'a bloquée en justice pour « entrave à la concurrence ». Cette fusion, conclut-il, se traduirait par de nouvelles hausses des tarifs et des frais de transport, alors qu'ils ont déjà beaucoup augmenté récemment. Les consommateurs – passagers et clients du fret – en feraient les frais.

La décision a été annoncée par la division antitrust du département de la justice. Divers Etats, dont le Texas, la Floride, la Pennsylvanie, l'Arizona, se sont joints à la plainte. Celle-ci est advenue alors que la fusion était quasi finalisée juridiquement et devait être présentée, jeudi 15 août, devant un juge du commerce new-yorkais.

Troisième et cinquième transporteurs américains, AMR – société mère d'American Airlines – et US Airways avaient annoncé leur fusion le 13 février. Elle devait former un futur nouveau numéro un mondial, avec un chiffre d'affaires de 39 milliards de dollars (29,4 milliards d'euros), légèrement supérieur à ceux de ses concurrents United et Delta.

Considérée comme la « pire » compagnie américaine par les consommateurs sur le plan du service, mais aussi comme la plus en difficulté structurelle par les spécialistes du secteur, American était en réalité, par le biais de cette opération, absorbée pour 11 milliards de dollars par son concurrent, US Airways, certes plus petit mais mieux portant.

Quand, dans un secteur en crise endémique, les fusions se multipliaient (Delta et Northwest en 2008, United et Continental en 2010, SouthWest et AirTran en 2011), AMR échouait jusque-là dans toutes ses tentatives pour sortir de l'ornière. Son titre avait chuté en Bourse de plus de 85 % après 2008, et la firme s'était mise en faillite en novembre 2011. Sa relance s'effectuait au prix de coupes claires dans les effectifs et le service à la clientèle, sa flotte restant la plus vétuste de toutes. Mais elle demeura déficitaire quand les autres compagnies renouaient avec les bénéfices.

Afin de plaider contre les conséquences dommageables de ces fusions-acquisitions dans le transport aérien, l'Etat fédéral n'a eu qu'à puiser dans les exemples fournis par un processus de concentra-



Aéroport de Washington. La compagnie née de la fusion d'American Airlines et de US Airways aurait contrôlé 63 % du trafic domestique de cette plate-forme. LARRY DOWNING/REUTERS

tion engagé depuis trois décennies dans ce secteur.

La dérégulation du transport aérien avait été engagée en 1984 aux Etats-Unis. Il existait alors onze grands transporteurs. Si la

La plainte cite le président d'US Airways, qui déclarait, en 2011, que les fusions avaient permis (...) trois hausses successives des tarifs des vols

fusion entre American Airlines et US Airways avait été validée, il n'en serait resté que quatre, qui se seraient partagé plus de 80 % du marché intérieur américain.

Forte croissance du trafic aérien en juin, dopé par l'Asie

Le trafic aérien mondial de passagers a progressé de 6 % en juin sur un an, en raison de la demande importante de la région Asie-Pacifique, selon les données de l'Association internationale du transport aérien (IATA), publiées le 31 juillet. Sur les six premiers mois, le trafic de passagers a augmenté de 4,8 %. La stabilité dans la zone euro a eu des effets « sur le climat des affaires et l'indice de confiance

La concentration du secteur n'a pas profité aux consommateurs : les prix des vols depuis cinq ans ont beaucoup plus augmenté que l'inflation et la baisse de qualité du service a été inversement proportionnelle. Le premier bagage enregistré tarifé et un verre d'eau ou un jus de fruit chimique et trois crackers pour un transport San Francisco-New York (six heures de vol) sont devenus habituels.

Dans sa plainte, longue de cinquante-six pages, l'Etat fédéral cite une déclaration de Scott Kirby, le président d'US Airways, indiquant, en 2011, que les fusions précédentes avaient permis de mener avec succès trois hausses successives des tarifs des vols...

Une nouvelle concentration, arguent les autorités américaines, accentuerait cette tendance. American et US Airways sont ainsi actuel-

des consommateurs », selon Tony Tyler, directeur général de IATA. Il a cependant relevé des « vents contraires », comme le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, y compris la Chine, et des prix pétroliers élevés. Néanmoins, l'industrie du transport aérien pourrait atteindre son objectif d'un bénéfice net sur le plan mondial de 12,7 milliards de dollars (9,5 milliards d'euros) en 2013.

lement en concurrence directe sur dix-sept liaisons intra-américaines de grand trafic et sur mille autres parcours de moindre importance. Le département de la justice a estimé que les économies d'échelle sur la gestion de ces lignes seraient trop défavorables aux voyageurs.

La plainte cite notamment l'aéroport Ronald Reagan de Washington, où l'entité fusionnée aurait dominé 63 % du trafic intra-américain sans escale. Eric Holder, le ministre de la justice, a évoqué « la détermination [gouvernementale] à assurer une compétition vigoureuse » et à contenir les distorsions de concurrence.

L'action de la justice américaine pourrait ne pas compromettre la fusion, mais elle devrait obliger les deux partenaires à offrir des garanties de plus grande concurrence.

Le PDG d'US Air, Doug Parker, a réagi avec raideur. Mais la plupart des analystes pensent qu'il devrait préférer transiger avec l'Etat fédéral et proposer des aménagements pour se conformer aux règlements antitrust plutôt que de contester la plainte au tribunal.

Si la décision du gouvernement a surpris l'immense majorité des analystes spécialisés, elle a réjoui Charlie Leocha, directeur de l'Alliance des consommateurs du transport, qui l'a qualifiée de « meilleure nouvelle que les usagers pouvaient avoir ».

SYLVAIN CYPEL

En difficulté financière, ThyssenKrupp lutte pour éviter son démantèlement

Le fleuron de la Ruhr peine à se défaire de ses aciéries déficitaires au Brésil et aux Etats-Unis

Berlin
Correspondance

ThyssenKrupp poursuit sa descente aux enfers. Le géant allemand, producteur d'acier et de biens industriels, a annoncé lors de la présentation de ses résultats, mardi 13 août, une perte nette de 1,2 milliard d'euros pour les neuf premiers mois de son année comptable. Enlisé dans la vente de deux aciéries déficitaires au Brésil et aux Etats-Unis, le groupe risque le démantèlement et la vente forcée de ses activités acier si aucun accord n'est trouvé d'ici au 30 septembre.

Lors d'une conférence téléphonique, mardi soir, Heinrich Hiesinger, PDG de la société, a insisté sur les commandes record enregistrées dans son département ascenseurs, un des joyaux du conglomérat industriel. Vaine manœuvre pour tenter de faire oublier la gravité de la situation : le groupe ne parvient pas à sortir du rouge.

ThyssenKrupp a essuyé au troisième trimestre 383 millions d'euros de pertes et n'a pas pu annoncer la vente espérée de ses aciéries américaines, qui plombent les finances de ce groupe qui emploie 150 000 salariés.

L'une des deux usines, localisée dans la baie de Rio (Brésil), est un cauchemar industriel. Construite à bas coût par une firme chinoise, elle subit des pannes à répétition depuis sa livraison. En mai, suite à une fuite, un haut-fourneau a cessé de fonctionner ; une catastrophe qui se chiffre en dizaines de millions d'euros, et qui a encore ralenti les négociations de vente du site, déjà fort difficiles.

L'acheteur potentiel est un industriel brésilien, propriétaire du groupe Companhia Sargurica Nacional (CSN). Il propose 2 milliards d'euros pour le rachat des deux usines ; ThyssenKrupp en espère... 3,4 milliards. Les Allemands, qui ont dépensé 12 milliards d'euros pour la construction

de ces deux sites, n'ont pour l'instant pas cédé.

Mais le temps presse. Le taux de capitaux propres a encore baissé de 1,5 point, à 8 %. C'est la valeur la plus faible de tous les groupes industriels cotés au DAX, l'indice de référence de la Bourse de Francfort. Une situation qui oblige le conglomérat à négocier avec les banques, qui lui ont prêté 5,3 milliards d'euros et observent avec inquiétude son taux d'endettement net qui s'élève à 185 %.

Augmentation de capital

Pour sortir de l'ornière, l'industriel envisage toutes les solutions. L'option la plus probable est une augmentation de capital, qui interviendrait après la vente des aciéries américaines, et qui lui permettrait de se renflouer. Il pourrait éviter le démantèlement. Certaines de ses divisions, comme celle des ascenseurs, ont une valeur supérieure à celle du groupe dans sa globalité. Mais l'augmentation de capital risque de réduire la part de la Fondation Krupp, actionnaire minoritaire de référence, qui détient 25,3 % du capital du groupe d'Essen.

La fondation, créée par le dernier héritier de la famille, était jusqu'ici garante de l'intégrité de l'entreprise contre d'éventuelles prises de contrôle. Jusqu'à sa mort, il y a quelques jours, le patriarche Berthold Beitz, le président de cette structure, avait fait en sorte de maintenir intacte une société de tradition paternaliste, soucieuse du développement économique de la région. Cela avec la bénédiction du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui détient un siège au sein de cette fondation.

Mais en l'absence d'héritier désigné, la lutte pour la succession est engagée. L'élu devra manœuvrer entre les impératifs économiques d'un groupe aux abois et le maintien des emplois en Ruhr, région fragilisée par le chômage et la désindustrialisation. ■

CÉCILE BOUTELET

INFORMATIQUE

L'investisseur américain Carl Icahn s'invite chez Apple

L'investisseur Carl Icahn, connu pour ses opérations boursières hostiles, a annoncé, mardi 13 août sur le réseau social Twitter, détenir « une forte participation » dans le constructeur américain Apple. Il ajoute avoir eu « une bonne conversation avec Tim Cook », le directeur général du géant américain, notamment sur la nécessité d'« un programme de rachats d'actions plus important ». Le groupe avait déjà cédé sur ce sujet en avril à des pressions, en promettant à ses actionnaires 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) en deux ans et demi, dont 60 milliards par l'intermédiaire de rachats d'actions. ■

AUTOENTREPRENEURS

Les « poussins » dénoncent « une manœuvre du gouvernement »

Adrien Sergent, initiateur du mouvement des « poussins », a dénoncé, mardi 13 août, « une manœuvre du gouvernement » dans sa réforme du statut des autoentrepreneurs. Le projet de loi, qui doit être examiné en conseil des ministres le 21 août, ne comprendra pas de limitation du seuil du chiffre d'affaires au-delà duquel l'autoentrepreneur devra basculer dans le régime classique, ont révélé Les Echos, mardi. La ministre de l'artisanat, Sylvia Pinel, qui souhaite toujours abaisser ce plafond de 32 600 euros aujourd'hui à 19 000 euros, précisera ce seuil par décret. Hostile à cette baisse, Adrien Sergent demande à Matignon « d'assumer sa réforme et de ne pas fuir devant le débat parlementaire ». ■

Espace Thales Alenia Space choisi par le Brésil pour développer son programme spatial

Thales Alenia Space a emporté, mardi 13 août, un appel d'offres pour construire un satellite pour le Brésil à usage civil et militaire. Ce contrat de 300 millions d'euros lui ouvre les portes du programme spatial prévu pour les dix ans à venir. – (AFP)

Sécurité aérienne Ryanair attaque Channel 4

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair a annoncé, mardi 13 août, qu'elle allait poursuivre en diffamation la chaîne de télévision britannique Channel 4 pour avoir diffusé une émission dans laquelle certains de ses pilotes font état de craintes pour la sécurité à propos de sa politique en matière de carburant. – (AFP)

L'arrivée de Carlos Slim sur le marché néerlandais pourrait bousculer le paysage européen des télécoms

L'OPA du Mexicain sur KPN remettrait en question la cession de la filiale allemande de l'opérateur

Bruxelles
Correspondant

Les autorités néerlandaises de contrôle du secteur boursier se prononceraient au mois de septembre sur l'offre publique d'achat (OPA) lancée, vendredi 9 août, par le groupe mexicain America Movil du multimilliardaire Carlos Slim sur la totalité des actions de l'opérateur néerlandais de télécommunications KPN, dont il détient quelque 30 % depuis 2012.

Cette opération, qui se chiffre à 7,2 milliards d'euros, n'a pas déclenché de réaction significative de la part du gouvernement de La Haye. Mais elle pourrait se heurter à une tentative de résistance de l'actuelle direction de l'opérateur.

M. Slim manifeste en tout cas sa volonté de diversifier son portefeuille et de devenir un acteur de la restructuration du secteur en Europe. Actuellement, America Movil est présent dans 18 pays et compte 328 millions de clients.

Opérateur historique aux Pays-Bas, leader de la téléphonie fixe et mobile dans ce pays, KPN dispose de 45 millions de clients européens. Si M. Slim le cible, c'est d'abord parce que le groupe ne vaut pas grand-chose sur les marchés – sa capitalisation boursière est inférieure à 10 milliards d'euros. Actuellement, il enregistre une forte baisse de son chiffre d'affaires (-8,4 % au premier trimestre) et est soumis à une vive concurrence sur son marché national.

Mais si M. Slim s'intéresse à KPN, c'est aussi parce que le groupe batave pourrait lui offrir une porte d'entrée sur les marchés espagnol, allemand et belge, alors qu'il détient déjà une autre part, minoritaire (25 %), dans l'opérateur autrichien Telekom Austria.

Un pied outre-Quévrain

Son OPA vise toutefois d'abord à empêcher KPN de se délester de sa filiale mobile allemande E-Plus, troisième acteur sur ce marché, au profit de l'Espagnol Telefonica, rival de longue date d'America Movil en Amérique latine. Cette cession annoncée de E-Plus devait rapporter 5 milliards d'euros à KPN. En empêchant KPN d'agir comme prévu, M. Slim veut garder un pied sur

le marché allemand, un des plus gros en Europe, et s'assurer un retour sur son investissement initial dans le groupe néerlandais.

L'irruption d'America Movil pourrait bousculer aussi le marché belge, où KPN dispose d'un opérateur, Base, dont les tentatives de revente ont jusqu'ici échoué. Mais c'est plutôt le leader du marché belge, Belgacom, avec lequel KPN avait envisagé de fusionner, qui pourrait intéresser M. Slim. Disposant d'un réseau important de téléphonie fixe et mobile, Belgacom est aussi présent dans le domaine de la télévision. L'Etat belge reste (légèrement) majoritaire dans la société mais pourrait, à terme, s'en désengager. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Les grands argentiers 3/6 Fondée au XIV^e siècle, la maison des Fugger développe ses activités de commerce depuis la cité bavaroise d'Augsbourg. A son apogée, son réseau s'étend à travers toute l'Europe. En 1519, elle finance l'élection de Charles Quint à la tête du Saint Empire romain germanique

Jacob Fugger « le Riche », banquier des Habsbourg

A la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e s'opère une profonde transformation des sociétés européennes. Auparavant, au début des temps féodaux (X^e-XI^e siècle), l'économie en Occident s'organisait essentiellement autour de domaines seigneuriaux, mis en valeur par des serfs qui devaient verser diverses redevances. A partir des XII^e et XIII^e siècles, une économie marchande prend son essor.

Ainsi, paysans et seigneurs pouvaient vendre leurs surplus au bourg voisin ou dans les grandes villes, spécialisées dans la production de textile, la fabrication d'armes, de bijoux, de mobilier.

Au sein de ce milieu urbain se constituent de grandes familles de marchands « internationaux ». Ils écoulaient les produits fabriqués dans leur cité, fournissaient les grands seigneurs laïques et ecclésiastiques en produits de luxe venant de loin. Ils amassèrent ainsi des fortunes leur permettant de jouer le rôle de prêteurs auprès des grands dont les dépenses excédaient les revenus courants.

L'ébauche d'une société « féodo-marchande » vit alors le jour, reposant sur l'essor de la sphère marchande, mais aussi sur les liens de complémentarité économique entre les marchands et leurs clients-emprunteurs féodaux.

Après la crise du XIV^e siècle, due à l'essoufflement de la production agricole, à la guerre de Cent Ans et à la grande peste qui emporta entre le tiers et la moitié de la population européenne, l'économie reprit de la vigueur au XV^e siècle.

Grâce à ce renouveau, les grands marchands-banquiers purent jouer un rôle d'une ampleur inédite.

La remise en culture des terres abandonnées, alors que le déficit démographique était encore significatif, entraîna une hausse du revenu par tête. Le « rapport de force » économique devint plus favorable aux roturiers (paysans libérés de leur statut servile, artisans et marchands).

Parallèlement, le pouvoir de rois et de princes toujours plus centralisateurs nécessitait des financements accrus pour guerroyer, entretenir leur maison et leur administration, et, en ces temps de Renaissance, embellir leur palais.

Ces souverains nouèrent alors des rapports étroits avec les grands marchands-banquiers. Ce fut notamment le cas de Charles Quint, qui régna, à partir de 1519, sur le Saint Empire romain germanique.

C'est dans ce contexte que va prospérer la maison Fugger, qui connaîtra son apogée avec Jacob II, dit « le Riche » (1459-1525).

L'origine de cette multinationale féodo-marchande remonte à 1367. Cette année-là, Hans Fugger, un paysan vivant près d'Augsbourg, vient s'installer comme tisserand dans cette prospère cité de Bavière. Située au sud des Etats allemands, elle entretient de longue date des relations commerciales avec l'Italie du Nord.

Très vite, Hans vend du fil, de la laine et du tissu et pratique la teinture des étoffes. Ses affaires prospèrent. Il intègre alors la corporation des tisserands et des marchands, une guilde qui participe activement au gouvernement de la cité.

Quand des marchands se muent en investisseurs éclairés

1367 Hans Fugger s'installe comme tisserand à Augsbourg.

XV^e siècle Des dynasties bourgeoises participent au sein des grandes cités à la diffusion des techniques comptables et bancaires « modernes ».

1454 Andreas (fondateur de la branche des Fugger dite « au chevreuil », du nom de ses armoiries) établit des comptoirs à Venise, Milan, Anvers, Nuremberg. L'autre branche de la famille, fondée par Jacob I^{er} l'Ancien (les « Fugger au lis »), devient fournisseur de la cour impériale. Son fils Jacob II, dit « le Riche », porte la maison à son apogée.

1519 Jacob II finance l'élection de Charles d'Espagne (1500-1558), candidat de la maison des Habsbourg au titre d'empereur du Saint Empire romain germanique. Ce dernier, élu, devient Charles Quint.



« Jacob Fugger », par Lorenzo Lotto. Musée des Beaux-Arts de Budapest. PHOTO12

Ses deux fils, Andreas (1388-1458) et Jacob « l'Ancien » (1412-1469), donnent une impulsion considérable aux affaires de la famille. Celle-ci se scinde alors en deux branches : celle des Fugger « au chevreuil » (Andreas) et « au lis » (Jacob), du nom d'armoiries obtenues pour des services rendus aux princes.

La première branche connaît une fortune rapide grâce au commerce de futaines, de soieries, d'épices entre l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, et à des transactions financières internationales. Mais elle fait faillite au début du XVI^e siècle. La seconde s'enrichit plus lentement, mais plus sûrement, en devenant fournisseuse de la cour impériale. Elle trouve en Jacob II (le dixième enfant de Jacob « l'Ancien »), un entrepreneur d'exception.

D'abord destiné à la prêtrise, il prend la tête de la maison en 1478. Il ne se contente pas de poursuivre le commerce de laine et de coton, de soieries et d'épices, de fruits du Midi et de drogues... Il a l'idée de s'intéresser à l'extraction et à la commercialisation du cuivre et de l'argent.

Il va parvenir à mettre la main sur les riches mines de cuivre argentifère du Tyrol, un duché possédé par la maison des Habsbourg. Le grand-duc Sigismond, puis l'empereur Maximilien (1493-1519) ont alors en effet de grands besoins financiers, en raison des opérations militaires qu'ils mènent. Ils empruntent auprès de Jacob Fugger. Ce dernier prend soin de conditionner ses prêts à des hypothèques sur l'exploitation de ces mines. Les princes ne pouvant rembourser, Jacob peut dès lors s'en emparer, et améliorer aussitôt les méthodes d'exploitation.

Les Fugger participent également au placement des indulgences que les fidèles achètent pour obtenir la rémission de leurs péchés et qui permettent de financer la construction de la basilique Saint-Pierre, à Rome.

La richesse et la notoriété de Jacob sont telles que Charles d'Espagne, postulant

au trône impérial après la mort de Maximilien, s'adresse à lui pour obtenir le vote des grands électeurs qui élisaient l'empereur. Jacob lui avance 543 000 florins.

Le jeune roi d'Espagne, descendant de la maison des Habsbourg, défait son rival, le roi de France François I^{er}, et devient alors l'empereur Charles Quint. Le prestige des Fugger s'accroît d'autant, et Jacob ose même écrire à l'empereur pour lui rappeler qu'il lui doit de l'argent. Il n'oublie pas son devoir de chrétien, et fait construire à Augsbourg une église et une cité pour les pauvres (la Fuggerei).

Au sein des villes, des dynasties de marchands fortunés se constituèrent. Très vite, ils purent prêter aux puissants

Les activités de la maison Fugger s'étendent à toute l'Europe du Centre et du Nord, en Italie et en Espagne : elle dispose de succursales à Nuremberg, Leipzig, Hambourg, Lübeck, Francfort, Mayence et Cologne, à Cracovie, Dantzig, Breslau, et Budapest, à Venise, Milan, Rome et Naples, à Anvers et Amsterdam, à Madrid, Séville, Lisbonne...

Cependant, les Fugger, comme d'autres marchands banquiers, sont victimes des difficultés économiques du XVI^e siècle. Elles s'expliquent par les guerres constantes entre les nouveaux Etats-nations, par les conflits religieux, par les dépenses somptuaires ayant peu d'effets d'entraînement sur l'économie et par l'inflation provoquée par l'afflux de l'or et de l'argent acheminés depuis l'Amérique.

Elles proviennent aussi du fait que ces riches marchands, au lieu d'utiliser leurs profits commerciaux en investissements productifs (aucun n'ouvre d'ateliers de fabrication de biens de consommation),

privilégient les placements financiers auprès des princes et des rois. Ces prêts sont alors jugés sûrs et rentables. Ici, il est vrai, point de long et périlleux déplacement de marchandises.

Mais, en réalité, cela se traduit par l'accumulation de créances douteuses. Ce phénomène sera observé des siècles plus tard au sein des banques américaines et européennes au moment de la crise des subprimes, ces crédits hypothécaires à risque.

Les souverains ne sont pas en effet aussi solvables qu'espéré. Charles Quint rencontre de graves soucis financiers, et son fils, le roi d'Espagne Philippe II, connaît plusieurs banqueroutes (en particulier en 1557 et en 1575). Les galions débarquent certes de fort jolies cargaisons d'or et d'argent, mais de manière intermittente du fait de la longueur du trajet, des tempêtes, et des attaques des pirates. Les dépenses civiles et militaires de ces souverains, elles, sont régulières.

Après la mort de Jacob, son fils Anton (1493-1560) tente de maintenir la position d'une maison qui ne cesse toutefois de s'affaiblir. En 1563, les créances détenues par les Fugger sur la Couronne d'Espagne s'élèvent à 4,445 millions de florins, beaucoup plus que les actifs détenus à Anvers (783 000 florins), à Augsbourg (164 000 florins), à Nuremberg et à Vienne (28 600 florins) et alors que l'actif total de la maison se chiffre à 5,661 millions de florins.

Pour avoir trop lié leur sort à celui des souverains espagnols, les Fugger, comme bien d'autres, sont associés à leur déclin. Les puissances montantes de l'Europe sont alors le royaume d'Angleterre et les Provinces-Unies, futurs Pays-Bas. ■

PIERRE BEZBAKH

Pierre Bezbak est maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.

Prochain article : « Henri Germain, fondateur du Crédit lyonnais »

Une floraison de grandes maisons financières

Au XVI^e siècle, de nombreuses maisons marchandes se livrent à des activités financières.

En Allemagne, les Welser, une vieille famille d'Augsbourg, prête, comme les Fugger, de l'argent aux Habsbourg. Ses agents sont présents à Anvers, Nuremberg, Venise, Milan, Rome, Genève, Lyon, Saragosse... En 1503, ils ouvrent un comptoir au Portugal et engagent 20 000 florins dans une expédition vers les Indes orientales, soit beaucoup plus que les Fugger (qui investissent 4 000 florins) et presque autant que les Génois et les Florentins réunis (29 500 florins).

Les Höchstetter, aussi basés à Augsbourg mais surtout à Anvers, achètent des mines au Tyrol durant les années 1510 et spéculent sur le mercure, utilisé pour extraire l'argent du cuivre. Ils investissent dans les voyages vers les Indes, font le commerce des épices entre le Portugal, Anvers et l'Angleterre, avancent des fonds à l'empereur Charles Quint (1500-1558) pour financer ses campagnes militaires.

En Italie, les fortunes se sont constituées bien avant le XVI^e siècle. C'est toutefois un âge d'or qui précède un déclin dû aux guerres et à la perte d'influence de l'Italie, liée à l'expansion turque en Méditerranée orientale, à l'essor des pays du nord-ouest de l'Europe et au déplacement des voies commerciales vers l'Atlantique.

Les Toscans jouent toujours un rôle majeur. Mais à Florence, les Médicis perdent de leur influence du fait de troubles politiques qui agitent la cité. Les Strozzi, autre famille florentine, sont aussi touchés par ces conflits, malgré le soutien de la curie romaine.

Les Frescobaldi et les Gualterotti, présents à Florence, Anvers et Bruges, s'associent pour importer du poivre de Lisbonne et prendre des participations dans des expéditions vers les Indes. Ils prêtent au duc de Bourgogne et au roi d'Angleterre Henri VIII (1491-1547). Originaires de Lucques, les Bonvisi et les Arnolfini font des affaires à Anvers et à Lyon.

Banqueroutes

Le Siennois Agostino Chigi (1466-1520) passe pour le plus riche marchand de Rome. Le pape Alexandre VI (1431-1503) lui confie la ferme des douanes et impôts de la Curie et la gestion des mines d'alun de Tolfa. Il est le ministre des finances du pontife Jules II (1443-1513), et prête de l'argent au roi de France Charles VIII (1470-1498) et à la République de Venise. Le pillage de Rome en 1527 lui est fatal, et ses héritiers dilapident sa fortune.

La République de Gênes, dont la flotte commerce avec tous les ports de Méditerranée et jusqu'en mer Noire, compte aussi un grand nombre de marchands installés à Anvers. Ils profitent de l'arrivée des métaux d'Amérique pour financer les expéditions espagnoles vers le Nouveau Monde. Christophe Colomb est à la tête de l'une d'elles.

Les Fornani et les Grimaldi prêtent aussi de l'argent au futur Charles Quint. Sous le règne de son fils, le roi Philippe II d'Espagne (1517-1598), ils perdent des sommes considérables en raison des banqueroutes espagnoles.

En 1612 et en 1617 à nouveau, Madrid suspend ses paiements, provoquant encore de nombreuses faillites parmi les banquiers génois. Si tous ne disparaissent pas, la cité, exclue du commerce lointain, et dont les foires périclitent, a perdu son rôle historique. ■

P. BH

ABONNÉ AU QUOTIDIEN ? ACTIVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE ACCÈS NUMÉRIQUE

AVANT-
PREMIÈRES

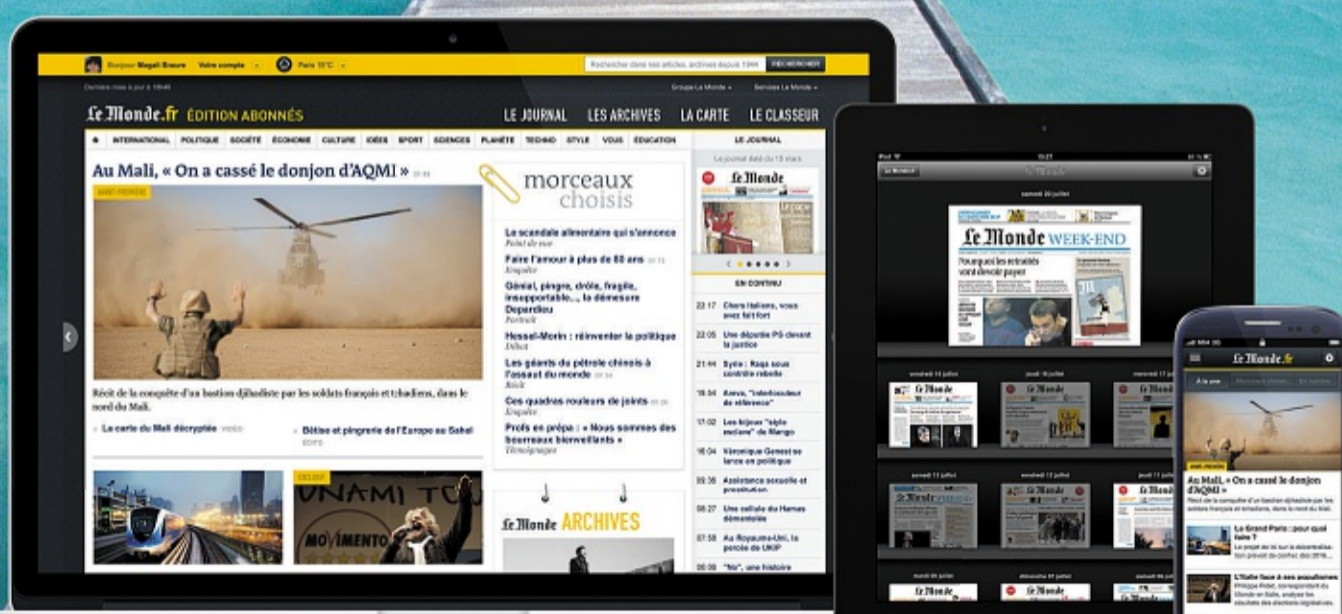
JOURNAL
TACTILE

ARCHIVES
DEPUIS 1944

CARTE
INTERACTIVE

JOURNAL
EN PDF

NEWSLETTERS
EXCLUSIVES



En tant qu'abonné(e) au quotidien, profitez de tous les services de l'Édition abonnés numérique, inclus dans votre abonnement, sur Web, mobile et tablette. Pour activer votre accès, identifiez-vous sur lemonde.fr/abopapier

Le Monde

LA MEILLEURE FAÇON DE VOIR LE MONDE

Bernard Menez, le farfelu du lac

Adoubé par la nouvelle génération de cinéastes, le comédien est l'une des vedettes du Festival de Locarno

Portrait

Locarno (Suisse)

Cela fait deux ans que je n'ai pas mis mon site à jour, il faut vraiment que je m'en occupe, là ! », s'écrie Bernard Menez. Et le comédien d'évoquer, un peu crâneur, ses récents faits d'armes : sa descente à Cannes, en mai, pour présenter le moyen-métrage de Yann Le Quellec, *Le Quepa sur la vilni!*, auréolé du prix Jean-Vigo 2013 ; et sa présence, en ce mois d'août, au Festival de Locarno au côté de Guillaume Brac, dont le premier long-métrage, *Tonnerre*, concourt en compétition.

Deux films réalisés par de jeunes cinéastes pleins de promesses. Deux films qui font écho, aussi, à la drôle de vie de Bernard Menez. Dans *Le Quepa sur la vilni!*, il joue un ancien facteur de village, qui accepte d'enfourcher son vélo pour une dernière et loufoque tournée. « Mon père et mon grand-

Dans ce bastion du cinéma d'auteur, ses manières de pitre jurent un peu avec le décorum très posé du festival suisse

père étaient postiers, à Saint-Pol-de-Léon, en Bretagne, précise-t-il. C'est un métier usant, vous savez. Mon grand-père est mort le jour de son départ à la retraite. »

Dans *Tonnerre*, l'acteur, resplendissant en combinaison cycliste, donne aussi quelques coups de pédales. Il a profité du tournage en Bourgogne pour revenir à Mailly-le-Château (Yonne), où il est né, il y a soixante-neuf ans. « Les Américains venaient de débarquer, on craignait de violents combats entre les Alliés et les nazis. Alors ma mère, qui vivait en région parisienne, a trouvé refuge en Bourgogne et m'y a mis au monde, avant de remonter vers Paris trois mois plus tard. »

C'est la première fois que Bernard Menez est invité à Locarno. Dans ce bastion du cinéma d'auteur, ses manières de pitre jurent un peu avec le décorum très posé du festival suisse. Raie fière sur le côté, nez à piquer des gaufrettes, voix légèrement de traviole, bedaine généreuse, il vibronne devant les photographes : « Attendez, je mets le stylo sur l'oreille, et les lunettes dans la poche de ma chemise, ça fera plus intello ! », les prévient-il tout de go.



Lundi 12 août, à la Scuola magistrale de Locarno. XAVIER LAMBOURS/SIGNATURES POUR « LE MONDE »

Sur les rives du lac Majeur, l'acteur de *L'Avare* a le tutoiement facile et la curiosité vagabonde. Entre deux visionnages de courts-métrages, il s'est promis de saluer ses partenaires de *La Nuit américaine* de François Truffaut (1973) et de *Dracula père et fils* d'Edouard Molinaro (1976), Jacqueline Bisset et Christopher Lee, auxquels le festival rend hommage : « Christopher,

je crois que c'est loupé, mais Jacqueline, j'ai bon espoir ! »

Dans *Tonnerre*, il campe le père inquiet d'un rockeur à la dérive, interprété par Vincent Macaigne. De sapins de Noël tricolores en matchs de l'AJ Auxerre, de tablées de vigneron en récitations de Verlaine, c'est un film qui assume sa franchouillardise. Un film où, comme dans le précédent moyen-

métrage de Guillaume Brac, *Un monde sans femmes*, les hommes apparaissent esseulés, vacillants, vulnérables.

Cette vulnérabilité, Menez fut l'un des premiers à l'incarner sur les écrans français. A une époque dominée par les belles tronches et les beaux discours, sa partition branlante dans *Du côté d'Orouët* de Jacques Rozier (1973), son pre-

mier film, rompt avec les archétypes en vigueur. Rôle mémorable que celui-là : moqué par un trio de vacancières hystériques, il renverse une bassine d'anguilles, fait l'andouille, dragouille gauchement. Sa carrière est – enfin – lancée : « Après des années de galère, j'avais renoncé à devenir comédien. Je m'étais même acheté un billet d'avion pour le Canada, où je voulais

refaire ma vie. Rozier m'a engagé la veille du départ ! Lorsque Henri Langlois a présenté de manière dithyrambique *Du côté d'Orouët* à la Cinémathèque, j'ai compris le poids qu'avait Rozier dans la profession. Grâce à Jacques, j'ai rencontré Truffaut, puis Pascal Thomas, qui m'a offert mon premier grand succès, Pleure pas la bouche pleine en 1973. Le public était peut-être las des beaux mecs, les Delon, Belmondo, Brialy... Mais, si elle m'a servi, ma maladresse m'a très vite catalogué dans la section "bêbête". Bientôt, on ne me proposait plus que des rôles d'idiot du village. »

Menez se tourne alors vers les planches, où il est là encore cantonné aux comédies de boulevard. Il faut dire qu'en poussant la chansonnette sur les plateaux de Guy Lux, il n'a rien fait pour arranger sa réputation : « Si vous saviez le nombre de chansons que j'ai refusées, se défend-il, avant de plastronner : En 1984, mon 45-tours Jolie poupée est passé devant Thriller, de Michael Jackson, au hit-parade, ce n'est pas rien ! J'ai gardé sous le coude un morceau du même niveau. Il ne me manque qu'un producteur... »

Ses incursions en politique furent moins fructueuses. Dans son fief du 15^e arrondissement de Paris, il se présente en 2002 aux législatives, en tant que candidat indépendant : « Dans la rue, sur les marchés, j'avais le sentiment que les gens étaient réceptifs, mais le résultat m'a un peu déçu, concède le comédien, auquel Mathieu Almaric a confié le rôle du maire dans *La Chose publique* (2003). Enfin, j'ai quand même fini quatrième sur vingt ! » Après deux autres désillusions aux européennes de 2004 et aux législatives de 2007, il jette l'éponge, sans pour autant renier ses idées, qu'il classe aujourd'hui au « centre gauche ».

Car, n'en déplaise aux persiflages, Menez n'est pas qu'un amateur. Normalien, ancien prof de maths et de physique, il sait aborder des registres plus graves, comme dans le chef-d'œuvre de Rozier, *Maine Océan* (1986). C'est pour cette « mélancolie », cette « densité tchékhovienne » que Guillaume Brac dit l'avoir choisi. « J'ai retrouvé dans le film de Guillaume les rapports difficiles que j'ai avec l'un de mes trois enfants », confie Menez, avec sobriété. Alors, quand il nous laisse sa carte de visite au sortir de l'interview, on refuse de n'y voir que pure esbroufe ; on ne s'interdit pas, au contraire, d'y lire le geste d'un séducteur pataud mais sincère. ■

AURELIANO TONET

« La Fille de Ryan », le chef-d'œuvre assassiné de David Lean

Injustement démolé par la critique lors de sa sortie, le film, inspiré par « Madame Bovary » de Flaubert, revient en salles, quarante-trois ans après

Cinéma

Entre deux vitupérations invoquant le bon goût ou fustigeant la maladresse de mise en scène, cette petite phrase de synthèse sans appel : « *Le Vide apparaît à chaque image.* » La plume de Pauline Kael a rarement concentré à un tel degré son venin. Nous sommes en 1970, et le film qui excite ainsi la verve de la célèbre critique du *New Yorker* a pour nom *La Fille de Ryan* : un drame romantique irlandais, adaptation plus ou moins lâche de *Madame Bovary* sur fond de luttes pour l'indépendance.

Presque tous les journalistes de l'époque font chorus sous l'égide de M^{me} Kael pour inviter le réalisateur à affronter un débat aux allures de réquisitoire. Il trouve le courage de s'y rendre, pour s'entendre demander « comment il a pu réaliser un tas de merde pareil ». Une exécution en règle, dont il ressort anéanti et déterminé à enterrer là

sa carrière. Le public le boude aussisi. Quatorze ans de silence, puis, in extremis, un seizième et dernier film suivra.

Ce réalisateur, c'est David Lean. Il serait difficile de tomber de plus haut. Encensé par le public comme par la critique pour *Lawrence d'Arabie* (1962), adulé pour *Docteur Jivago* (1965), qui avait assuré à la MGM son plus gros succès depuis *Autant en emporte le vent* en 1939, Lean s'était lancé dans son aventure irlandaise la tête haute, entouré d'une équipe qui avait fait ses preuves. Au scénario, Robert Bolt, qui avait écrit les films précédents et proposé ce projet bovarien.

A l'image et à la musique, deux autres fidèles, Freddie Young et Maurice Jarre. Parmi les acteurs, deux nouveaux venus dans l'univers de Lean, le beau Christopher Jones (qui disparut des écrans après le film) et l'une des « gueules » les plus célèbres d'Hollywood, Robert Mitchum, dans le rôle inattendu du cocu. Puis des fidèles enco-

re : Trevor Howard, l'inconnu de *Breve rencontre*, et John Mills (*Les Grandes Espérances*). Et dans le rôle-titre Sarah Miles, la femme du scénariste qui a écrit le rôle pour elle.

L'euphorie des succès précédents aidant, le projet que Lean envisageait modeste et intimiste a pris une envergure épique. La variation bovarienne prend pour décor une falaise dans la province irlandaise de Dingle, un village traditionnel construit pendant l'hiver 1968 pour être détruit à la fin du tournage, une plage immense où Lean et son équipe passeront des jours à attendre que le soleil ou la pluie daignent se prêter aux besoins du tournage. Lequel durera cinquante-deux semaines au lieu des dix prévues. Il faut ajouter à cela une variété extraordinaire de péripéties humaines et techniques...

Quarante-trois ans après sa sortie, le débat d'alors autour du film, qui ressort en salles, paraît hors de propos. A la limite, la question du

« bon goût » de David Lean reste envisageable. Il en est pourtant du cinéaste comme de Victor Hugo : face à la puissance de son trait, on manque souvent l'essentiel à s'interroger sur son « goût ».

L'accusation de maladresse, qui portait sur les scènes d'amour et la représentation de la femme dans l'acte sexuel, est plus diffici-

Contrairement à Flaubert, Lean aime Rosy Ryan envers et contre tout

le à comprendre, tant l'ironie sourd de la mise en scène. Lean cultive la fausse naïveté, l'idéal de pacotille, avec le même soin que Flaubert mettait à tisser autour de sa Bovary des formules méchantes. Le jugement, cependant, change : Flaubert n'aime pas, n'a jamais aimé Bovary. Mais comme le père Hugh, qui voit la catastro-

phe venir, Lean, tour à tour triste et tendre, aime Rosy Ryan envers et contre tout, si durement qu'il puisse la juger.

Enfin, il s'avère impossible de comprendre comment Pauline Kael a pu diagnostiquer le vide. Difficile d'imaginer plus plein que ce film-là, au sens où un beau fruit peut l'être. Tout y est, la nature, la guerre, l'amour, la mort, la petite histoire et la grande. La folie, alliance maudite du sublime et du grotesque, incarnée par John Mills, dont l'interprétation de Michael fait à elle seule un film, et une extraordinaire leçon de jeu.

La foi, têtue, terrestre et bougonne, de ce formidable personnage qu'est le père Hugh, régisseur énergique de ce petit monde, l'espérance chevillée au corps avec la douleur. Les hommes enfin : ils sont ce que Lean peint le mieux, dans leur sagesse comme dans leurs impostures, leur générosité et leurs élans barbares, toute leur interminable enfance.

L'homme derrière le cinéaste nous montre avec *La Fille de Ryan* un nouveau visage. Si *Jivago* brûlait encore d'un romantisme juvénile, *La Fille de Ryan* est le film de l'âge mûr, où le cinéaste s'autorise des libertés dans la manière de mener son histoire. Témoin majeur de cette plénitude, la scène d'*innamoramento*, toute d'ellipse, où le premier baiser, fuyant la narration et ses pesanteurs, n'est qu'un geste de réconfort prolongé en passion sur les lèvres.

Ainsi le scandale arrive. Du chef-d'œuvre maudit de Lean, on pourrait dire comme Flaubert d'un livre : « On peut juger de la bonté d'un [film] à la vigueur des coups de poing qu'il vous a donnés et à la longueur de temps qu'on est ensuite à en revenir. » ■

NOÉMIE LUCIANI

La Fille de Ryan, film britannique de David Lean (1970), avec Robert Mitchum, Sarah Miles, Trevor Howard, John Mills, Christopher Jones (3 h 15).

Illustres promotions 3/12 Personnalités influentes du monde de la mode, Stella McCartney, Luella Bartley ou Phoebe Philo se sont croisées dans les années 1990 à la Saint Martins School

La « London's Junior Style Mafia »

À u Central Saint Martin College of Arts and Design (CSM) de Londres, fondé au XIX^e siècle et « reformaté » en 1989, la sélection des dossiers de candidature est aussi impitoyable que l'enseignement est libertaire, fondé sur la volonté individuelle de s'exprimer et de réussir.

CSM est un creuset créatif qui, au-delà de la mode et du design, forme au journalisme, à l'architecture, à la vidéo ou au théâtre. Mais sa section mode en est la plus prestigieuse : y sont passés les plus grands noms des trente dernières années, de John Galiano à Riccardo Tisci (Givenchy) en passant par Alexander McQueen ou Phoebe Philo (Céline). Dans les années 1990, CSM a enfanté la génération dorée de la mode anglaise, qui fait de la scène londonienne un vivier où l'on vient chercher les jeunes agitateurs de talents.

Issus de plusieurs promotions successives, ses élèves, qu'ils soient designers, journalistes ou consultants, ont contribué à inventer la mode moderne : une discipline artistique mais aussi populaire, une industrie où l'on travaille et on s'amuse avec le même acharnement.

Loin du sérieux de Milan ou de Paris, ces jeunes Anglais décomplexés se serrent les coudes pour avancer dans la jungle de la mode. Fille de Paul McCartney, Stella McCartney obtient son diplôme en 1995 et invente une philosophie du style : un mélange électrique de glamour et de rock & roll. Pour son défilé de fin d'études, ses copines Kate Moss et Naomi Campbell assurent le spectacle sur le podium.

Deux ans plus tard, Stella prend à Paris les rênes de Chloé, dont elle retaille l'image et le style aux mesures d'une décennie britannophile. Les musiciens de Pulp, Oasis ou Blur, les acteurs comme Jude Law ou Ewan McGregor fréquentent les premiers rangs des défilés Chloé. En coulisses, Phoebe Philo, diplômée un an après Stella McCartney, participe à la naissance du nouveau style Chloé et prendra la succession de Stella en 2001 quand celle-ci décidera de se concentrer sur son label du même nom.

En 2006, le scénario de transmission se répète : Phoebe Philo passe le flambeau à Hannah MacGibbon,



Stella McCartney (au centre) lors d'un défilé en 1998 à Paris, avec Naomi Campbell et Kate Moss. THOMAS COEX/AFP

une autre ancienne élève de la même école. Ces rejetons du CSM savent aussi imposer des styles singuliers qui marquent l'histoire de la mode. Le meilleur exemple : Alexander McQueen impose une silhouette sombre et baroque qui le mènera chez Givenchy de 1996 à 2001, puis au sommet de la gloire

Saint Martins a enfanté la génération dorée de la mode anglaise

personnelle, avant sa disparition tragique, en 2010.

Le « gang » le plus productif du CSM n'est pas le plus connu ; pourtant, son travail se repère à chaque coin de rue depuis plus de dix ans. Luella Bartley, Katie Grand et Giles Deacon forment le noyau dur de ce que la presse américaine appelle la « London's Junior Style Mafia ». Leur histoire commune est un mélange d'originalité, de talent, de travail acharné, d'heureux hasards et de soirées bien arrosées.

Luella Bartley, impressionnée par les cours de mode, se réorientera vers le journalisme (qui la mènera à *l'Evening Standard* puis à *Vogue*

anglais), tandis que Katie Grand ne finira pas son cursus. Elle croise la route du photographe Rankin, qui lance alors un des journaux les plus pointus de la création anglaise : *Dazed & Confused*. L'étudiante bifurque vers la presse, et lance dans les années 2000 deux bibles du style : *Pop* et *Love*. Avec Katie Grand, Giles Deacon embarque en 2000 pour une aventure italienne, la direction de la création de Bottega Venetta.

Pendant ce temps, Luella Bartley décide de lancer sa marque. Ce qui aurait pu n'être que la conséquence d'une soirée arrosée devient un succès dès sa première présentation, en 1999. Et quand la jeune créatrice souhaite montrer sa collection à Milan, elle trouve asile au nouveau siège de... Bottega Veneta.

La bande du CSM intègre de nouveaux membres, comme Stuart Vevers, rencontré en Italie. Formé à l'université de Westminster, il prend en 2005 la direction artistique de Mulberry et lance des collaborations fructueuses avec Luella Bartley et Giles Deacon, qui crée sa griffe en 2003, décroche le prix prestigieux de l'Andam en 2009 et compte toujours parmi les marques les plus suivies de la Fashion

Week de Londres.

À la fin des années 2000, la mode anglaise semble avoir perdu un peu de son énergie et de sa fraîcheur, avec la fin de la griffe de Luella en 2009. Mais la génération dorée du CSM, qui a atteint la quarantaine, continue de savourer son succès, version adulte. La griffe de Stella McCartney brille dans le luxe ; chez Céline, Phoebe Philo a transformé la marque en label ultradésirable ; Stuart Vevers vient de prendre les commandes du label américain Coach après avoir redonné du lustre à Loewe ; Luella, elle, fera son retour cet automne en cosignant avec Katie Hillier les collections d'un blockbuster de la mode internationale : la ligne Marc by Marc, de Marc Jacobs.

Toujours rédactrice en chef de *Love*, Katie Grand signe aussi des collections pour la marque sport-chic Hogan ; elle est désormais la consultante la plus recherchée et conseillée de nombreux créateurs dont un certain... Marc Jacobs. Le cercle vertueux de CSM n'a pas fini de tourner. ■

CARINE BIZET

Prochain article : Les promotions 1955 et 1964 du Conservatoire américain de Fontainebleau.

Manouches et magies au Festival de La Petite-Pierre

Belle affiche pour la 11^e édition du rendez-vous musical estival du village alsacien

Jazz

La Petite-Pierre (Bas-Rhin)

Quand, Yorgui Loeffler dégaîne sa guitare – une Anastasio vintage –, à La Petite-Pierre, il joue à domicile. Chris Reinhardt (contrebasse) complète son quartet composé de Billy Weiss et Gigi Loeffler (guitares de catégorie) et Franck Wolf (précieux sax ténor et soprano). Cinq représentants de l'importante communauté manouche d'Alsace.

Tout y passe, des créations si fraîches qu'elles n'ont pas encore de titre, des standards, *Les Yeux noirs*, *Nuages*, et au huitième appel, *Sweet Georgia Brown* enlevé sur un tempo d'enfer. Un raffinement, une rythmique et une joie de jouer, ici, en Alsace, particulièrement appréciés.

Yorgui Loeffler s'est très tôt signalé. Son jeu allègre, ses compositions originales, la confiance de ses guitaristes, la délicatesse de Franck Wolf, tout concourt. Comme sa voisine, Fénétrange, La Petite-Pierre (623 habitants) a le chic pour mettre en avant son côté « bout du monde », calme et modeste.

« Sur zone », comme disent les gendarmes, une magnifique hôtellerie, un sens de l'hospitalité, des paysages à peindre et ce côté bout du monde qui fouette l'imagination. Le Festival de La Petite-Pierre tient à ses jauges modestes et à son perfectionnisme, on ne l'en blâmera pas, ce qui ne l'empêche pas d'aligner, pour sa 11^e édition, Joshua Redman, Ron Carter, Taj Mahal, Omar Sosa, Yorgui Loeffler, ou encore Edouard Ferlet au Musée Lalique. Coproduction avec le festival de Fénétrange.

Dans le genre bout du monde, le Musée Lalique tient le pompon. Niché dans la forêt de Wingens-Moder, son auditorium d'aussi belle acoustique qu'un ventre d'Anastasio jouxte force verres, calices et cabochons, insectes d'argent aux sourcils menaçants, bijoux mi-femmes nues, mi-papillon...

C'est dans cet écrin que joue Edouard Ferlet (le 12 août), pianiste de formation classique, diplômé du Berklee College of Music, couvert de récompenses, grand évadé des chemins étroits, notamment en compagnie de Mark Murphy, Lambert Wilson, Julia Migenes et Nancy Huston.

Son dernier album, brillant et salué, *Think Bach*, il le décline au Musée Lalique à la façon d'une suite concertée. Au quatrième rappel, il reprend, détail rare, un long motif de Keith Jarrett moins connu que le *Köhlh Concert* enregistré à Bremen. Edouard Ferlet fait sonner le *Bremen Concert* avec vigueur. La puissance du piano et sa main gauche implacable le lui permettent.

Instants subtils

S'agissant des « variations de variations » à partir de Bach, rien à dire. Parfois, on entend énormément de doigts, mais la démarche reste toujours intelligente. Cantates, *Prélude en ré mineur* reformulé *Analecta*, Choral transparent intitulé *Que ma tristesse demeure*, Diagonale aux instants subtils sur une version discutable des *Variations Goldberg*, tout retient ou déborde, ici ou là, fait regretter les « arabesques foisonnantes de vie » de Laliqe, mais ce n'est pas l'idée. Ferlet est né en 1971, l'année du premier solo de Keith Jarrett (*Facing You*).

Les Manouches sont néo vici dix mille ans. La Petite-Pierre, sa perfection, son attention au son, aux détails, les célèbre avec autant de soin. Les « after » sont accueillis par La Clairière ou l'Hôtel du Lion d'or : à l'heure où vous lisez ces lignes, Youri et Gigi Loeffler et leur cohorte doivent avoir encore dix mille chansons d'amour à célébrer en swing. Leur générosité répond à celle de La Petite-Pierre. ■

FRANCIS MARMANDE

Festival de jazz de La Petite-Pierre, jusqu'au dimanche 18 août. Trilok Gurtu (le 15), Manu Katché (16), Ron Carter Trio (17), Omar Sosa, Ablaye Sissoko (18). Jazzapetitepierre.com
Think Bach, d'Edouard Ferlet, 1 CD Mélisse prod. ; *Bol d'air*, Franck Wolf Trio (avec Marcel Loeffler et Davide Petrocchi), 1 CD WM.

Improbables musées 3/12 L'univers facétieux de l'écrivain se visite entre deux éclats de rire

Allez, allons au Musée Allais, à Honfleur !

Insolite, le Musée Alphonse Allais, à Honfleur, l'est à plus d'un titre. Tout d'abord, pour pouvoir le visiter, il faut avoir pris rendez-vous avec Jean-Yves Loriot, le « conservateur-guide-homme d'entretien » du lieu, comme il aime à se définir. Ensuite, pour découvrir ce « plus petit musée de France », il faut pousser la porte de la pharmacie du Passocéan, sise au 4, place Hamelin, à Honfleur (Calvados). Et accepter de gravir les marches étroites et banales d'un escalier d'époque qui, d'après les dires de M. Loriot, a conduit plus d'une personnalité à finir la visite sur les fesses ou les mains.

Ce musée consacré à l'œuvre de l'écrivain et humoriste Alphonse Allais (1854-1905) est installé dans une pièce située deux étages au-dessus de l'officine paternelle qui le vit naître en octobre 1854, l'endroit où « *Allais allait aller au monde* », comme l'explique avec humour le guide.

Entièrement restauré grâce à l'énergie de ce passionné qui a travaillé pendant près de quarante ans dans la pharmacie du Passocéan, le Petit Musée d'Alphonse a été officiellement inauguré en juin 1999, en présence de Ray-

mond Devos, digne héritier d'Alphonse Allais. Vu sa superficie plus que réduite (une pièce d'à peine 10 m²), il est divisé non pas en salles, mais en étagères.

Visiter ce « *préparatoire des potards Allais* », comme le surnomme M. Loriot, c'est plonger dans l'univers loufoque de cet écrivain et suivre un parcours dans la « *Vie drôle* » d'Alphonse Allais racontée par un guide qui ne lésine pas sur les pirouettes verbales.

Boules Quies noires, timbres-poste pharmaceutiques... : des inventions excentriques peuplent les étagères

Tout commence par le récit des premières expériences d'humour potache du jeune Alphonse, qui a travaillé comme apprenti pharmacien dans l'officine de son père jusqu'à l'âge de 18 ans. Sa passion précoce pour les teintures de toutes sortes l'a conduit à les tester non seulement sur les blouses et torchons de la pharmacie, au grand

dam de sa mère, mais aussi sur les « chiens à mémé » du voisinage...

Envoyé étudier à Paris à l'École supérieure de pharmacie, Alphonse Allais apprécie beaucoup la vie d'étudiant, puisqu'il fait rapidement l'impasse sur ses aspects négatifs, à savoir les cours et les examens. S'il renonce finalement à ses études et à la succession à la tête de l'officine paternelle pour se consacrer à la littérature, Alphonse Allais conservera toute sa vie un goût immodéré pour les inventions les plus excentriques.

Certaines peuplent les étagères du Musée de Honfleur : des boules Quies de couleur noire, conçues pour les oreilles des personnes en deuil, l'amidon bleu-blanc-rouge destiné à raidir les drapeaux français les 14-Juillet sans vent, ou encore des timbres-poste pharmaceutiques enduits de produits antidouleur ou laxatifs, pour permettre aux fonctionnaires des postes de se soigner tout en travaillant.

En digne buveur d'absinthe, il a inventé une « clysopompe à hydro-pathes » destinée à rendre impure l'eau potable, ou un filtre à gros mots, dédié à Tristan Bernard, pour permettre aux auteurs d'avoir un style parfaitement limpide.

Créateur d'une multitude de sociétés aux noms alambiqués comme la Société protectrice des mercures de thermomètre (SPMT) ou la Nouvelle société centrale de lavage des confettis parisiens (Nsclcp), Alphonse Allais adorait aussi tourner en dérision les mœurs de ses contemporains, notamment les peintres impressionnistes qui, d'après lui, étaient beaucoup trop nombreux, surtout à Honfleur.

Il imagina ainsi un Salon des incohérents avec deux écoles, des intentionnistes et les essentialistes, allant même jusqu'à exposer des créations de ces deux écoles imaginaires. Clou du spectacle, précieusement conservé sous clef, un flacon d'une mystérieuse « *Eau avec un bacille hilarant* » dont les effluves contiennent d'imprégner les murs de la pharmacie et de provoquer des éclats de rire chez les visiteurs. ■

CRISTINA MARINO

Le Petit Musée d'Alphonse, visites sur rendez-vous au 06-74-07-72-29 ou par courriel : museeallais3@orange.fr, alphonse-allais.blogspot.com.

Prochain article : le Musée Angladon à Avignon

Cinéma 100 000 visiteurs pour l'exposition Jacques Demy à la Cinémathèque française

Ouverte au public le 10 avril, l'exposition « Le monde enchanté de Jacques Demy », qui a fermé ses portes le 4 août à la Cinémathèque française, a accueilli 100 000 visiteurs. « *Un des plus gros succès* » après les récentes expositions consacrées à Tim Burton, Stanley Kubrick et Jean Renoir, s'est félicité Serge Toubiana, directeur général de l'établissement, dans un communiqué. « *Ce qui frappe, c'est le nombre d'enfants venus regarder avec émerveillement les robes de Catherine Deneuve dans *Peau d'âne*. Quelque chose se transmet, les générations se croisent et cohabitent à la Cinémathèque française* », a-t-il ajouté. L'établissement, actuellement fermé pour travaux, rouvrira le 4 septembre.

Accord entre la Chine et Hollywood sur le paiement d'arriérés de recettes d'entrées

La Chine va payer aux studios hollywoodiens les dizaines de millions de dollars qu'elle leur devait sur les recettes locales de leurs films, après qu'un accord a été trouvé sur le paiement d'une nouvelle taxe, ont annoncé, mardi 13 août, les studios. China Film Group (CFG), la société nationale chinoise chargée de la distribution des films dans le pays, avait cessé, début 2013, de payer les majors hollywoodiennes. Le contentieux portait sur l'augmentation de 2 % de la taxe sur la valeur ajoutée en Chine, qui risquait d'amputer d'autant les bénéfices des studios sur l'exploitation locale de leurs films. Dans un communiqué, la Motion Picture Association of America (MPAA), qui représente les intérêts des studios, a pris acte du déblocage de la situation. – (AFP)

Musique La diffusion du nouveau single de Lady Gaga avancée d'une semaine

Prévue pour le 19 août, la sortie du nouveau single de la chanteuse américaine Lady Gaga, de son vrai nom Stefani Joanne Angelina Germanotta, a été avancée d'une semaine. La chanson *Applause* a ainsi commencé à être diffusée sur les principales radios pop aux États-Unis, lundi 12 août. Des extraits d'*Applause* avaient fuité quelques jours plus tôt sur Internet, provoquant la colère de la chanteuse et de son entourage professionnel mais aussi des fans, dont certains avaient décidé de dénoncer à la maison de disques de Lady Gaga les liens vers ce piratage. *Artpop*, troisième album studio de la chanteuse devrait, lui, être publié le 11 novembre.

Voyage Chaque jour, une centaine de randonneurs sont autorisés à monter au sommet du seul volcan d'Europe en activité continue

Une heure dans le cratère du Stromboli



Lors d'une ascension du Stromboli. A mi-chemin, le maquis de cystes laisse la place à la pierre nue, aux scories. ALFIO GAROZZO/CUBOIMAGES/LEEMAGE

Stromboli (Sicile) Envoyé spécial

Partie de Naples à la nuit, la *Laurana* arrive en vue de Stromboli à l'heure où, comme disait Homère, « l'aurore aux doigts de roses » paraît dans son berceau de brume. Le gros ferry blanc contourne l'îlot de Strombolichio et fait demi-tour pour coller son cul plat à un petit môle de béton.

Les hélices soulèvent un bouillon blanc qui tranche sur le sable noir de la grève. Flash du sublime noir et blanc du *Stromboli* (1950) de Rossellini. Un filin orange vole vers le quai. Une douzaine de piétons s'échappent, aucune voiture ne descend. A Stromboli, seuls les triporteurs Piaggio avec leurs roues en dedans se faufilent dans les ruelles pavées de pierre volcanique, écorchant les murs chaulés de blanc.

Dans un bruit d'explosion très assourdi, un panache roux s'envole au-dessus du sommet, 900 mètres plus haut. Iddu (« lui » en sicilien) fait ça depuis plusieurs

centaines de siècles, c'est le seul volcan d'Europe en activité continue. Ces derniers temps, c'est 300 fois par jour. Les îliens mal réveillés qui attendent sur le quai n'ont pas cillé. Ils vivent sur un cône rempli de magma dont la base repose à 2 000 mètres sous la surface des eaux.

L'île volcanique rend zen, c'est comme ça. Giorgio Napolitano vient s'y reposer de la politique quinze jours par an. Contrairement à Dolce ou Gabbana qui arrivent en yacht, le président de la II^e République italienne débarque de la *Laurana* à l'aube, pimpant derrière ses Ray-Ban. Stromboli, dit-il, lui offre « un détachement et un abandon profonds ». Il a 88 ans et vient d'être reconduit pour un septennat.

Face au débarcadère, il y a un tamarinier et, sous son ombre douce, six fauteuils de plastique rouge. Entre deux gorgées d'expresso réglisse, le jour réveille le parfum des fleurs de citronnier. Les plaques d'immatriculation des tricycles disent : Palerme, Sicile.

Le cratère, là-haut, fume jour et

nuit. C'est là que les héros de Jules Verne ont émergé discrètement après leur voyage au centre de la Terre (à cause de « l'esprit superstitieux des Italiens », ils avaient peur de passer pour « des démons vomis du sein des enfers »).

Chaque fin d'après-midi, sauf quand la météo fait trop la tête,

Une coulée de lave très brillante descend vers la mer. La beauté augmente à mesure que l'obscurité se fait

une chenille humaine quitte la place de l'église : une centaine de randonneurs sont autorisés à monter jusqu'au cratère et à y séjourner une heure. Les groupes sont rangés par langue. Chacun son guide. Mario, c'est l'anglais. Régulièrement, Mario interrompt la grimpe pour un petit discours, le temps de laisser la sueur sécher sur les visages.

Si le sirocco ne voilait pas l'horizon de jaune, on verrait toutes les côtes sud de l'Italie, de la Calabre à la Sicile : comme un immense amphithéâtre dont Stromboli, le « phare de la Méditerranée », serait le centre, et d'où 7 000 ans de civilisation nous regardent. On s'est battu ici avant l'âge de bronze pour l'obsidienne, la pierre de verre dont on faisait les couteaux.

Mario jure que le sentier sablonneux où les semelles impriment aujourd'hui le logo Quechua a été tracé par les Grecs. Dans *L'Odyssée*, Ulysse arrive à Stromboli après avoir échappé à la colère du cyclope Polyphème et se fait recevoir par Eole, qui lui fait cadeau de l'outre des vents.

Quelques siècles plus tard, Pliny l'Ancien décryptait déjà les fables d'Homère : « On assure que, par l'inspection de la fumée du volcan, les habitants prédisent trois jours à l'avance les vents qui vont souffler ; de là l'opinion que les vents obéissent à Eole. » Pliny, le premier encyclopédiste, s'intéresse tellement aux volcans qu'il disparaît en 79, en allant étudier de



trop près l'explosion du Vésuve.

Ami-parcours, le maquis de cystes laisse la place à la pierre nue, aux scories. Seules quelques touffes de graminées rêches résistent aux bombes incendiaires du volcan. Un panneau en cinq langues interdit depuis de poursuivre sans guide. La version française indique : « Attention ! Ne pas dépasser celui limite sujet à éboulement et à èlevé risque vulcanique ! » L'accent est grave, la sanction de 500 €.

Carnet de route

Y aller Liaisons bihebdomadaires par ferry de nuit (Siremar) depuis Naples. Réservations possibles sur Ferriesonline.com (demander une cabine « extérieur » pour avoir un hublot). Départ de Naples les mardis et vendredis à 20 heures. Des ferries ou des *aliscafi* (plus rapides) partent chaque jour de Milazzo (accessible en bus depuis Palerme ou Catane).

La saison Entre mi-avril et mi-novembre. Les mois de mai et d'octobre, plus calmes (et moins chers), sont très appréciés des connaisseurs.

Le volcan Le guide est obligatoire (25 euros par personne). Plusieurs agences proposent l'ascension.

Elles se trouvent sur la place de l'église, ainsi qu'un loueur de matériel de randonnée. Réservation conseillée en saison. Si vous ne montez pas, le plus beau point de vue est le restaurant L'Osservatorio, à une heure de marche environ du débarcadère (sublime vue sur les explosions la nuit). Des tours en barque vers la Sciar del Fuoco sont aussi proposés à la nuit tombée.

De son bâton, Mario dessine des schémas sur le sable noir. Le volcan est « like one bottle of Dom Perignon » : les gaz dissous dans le magma forment des bulles qui explosent en remontant à la surface. Le volcan a trois bouches actives, au-dessus de son versant nord-est, d'où la lave s'écoule parfois jusqu'à la mer : c'est « la Sciar del Fuoco », la rue du feu en sicilien. Mario tente un parallèle avec la charia, qui se prononce presque pareil, mais personne ne comprend.

Il conclut que le volcan est imprévisible, comme une personne : « Tout le monde a ses mauvais moments ». Pendant le tournage de *Stromboli*, en 1949, Ingrid Bergman disait de Roberto Rossellini, son amant clandestin : « Sa violence peut être comparée à celle du volcan que nous avons dans le dos. »

On arrive au sommet peu avant que le soleil disparaisse. Le cratère est d'un noir de suie. De petites fontaines de lave jaillissent à flots presque continus. Toutes les dix à quinze minutes, une explosion, très bruyante, projette une grande masse de lave à plusieurs dizaines de mètres de haut. La chaleur irradie un instant, faisant oublier le vent frais.

Une coulée de lave très brillante descend vers la mer. La beauté augmente à mesure que l'obscurité se fait. Mais le temps est écoulé. « Il nous a dit bye-bye », dit Mario après une belle explosion. Il est temps d'allumer les lampes frontales et de descendre à grandes enjambées dans le sable fluide comme une neige de printemps.

Quelques jours plus tard, la *Laurana* quitte Stromboli à la nuit tombée. bercé par le roulis, on se laisse hypnotiser, les yeux fixés sur le volcan dont la silhouette se fond dans l'obscurité. On résiste au sommeil en imaginant ce cône gigantesque, haut de 3 000 mètres, dont seul le tiers supérieur est émergé. Une gerbe sanguine jaillit en silence. En retombant, les bombes incandescentes dessinent un cône lumineux, perché en plein ciel. ■

Patrick Allard : « Un véritable volcan-laboratoire »

Stromboli (Sicile) Envoyé spécial

Le Stromboli paraît ronronner avec ses panaches de fumée qui scandent la journée comme les jets de vapeur d'une locomotive. Mais le volcan a d'autres armes plus violentes, dont certaines sont fatales.

Sans prévenir, il peut cracher de la lave à plusieurs kilomètres de hauteur, expulser de grandes quantités de lapilli, de pierre ponce ou de cendre, lancer des « bombes » incandescentes qui incendient les buissons et détruisent parfois des maisons. Les explosions peuvent s'accompagner d'ondes de choc violentes.

En 1930, une explosion très puissante a détruit des vignobles et des maisons, et tué quatre personnes, accélérant l'émigra-

tion des îliens vers l'Australie et les États-Unis.

Le 30 décembre 2002, un glissement de terrain de plusieurs millions de mètres cubes a déclenché un mini-tsunami qui a détruit plusieurs maisons du village de Stromboli. Depuis l'explosion paroxysmale de mai 2003, l'interdiction de gravir le volcan sans guide au-dessus de 400 mètres d'altitude et de passer la nuit au sommet est strictement appliquée. Le volcan est plus étroitement surveillé et la connaissance de ses « humeurs » a beaucoup progressé. Le volcanologue Patrick Allard, qui a beaucoup étudié les volcans siciliens, explique comment.

« Stromboli est un volcan mythique pour son activité éruptive permanente depuis environ mille quatre cents ans, avec des

explosions périodiques toutes les dix-quinze minutes, et des coulées de lave occasionnelles. Il produit de temps en temps des explosions beaucoup plus violentes, d'intensité « majeure » (deux ou trois par an) à « paroxysmale » (une tous les cinq à dix ans), qui sont potentiellement mortelles pour tout volcanologue ou touriste présent dans la zone sommitale. »

Des instruments nouveaux

C'est en analysant la ponce, riche en gaz, émise lors des explosions, que les scientifiques ont réussi à prévoir l'activité du volcan. « En étudiant la ponce, on a pu démontrer que les explosions sont engendrées par une accumulation de magma très fluide et de CO₂ sous pression, à grande profondeur (jusqu'à 10 km), qui remontent rapidement et libèrent

brutalement de grosses poches de gaz. La surveillance automatique des gaz sommitaux depuis 2007 a permis de détecter des augmentations anormales de CO₂, quelques jours avant ces explosions paroxysmales, alors que les enregistrements sismiques ne détectent des signaux « anormaux » que quelques heures à peine avant. »

Depuis l'éruption de 2002-2003, Stromboli est surveillé avec des instruments nouveaux, dont certains sont testés ici : réseau de sismographes, suivi des déformations de l'édifice par différents capteurs GPS et inclinométriques, surveillance automatique des émissions gazeuses. Les données sont transmises en temps réel au centre de surveillance local et aux observatoires de Catane, Naples et Palerme.

« Stromboli est un véritable

volcan-laboratoire qui peut nous apprendre des tas de choses nouvelles sur le fonctionnement des volcans. Il bénéficie d'un accès relativement aisé et de conditions climatiques favorables aux mesures une bonne partie de l'année. Deux limites cependant : premièrement, c'est une île étroite – le sommet émergé d'un volcan sous-marin haut de près de 3 000 mètres depuis le plancher océanique –, ce qui ne permet pas d'avoir des réseaux suffisamment larges pour pouvoir sonder ses entrailles à plus grande profondeur ; et, deuxièmement, ses explosions paroxysmales inattendues, difficiles à prévoir encore aujourd'hui, constituent un risque énorme pour les instruments et les personnes dans la zone sommitale ! » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. B.

CHARLIE BUFFET

La « Tsarine » Isinbayeva suspend son vol

Après son troisième titre mondial, devant son public, la perchiste russe s'accorde une pause

Athlétisme

Moscou
Envoyé spécial

Une barre victorieuse à 4,89 m, la « Tsarine » Yelena Isinbayeva n'avait plus sauté aussi haut en plein air depuis le 28 août 2009 et son record du monde à 5,06 m enregistré lors de la Golden League à Zurich. Double championne olympique (2004 et 2008), la perchiste russe de 31 ans n'avait plus gagné de grande compétition depuis les Jeux de Pékin, avant ce troisième titre mondial, mardi 13 août.

Au troisième échec de la Cubaine Yarislei Silva, elle envoie un baiser au public moscovite en ébullition, sur l'écran géant du stade Loujniki. La championne enserrme alors son vieux mentor, Yevgeny Trofimov, qu'elle a retrouvé il y a deux ans après l'avoir abandonné à la suite des Mondiaux de 2005 pour rejoindre Vitaly Petrov, ancien entraîneur de Sergéï Bubka.

Sous les yeux du champion ukrainien, avec lequel elle a eu une relation amoureuse, elle se lance dans un tour d'honneur grandiose, grand moment d'extase populaire qui relègue la star de l'athlétisme mondial, Usain Bolt, dans la quasi-confidentialité.

Showgirl et ancienne gymnaste de haut vol, elle enchaîne enfin trois sauts périlleux arrière sur la piste bleue. « La foule, ce soir, est la meilleure que j'aie jamais vue. C'est ma maison, c'est comme si j'étais chez moi », a d'ailleurs reconnu la native de Volgograd.

Pierre-Ambroise Bosse, finaliste heureux du 800 m

Mardi 13 août, le champion d'Europe espoir Pierre-Ambroise Bosse s'est montré encore un peu tendre en finale du 800 m, remporté par l'Éthiopien Mohammed Aman. Le Français de 21 ans se classe à la 7^e place : « Je les ai tous sentis très forts. Un petit complexe d'infériorité qui m'a coûté cher. »

Finaliste pour sa première participation à un grand rendez-vous, il a tout de même réussi ses Mondiaux. « Il ne faut pas se mentir, je suis un enfant, je n'ai même pas de barbe. Mais l'enfant, à un moment donné, va grandir. Je pense que, maintenant, ils me craignent un peu. C'est ce que je voulais sur ces championnats », a déclaré le licencié de Gujan-Mestras en Gironde.



Yelena Isinbayeva, 31 ans, a conquis le titre avec une barre à 4,89 m, mardi 13 août, à Moscou. Y. KADOBNOV/AFP

« Si nous avions eu les Jeux olympiques l'an dernier à Moscou, les résultats auraient été différents », ajoute celle qui n'a pu s'emparer que de la médaille de bronze en 2012 à Londres.

L'athlète au caractère bien trempé revient en effet du néant. À partir de 2009, elle traverse une période de désillusions, ponctuée de blessures, de maladies et d'échecs cinglants, notamment aux Mondiaux de Berlin et de Doha. « J'ai eu tellement de blessures dans ma préparation, je me suis dit souvent que c'était peut-être le moment de s'arrêter car, vous savez, quand le corps ne répond plus... Je suis vraiment fière de montrer que Yelena Isinbayeva est de retour, et que ce n'est pas fini, lance la diva. J'ai fait vingt-huit records du monde, trois titres mondiaux, je ne sais pas combien de titres en salle, je ne suis pas sûre que beaucoup de femmes aient un tel palmarès. »

Ambassadrice pour les prochains Jeux d'hiver à Sotchi en 2014, l'idole russe met sa carrière entre parenthèses pour construire sa vie de femme. « Je stoppe pour avoir un enfant l'année prochaine, et j'essaierai de revenir pour les Jeux de Rio, si tout va bien. À Sotchi,

je serai peut-être enceinte et marcherai comme un pingouin », ajoute-t-elle, rayonnante. Son compagnon de route, Yevgeny Trofimov, cheveux et moustache grisonnants aux faux airs de Burt Reynolds, respire la sérénité quelques minutes après le sacre de sa protégée. « J'ai su il y a quinze jours que ça allait bien se passer. Seule une blessure pouvait la freiner. Ce matin, au petit déjeuner, ses yeux étaient clairs et il n'y avait pas de doute dans son regard, confie celui qui s'est occupé d'elle dès ses 15 ans. Ce break, c'est sa décision. Je l'attendrai toujours. Je crois qu'elle peut revenir. »

« C'est Cruella »

Pour la nouvelle génération, Yelena Isinbayeva reste la référence sportive. La finaliste française Marion Lotout se montre admirative : « Ses records, ses sauts à plus de 5 m, c'est la "Tsarine". Elle est dans son monde, seule sous sa serviette. » Pour Jean-Claude Perrin, c'est une athlète hors norme. « Gymnaste exceptionnelle, elle a un temps de perche et des positions dans l'espace que l'on ne trouve que chez les hommes, à l'image de sa ceinture scapulaire que très peu à 5,50 m

possèdent », explique l'ancien entraîneur du champion olympique Pierre Quignon.

Peu réputée pour sa gentillesse et sa sociabilité, Yelena Isinbayeva ne laisse pas indifférente. « C'est Cruella. Elle n'est pas très sympa, pas très appréciée et n'a jamais rien fait pour », juge Jean-Claude Perrin.

Véritable business girl, signataire d'un contrat à 7,5 millions de dollars par an en 2009 avec l'équipementier chinois Li Ning, la perchiste est peut-être aussi victime de sa célébrité. « Hypermédiatisée, elle a explosé à un moment. Est-elle hautaine à l'excès ou simplement victime ? Elle me paraît plus gênée que dédaigneuse », pense pour sa part Damien Inocencio, l'ancien entraîneur de Renaud Lavillenie.

Seule perchiste féminine au-delà des 5 m, la tsarine n'est pas près d'être imitée ou dépassée. Le nouvel entraîneur de l'espoir suédois Angelica Bengtsson, recordwoman du monde junior, tranche : « Il faudrait une fille incroyable. Ce n'est pas demain la veille que l'on verra une athlète à cette hauteur. La bagarre se jouera autour de 4,90 m. »

ANTHONY HERNANDEZ

STARTING-BLOCK | CHRONIQUE

PAR PIERRE-JEAN VAZEL

Le 400 m, tour de souffrance

Corps désarticulés, allongés ou titubants, l'arrivée du 400 m ressemble parfois à une scène de carnage. LaShawn Merritt, vainqueur, mardi 13 août, aux Mondiaux de Moscou, en 43''74, de la course réputée être la plus douloureuse des épreuves d'athlétisme, a certainement moins souffert que les perdants...

La veille, quelques minutes après avoir remporté sa demi-finale en 44''81 en donnant une impression d'insolente facilité, le champion du monde et olympique en titre, Kirani James, épuisé, tentait de reprendre son souffle en zone mixte : « Même les séries font mal, même en courant à près d'une seconde de son record ! En championnat, on est tout là pour la même chose, donc il faut se donner à chaque tour. » En finale, le Grenadin a souffert le martyr dans le dernier hectomètre, passant de la 2^e à la 7^e place, lâché par son rival LaShawn Merritt. Le coach de l'Américain, Loren Seagrave, décrit cette course particulière qui fait monter des douleurs dans toutes parties du corps au même moment : « Les jambes brûlent, les poumons suffoquent, la tête est prête à exploser... »

Un tel effort exige un entraînement construit autour de la tolérance à la douleur. « La préparation mentale est la plus souvent accomplie par l'athlète lui-même. Les spécialistes de 400 m sont naturellement plus durs au mal que les autres, c'est d'ailleurs ce qui empêche beaucoup de sprinteurs de monter sur le tour de piste. »

Les séances contiennent des courses simulant l'effort demandé sur le 400 m. Mais pas seulement. « Les recherches de ces cinq dernières années montrent que la composante "aérobie" est beaucoup plus importante que ce qu'on croyait », explique Seagrave. L'amélioration de la capacité du système cardiovasculaire permettrait de reculer le seuil de fatigue en course.

C'est déjà ainsi que s'entraînaient les Russes, d'après ce que m'avait expliqué Olga Bukharina il y a quelques années. Ancienne sprinteuse dans les années 1960, elle était l'entraîneur d'Olga Nazarova et de Maria Pinigina, membres du relais 4 x 400 m toujours détenteur du record du monde depuis les Jeux olympiques de 1988. Immigrée au Texas, elle a ensuite coaché des athlètes jamaïcains, dont l'ancienne championne nationale du 400 m, Juliet Cam-

pbell. Elle aimait donner une séance spécifique qui consistait en une course de 300 m, « et une fois la fatigue accumulée, terminer les derniers 100 m en montant les genoux pour cibler là où ça fait mal ». Ou tester les coureurs sur 500 m pour explorer l'au-delà de la douleur. Le travail d'aérobic prenait aussi une large place, avec des 6 x 400 m séparés par des lents footings de plus en plus courts. « Avec toutes les courses longues et lentes, il faut faire attention à ne pas détériorer l'explosivité des coureurs », prévient Seagrave. Merritt a commencé sa saison 2013 par des 200 m, Kirani James ne pratique le demi-tour de piste que rarement, mais on estime qu'il serait d'un niveau proche de son rival en vitesse pure.

Mémoire défaillante

Ce compromis entre vitesse et endurance, le Russe Viktor Markin, héros surprise des Jeux de Moscou en 1980, l'avait trouvé. Il était sorti de nulle part en améliorant son record de 2''60 pour remporter le titre du 400 m en 44''60, record national toujours d'actualité. Son volume d'entraînement avait augmenté à la fois en vitesse et en endurance dans des proportions identiques : 42 %. Les tests biologiques montraient qu'il avait acquis – comment ? – la capacité de courir plus vite à chacune des allures demandées au cours de cette saison sans produire davantage de déchets organiques. Il était devenu, le temps d'un été, le parfait coureur de 400 m.

Kirani James, lui, semble être parti pour durer, peut-être grâce à sa mémoire défaillante : « Après chaque course, la douleur s'oublie peu à peu. On finit par ne plus se souvenir à quel point on a eu mal, c'est comme ça qu'on recommande... » A seulement 20 ans, celui qui a déjà tout gagné n'a pourtant pas encore la maîtrise tactique que vient d'acquiescer LaShawn Merritt, irrésistible en fin de course. Selon son coach, « il comprend désormais comment mieux distribuer son effort sur le tour de piste et moins souffrir dans la dernière ligne droite ». Plus fort que tous ces moyens tactico-techniques, Loren Seagrave connaît un antalgique très puissant : « On a beaucoup moins mal quand on gagne la course ! »

Pierre-Jean Vazel est entraîneur d'athlétisme depuis 2004. Il a notamment coaché Christine Arron.

La Belgique mise sur le Mondial 2014 pour oublier les affres de la vie politique

Les Diables rouges, qui affrontent les Bleus, mercredi 14 août, en match amical, présentent l'image d'une équipe solidaire et motivée

Football

Bruxelles
Correspondant

De 40 000 à 50 000 personnes sont attendues, mercredi 14 août, au stade Roi-Baudouin, à Bruxelles, pour le match amical Belgique-France : du jamais-vu dans un pays qui désespérait de retrouver une équipe nationale, alors même que la nation belge elle-même tanguait, attaquée par un mouvement indépendantiste flamand qui n'est plus seulement cantonné à l'extrême droite.

Les excuses de Nasri scellent son retour chez les Bleus

Pour son retour en équipe de France après un an d'absence, Samir Nasri a présenté ses excuses. Le milieu de Manchester City avait été suspendu pour trois matches en raison de son comportement à l'Euro 2012, au cours duquel il avait insulté la presse. « Je tiens encore une fois à m'excuser, je n'ai pas eu un

comportement exemplaire, je n'ai pas géré les choses comme il le fallait », a déclaré, lundi 12 août, le joueur, convoqué par Didier Deschamps pour le match amical contre la Belgique, mercredi. Le sélectionneur rappelle aussi le défenseur Eric Abidal, 33 ans, opéré à deux reprises d'une tumeur au foie.

Absents de l'Euro 2012 et des Coupes du monde 2006 et 2010, les Diables rouges avaient plongé dans les profondeurs du classement mondial de la FIFA. Les entraîneurs successifs – le Néerlandais Dick Advocaat, les Flamands René Vandereycken et Georges Leekens – paraissent incapables de réveiller l'ardeur et la cohésion d'un groupe sans jeu et sans âme.

Un homme, Marc Wilmots, 44 ans, nommé entraîneur fédéral en juin 2012, sera parvenu en l'espace d'un an à redresser la barre : l'ancien demi-offensif, ex-joueur du Standard de Liège, des Girondins de Bordeaux et de Schalke 04

aura rapidement fait oublier qu'il était francophone, ce qui n'est jamais un avantage à ce niveau de responsabilités. Carré, direct, voire un peu fruste, l'ancien international devenu, un temps, sénateur du Parti libéral a replacé les Diables dans le Top 10 du football mondial et suscite désormais beaucoup d'espoir : sauf catastrophe, l'équipe devrait se qualifier pour le Mondial 2014. Elle est en tête du classement du groupe A, où elle affronte notamment la Croatie et la Serbie. Et le public de se remémorer la campagne mexicaine de 1986, avec une place en demi-finales.

Talents reconnus

À la faveur d'une série de victoires, obtenues grâce à un jeu plus réaliste que chatoyant, les sponsors des Diables se bousculent de nouveau au portillon, le public a repris le chemin du stade et les joueurs semblent enfin heureux d'être sélectionnés. Si Marc Wilmots a « la niaque et l'assentiment de tout le vestiaire », comme le dit Alain Courtois, ancien secrétaire général de l'Union belge de foot et



Le sélectionneur des Diables rouges, Marc Wilmots (à droite), avec Edén Hazard à l'entraînement, mardi 13 août à Bruxelles. BRUNO FAHY/AFP

premier adjoint au maire de Bruxelles, il a aussi à sa disposition un groupe de qualité. Le « coach », comme il se définit lui-même, dispose d'un vaste choix entre des joueurs pour la plupart exilés dans les championnats anglais, néerlandais ou espagnol. Souvent très jeunes, Edén Hazard (Chelsea),

Marouane Fellaini (Everton), Axel Witsel (Zenit Saint-Petersbourg) ou le gardien Thibaut Courtois (prêté par Chelsea à l'Atlético Madrid) sont des talents reconnus.

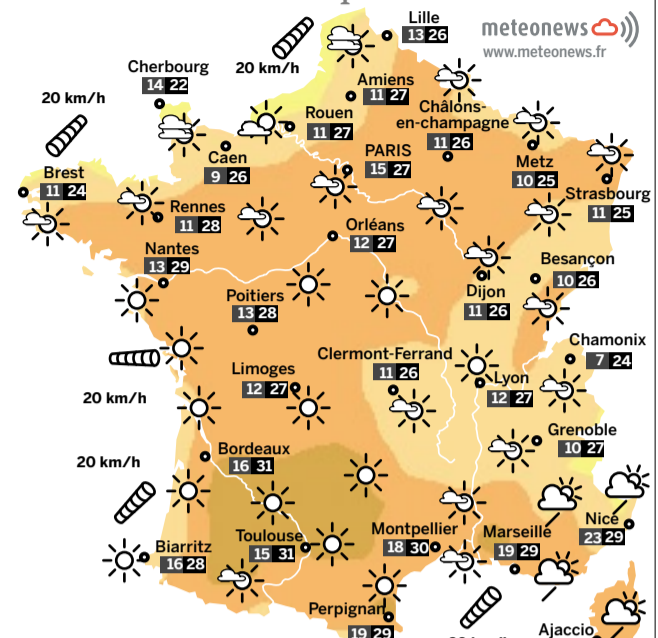
Le vrai leader et le superstar du groupe est toutefois le défenseur central Vincent Kompany, 27 ans, capitaine de Manchester City. Sorti

des quartiers bruxellois, il semble avoir tout pour lui : le talent, l'image, le bilinguisme français-néerlandais (indispensable pour se faire apprécier de la presse flamande), le sens du marketing. Affirmant « vouloir rendre ce qui lui a été donné », le jeune homme « incarne un certain patriotisme », ose Alain Courtois.

Sur les réseaux sociaux, il s'est positionné en faveur de la solidarité nationale et, de ce fait, comme un adversaire du courant séparatiste. À l'instar de certains observateurs, M. Courtois pense, en tout cas, qu'en cas de qualification pour le Mondial, l'équipe nationale redonnera un vrai facteur de cohésion. « Ne mésestimons pas l'effet médiatique, mais aussi politique, d'une qualification qui occupera tous les esprits en mai 2014 », souligne l'ancien responsable de la fédération. Mai 2014, date d'élections fédérales et régionales, présumées cruciales pour l'avenir du royaume. Elles devront confirmer, ou infirmer, les pronostics quant au caractère inexorable de la marche flamande vers l'indépendance. ■

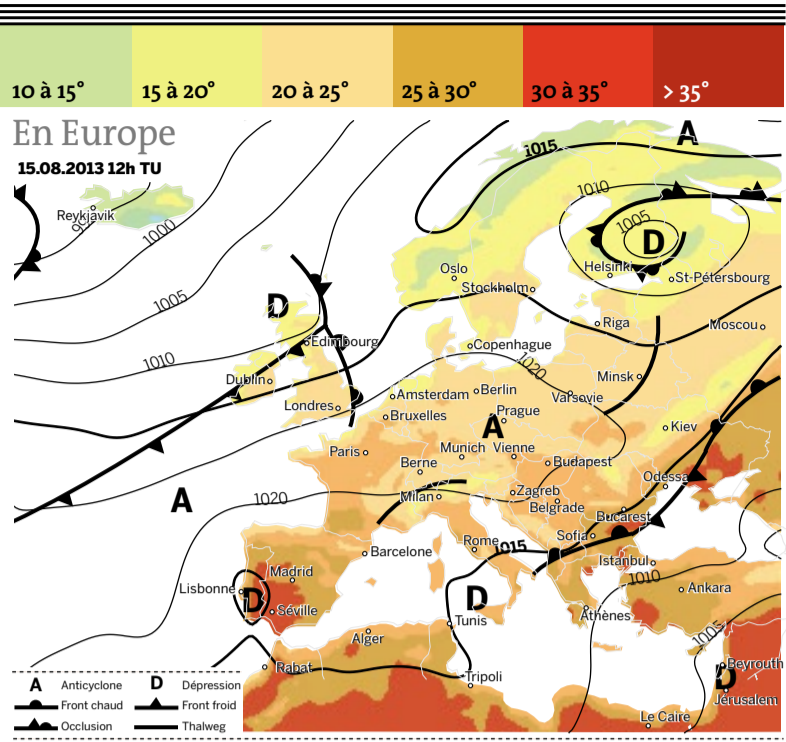
JEAN-PIERRE STROOBANTS

Jeudi 15 août
Retour de la chaleur pour tout le monde
meteonews
www.meteonews.fr



Températures à l'aube 1 23 l'après-midi
Saint Alfred
Coefficient de marée 54/51
Lever 06h42
Coucher 21h05

Table with 3 columns: Jours suivants, Samedi, Dimanche, Lundi. Rows for Nord-Ouest, Île-de-France, Nord-Est, Sud-Ouest, Sud-Est.



Chine Le typhon Utor perdra en intensité dans les terres
En Europe
Amsterdam, Athènes, Barcelone, Belgrade, Berlin, Brno, Bruxelles, Bucarest, Budapest, Copenhague, Dublin, Edimbourg, Helsinki, Istanbul, Kiev, La Valette, Lisbonne, Ljubljana, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, Nicosie, Oslo, Prague, Reykjavik, Riga, Rome, Sofia, Stockholm, Tallin, Tirana, Varsovie, Vienne, Vilnius, Zagreb, etc.

Et si Dieu était une femme ?
dans Le Monde DES RELIGIONS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les jeux
Mots croisés n° 13-192

Crossword puzzle grid with 12 columns and 10 rows.

Horizontalement
I. Se glisse parfois à tort dans les grilles des mots croisés. II. Belle de la Côte. Tireras de toutes ses forces. III. A de plus en plus de mal à s'approvisionner. Est conscient. IV. Au centre de l'atrium. Monstres de papier. Prépare les commis de l'Etat. V. Connue pour sa toile et ses sables. Protecteur du clan. VI. Ignoble. Plate dans les fonds, plate dans le plat. VII. Chargé des dépêches. Démonstratif. VIII. La moitié de la part. Pompe pontificale. On y soigne et on y enseigne. IX. Conduiras à distance. X. Affluent du Rhône. Sans artifice.

Solution du n° 13 - 191
Horizontalement
I. Modus vivendi. II. Ebéniste. Eon. III. MST. Ergots. IV. Otages. Genet. V. Rira. Pals. VI. Anticipation. VII. Nérée. Ace. Ut. VIII. DEA. Laie. Léa. IX. Noël. OESN. X. Matérialiste.

Sudoku n° 13-192

Sudoku puzzle grid with numbers 1-9.

Réalisé par Yan Georget

Euro Millions

Résultats du tirage du mardi 13 août.
5, 17, 20, 47, 50, 1★ et 4★
Rapports : 5 numéros et ★★ : pas de gagnant ; 5 numéros et ★ : 1 218 458,40 € ; 5 numéros : 101 538,20 € ; 4 numéros et ★★ : 7 252,70 € ; 4 numéros et ★ : 222,90 € ; 4 numéros : 106,30 € ; 3 numéros et ★★ : 72,90 € ; 3 numéros et ★ : 15,70 € ; 3 numéros : 12,50 € ; 2 numéros et ★★ : 22,40 € ; 2 numéros et ★ : 8,30 € ; 2 numéros : 4,00 € ; 1 numéro et ★★ : 11,60 €.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Livre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

MONDE diplomatique
www.monde-diplomatique.fr
AOÛT 2013

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
Sortir de l'euro ? par Frédéric Lordon
Le marketing sonore envahit les villes par Juliette Volcler
Nelson Mandela par Achille Mbembe
Chez votre marchand de journaux, 28 pages. - 5,40 €

L'Iran doit être intégré à toute discussion sur l'avenir du Moyen-Orient

François Géré

Président de l'Institut français
d'analyse stratégique

Comme tout homme politique qui arrive aux affaires, Hassan Rohani, le nouveau président iranien, doit en priorité se pencher sur la situation intérieure de son pays. Il lui faut apaiser un mécontentement social général engendré par huit ans de lamentable gestion économique. Quand bien même les sanctions ne sont pas les causes de cette situation, elles l'ont considérablement aggravée. Le redressement suppose un environnement international apaisé, sinon pacifique. Le président doit donc traiter deux dossiers internationaux : le nucléaire militaire et la Syrie.

Or, le président iranien a subi sa première épreuve sur la scène internationale. Elle porte sur l'existence de l'Etat d'Israël. A une première déclaration prétendument mal traduite est venu se substituer un démenti. Traduction est trahison. Mais qui a trahi ? Aurait-on voulu, à Téhéran

même où il ne manque pas d'adversaires, mettre M. Rohani dans l'embarras. Ainsi pourra-t-on en fonction de l'usage que l'on entend faire de ses propos transformer le nouveau président en piètre successeur d'Ahmadinejad ou en modéré qui a réduit le niveau de l'agressivité et revient ainsi à la tonalité de M. Khatami. Le président recherche-t-il à l'égard d'Israël une ambiguïté politico-stratégique qui somme toute s'adapterait bien à la posture israélienne ?

Périodiquement, les chefs du gouvernement hébreu font une déclaration de rappel laissant entendre qu'Israël dispose de l'arme atomique (depuis plus de vingt ans, on crédite Israël de 150 à 200 charges nucléaires), mais sans l'avoir, tout en l'ayant, si nécessaire. A bon entendeur, salut ! Tout particulièrement salut à ceux qui seraient tentés par l'aventure de la bombe, comme l'Irak (raid de destruction d'Osiraq en 1981), la Syrie (bombardement de 2007) et plus gravement aujourd'hui l'Iran, désigné comme cible d'une potentielle opération fortement controversée.

Depuis un an, M. Nétanyahou s'adonne au jeu de la « ligne rouge ». Ce vieux « machin » diplomatique qui avait fait la preuve de son inutilité et de sa nocivité

durant la guerre froide est revenu à la mode, faute d'imagination sans doute. Le président Obama a repris cette rhétorique dans l'éventualité de l'utilisation des armes chimiques en Syrie. Or le gaz sarin a été utilisé, preuves à l'appui. Que font ensuite les Etats-Unis ? Bien peu. Poser

Il convient de donner un siège à toutes les parties. Ne serait-ce que pour faire état de leur malveillante obstruction

une ligne rouge s'avère finalement plus dangereux pour soi que pour l'adversaire. Car c'est s'engager à la faire respecter. Y manquer revient à suggérer une aboulie politique durablement dommageable.

L'Iran est devenu un Etat du seuil. Il lui est possible, s'il le décide, de fabriquer quelques armes nucléaires rudimentaires en peu de temps. Or Téhéran entend conserver ce rang sans chercher à aller au-delà. Il en résulte un jeu pervers avec le seuil qui explique la confusion apparente des négociations sans cesse avortées de

ces dernières années. Car, derrière ces palabres, les adversaires visent à enterrer durablement toute capacité militaire nucléaire de l'Iran. Ce que les dirigeants iraniens, toutes tendances unifiées, refusent.

Il serait en effet avantageux pour Téhéran d'acquiescer à une posture stratégique nucléaire proche de la symétrie avec Israël. Cela permettrait de faire quasiment jeu égal sur le plan diplomatique ; cela créerait une ambiguïté dans la région ; cela compliquerait singulièrement le fondement des alliances, les postures de chacun des acteurs régionaux et celle de leurs alliés notamment les Etats-Unis.

A vrai dire, ce scénario a été traité par le Pentagone. Grâce à une dissuasion nucléaire élargie et à une défense antimissile régionale vendue à grands frais, les Etats-Unis peuvent se présenter comme l'ultime bouclier face à un Iran potentiellement nucléaire. « Paix improbable, guerre impossible », la formule de Raymond Aron pour caractériser la guerre froide pourrait s'appliquer au Moyen-Orient, créant ainsi une stabilité relative.

Le second test des intentions du président Rohani ne tolère pas la même ambiguïté, car il s'agit de l'engagement à l'égard de la Syrie. L'Iran veut-il contribuer

à stabiliser le conflit, en évitant un éclatement territorial de la Syrie (et du Liban) ? Ou bien Téhéran cherche-t-il un embrasement dont le résultat final, avec la victoire du Hezbollah et de Bachar Al-Assad, lui serait favorable ? La meilleure façon de prendre la mesure de la volonté du nouveau président est donc de voir ses cartes lors de l'improbable conférence de Genève, quand bien même on serait sans illusion sur le succès final d'une paix en Syrie.

Prétendre tenir l'Iran en dehors de ce dialogue constituerait une faute diplomatique d'une arrogance naïveté. Il convient de donner un siège à toutes les parties directes et indirectes. Ne serait-ce que pour faire état de leur malveillante obstruction. Le cœur de la partie se situe donc au croisement entre la fin de la guerre en Syrie et la position nucléaire de l'Iran. Terminer la guerre ici, la rendre inutile là-bas. Tels sont les objectifs utiles. Il va sans dire que l'issue aura un impact considérable sur les relations avec Israël.

M. Nétanyahou a déclaré : « M. Jalili [diplomate proche du Guide suprême, Ali Khamenei] était un loup déguisé en loup. M. Rohani est un loup déguisé en agneau. » Benjamin Nétanyahou serait-il un agneau déguisé en... agneau ? ■

Il faut d'urgence parler du genre à l'école L'égalité hommes-femmes est à ce prix

Collectif

Les contempteurs français des études sur le genre craignent par-dessus tout que les découvertes de ce champ de recherche ne trouvent une traduction à l'école. C'est un paradoxe. En effet, si les normes de masculinité et de féminité sont si naturelles, pourquoi craindre à ce point que la différence des sexes ne soit plus systématiquement inculquée aux esprits jeunes et influençables ? N'est-ce pas de toute façon encore le cas dans les manuels d'école primaire ? Si la division des rôles sociaux entre hommes et femmes, par exemple dans la famille contemporaine, découle des gènes, des hormones ou d'un décret divin, cet arsenal de représentations par lesquelles on contraint les enfants à leur future place dans la division des sexes ne se révèle-t-il pas bien inutile ?

En réalité, les conservateurs « pour tous » en sont tout à fait conscients : on enseigne déjà le genre aux enfants. Et si on ne le leur apprenait pas, sans doute ces derniers ne l'inventeraient-ils pas. La peur que suscite, chez les opposants à l'imaginaire « théorie du genre », l'étude des mécanismes de production des normes de comportement et des inégalités entre les sexes ne repose donc pas sur un désaccord empirique : ils savent bien que ces mécanismes existent, puisqu'ils cherchent à les défendre. Ils préféreraient juste qu'on n'en parle pas et surtout qu'on ne les étudie pas. Les « antigénistes » sont donc les meilleurs défenseurs du « genre », non en tant que champ scientifique, mais en tant que rapport de pouvoir. Sur le plan des idées, pourtant, leur combat est perdu d'avance, puisqu'il leur faut faire parler du genre pour dire qu'il ne faut pas en parler.

Les approches en termes de genre plongent leurs racines dans les réflexions pionnières de l'anthropologue Margaret Mead dans les années 1930, puis de la philosophe Simone de Beauvoir à la fin des années 1940, bien que ni l'une ni l'autre n'aient eu recours au concept. C'est dans les années 1960 que le sexologue John Money et le psychanalyste Robert Stoller, qui travaillent respectivement sur l'hermaphrodisme et la transsexualité, théorisent la distinction entre « sexe » et « genre ». Le « sexe » est anatomiquement déterminé, alors que le « genre » désigne l'expérience contingente de soi comme homme ou femme.

Il faut toutefois attendre le début des années 1970 pour que s'opère la jonction entre la distinction sexe/genre et la critique féministe. La sociologue britannique Ann Oakley se réapproprie cette distinction dans une perspective de remise en question de la hiérarchie hommes/femmes : le sexe renvoie à la partition biologique mâle/femelle, alors que le genre désigne la distinction culturelle entre les rôles, les attributs et les identités des hommes et des femmes. Le concept de genre devient un nouvel instrument pour révéler les multiples opérations sociales par lesquelles les différences et inégalités entre les sexes sont produites et reproduites.

En France, la distinction sexe/genre est pourtant elle-même remise en question dès la fin des années 1980. La sociologue Christine Delphy reconnaît ainsi que l'opposition entre sexe (biologique) et genre (social) a permis de rompre avec l'idée que le genre serait déterminé par le sexe. Mais cette manière de penser reste empêtrée, selon elle, dans la croyance

que le sexe est une évidence naturelle, donnée a priori. Il n'est pas question de nier, bien évidemment, l'existence matérielle des corps et des attributs anatomiques statistiquement corrélés au groupe des femmes et à celui des hommes. Mais ces différences multiples sont toujours perçues à travers un filtre social qui interprète, classe et transforme.

D'une part, dans le contexte d'une hiérarchisation entre des groupes (le genre), le sexe dit « biologique » fonctionne comme un marqueur social, conférant à cette hiérarchie un fondement qui apparaît comme naturel et antérieur à elle. D'autre part, le corps lui-même fait l'objet de modifications en fonction des contraintes du genre. C'est le cas avec les personnes intersexuées dont le sexe anatomique « ambigu » à la naissance est perçu comme une anomalie à réparer. Comme la biologiste Anne Fausto-Sterling l'a montré, il existe une pluralité de critères de détermination du sexe (chromosomiques, hormonaux et anatomiques) et, dans les cas de naissances intersexuées, ceux-ci ne concordent pas. Puisqu'il est impossible de s'en remettre à un seul de ces critères, des indicateurs tels

Le « sexe » est anatomiquement déterminé, alors que le « genre » désigne l'expérience contingente de soi comme homme ou femme

que la taille des organes sexuels (un même organe pouvant être associé à un clitoris, donc féminin, ou à un pénis, organe masculin, selon sa taille) ou la capacité reproductrice (présence/absence d'un utérus) seront utilisés pour déterminer le sexe de l'individu, par la suite « fabriqué » par des traitements chirurgicaux ou hormonaux souvent lourds et douloureux.

Bien au-delà de ces cas rares, nous sommes tous tenus d'apprendre et de réaliser notre rôle dans l'ordre du genre, tout au long de notre vie, dans les sphères sociales où nous nous inscrivons (famille, école, couple, lieu de travail, etc.). Or, cette socialisation de genre passe par un travail sur le corps et des modifications physiques (pour les femmes, par exemple, l'épilation de parties du corps et l'usage d'accessoires modelant une silhouette pour qu'elle soit « féminine ») qui participent à la reproduction des différences entre les sexes.

Les études décrivant la production sociale des différences de genre sont désormais innombrables. Pour autant, la conscience individuelle de ces processus ne suffit nullement à mettre à bas un système solidement ancré dans les structures sociales, les corps et les esprits. En souhaitant en finir avec « le genre », les conservateurs de tout poil rejoignent paradoxalement le discours révolutionnaire du féminisme des années 1970 qui militait pour l'abolition d'une hiérarchie arbitraire entre les sexes. En parler à l'école serait un bon début. ■

Cette tribune a été signée par : **Laure Bereni**, sociologue, chercheuse au CNRS et codirectrice du master « genre, politique et sexualité » de l'École des hautes études en sciences sociales ; **Sébastien Chauvin**, sociologue, maître de conférences à l'université d'Amsterdam et directeur du Amsterdam Research Center for Gender and Sexuality ; **Alexandre Jaunait**, politiste, maître de conférences à l'université de Poitiers et membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ; **Anne Revillard**, sociologue, professeure associée à Sciences Po Paris.

Les peines de prison ferme n'empêchent pas la récidive

Didier Fassin

Professeur à l'Institut d'études
avancées de Princeton et à l'École
des hautes études en sciences sociales

L'affaire des trois personnes condamnées à de courtes peines d'emprisonnement et libérées par le parquet de Dreux auquel elles avaient été présentées par la police a suscité les réactions attendues, en termes de dénonciation de l'impunité des délinquants, du laxisme des magistrats et de la politique de la garde des sceaux. Sans revenir sur la forme de l'affaire, à savoir le bien-fondé de la décision du ministère public, dont Christiane Taubira a rappelé qu'il agissait dans le cadre de la loi pénitentiaire de 2009 préparée par ses prédécesseurs à la chancellerie, c'est un débat sur le fond qu'il importerait de mener.

Un débat autour du problème de l'efficacité de l'emprisonnement sur la prévention de la récidive. L'erreur a peut-être été, en effet, de présenter la décision du procureur de la République comme n'étant motivée que par la surpopulation dans la maison d'arrêt de Chartres où les condamnés devaient être incarcérés. La question qui se pose plus fondamentalement est de savoir si les mettre en prison servait le bien commun, c'est-à-dire la réduction de la délinquance. Question à laquelle la réponse ne doit donc être ni morale ni idéologique, mais simplement pragmatique : qu'est-ce qui marche et qu'est-ce qui ne marche pas ?

A cette question, Eric Ciotti, spécialiste des questions de sécurité à l'UMP et auteur d'un rapport sur l'exécution des peines commandé par Nicolas Sarkozy, apporte une réponse sans ambages : « Le seul message efficace pour éviter la récidive, c'est la prison ferme. » Qu'on approuve ou non les opinions du député, s'il dit vrai, l'argument est décisif pour plus de sévérité, et surtout pour le renoncement aux mesures alternatives à la prison, tels les travaux d'intérêt général, et aux aménagements de peine, notamment sous bracelet électronique. Qu'en est-il donc ?

Il se trouve que pratiquement toutes les enquêtes menées sur le plan international convergent sur un point : l'inefficacité de l'emprisonnement sur la prévention de la récidive. Un état des connaissances actuelles sur la base de centaines d'études réalisées dans les pays occidentaux a été récemment publié dans la prestigieuse revue *Annual Review of Law and Social Science*. Sans contester l'effet potentiellement dissuasif de la peine d'une manière générale, les auteurs s'intéressent à la dissuasion spécifique : quelles sanctions sont susceptibles de dissuader un individu coupable d'un délit ou d'un crime d'en

commettre à nouveau ? Les analyses statistiques sont formelles : l'emprisonnement ferme produit des taux de récidive plus élevés que les peines sans prison ; il en est de même des incarcérations longues comparées à de plus courtes. La France ne fait pas exception.

Une enquête parue dans les *Cahiers d'études pénitentiaires et criminologiques* établit, à partir de 7 000 dossiers de sortants de prison, que, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de récidive est réduite lorsqu'il y a eu condamnation sans privation de liberté ou aménagement de la peine par comparaison avec les emprisonnements ferme avec « sortie sèche ». En réalité, non seulement les séjours en prison exposent les condamnés à un milieu criminel mais, quand ils ne sont pas aménagés, ce qui est le cas des petites peines, ils désocialisent les détenus en leur faisant perdre leur insertion professionnelle et leurs liens familiaux, dont on sait le rôle préventif.

Effets délétères à long terme

Il est par conséquent loisible à chacun de souhaiter plus d'emprisonnement ferme, y compris pour les courtes peines, mais ce ne saurait être ni sur des bases scientifiques ni pour l'intérêt général. Ainsi, quand Manuel Valls déclare : « Je suis pour une exécution ferme des peines de prison, même les plus courtes », on peut savoir gré au ministre de l'intérieur de nous faire partager son opinion sur ce sujet sensible. Mais dans la fonction qui est la sienne, on peut attendre qu'il en fasse un peu plus, et qu'il fonde cette opinion sur une analyse éclairée et dans la perspective du bien commun. Enfermer plus peut satisfaire une partie de l'électorat, mais les effets à long terme risquent de s'avérer délétères pour l'ensemble de la population.

Le débat engagé autour de l'affaire de Dreux doit donc être traité de manière sérieuse et responsable. On peut le faire en se fondant sur des connaissances empiriques et en se prévalant d'une éthique de la chose publique. Alors que se prépare une importante et nécessaire réforme de la législation pénale, que toutes les occasions semblent propices à fragiliser, et tandis que la surpopulation carcérale ne cesse de battre des records, les hommes et les femmes politiques doivent faire preuve de rigueur et de dignité dans la conduite de cette réflexion collective. Produit d'un processus démocratique, la Conférence de consensus sur la prévention de la récidive jette des bases pour cette réflexion.

Si l'objectif de l'actuel gouvernement est de défendre la société mieux que ne l'ont fait les gouvernements précédents, il faut avoir ce « courage de la vérité » auquel Michel Foucault a consacré, peu avant sa mort, ses ultimes enseignements : « Prendre le risque de dire, en dépit de tout, toute la vérité. » ■

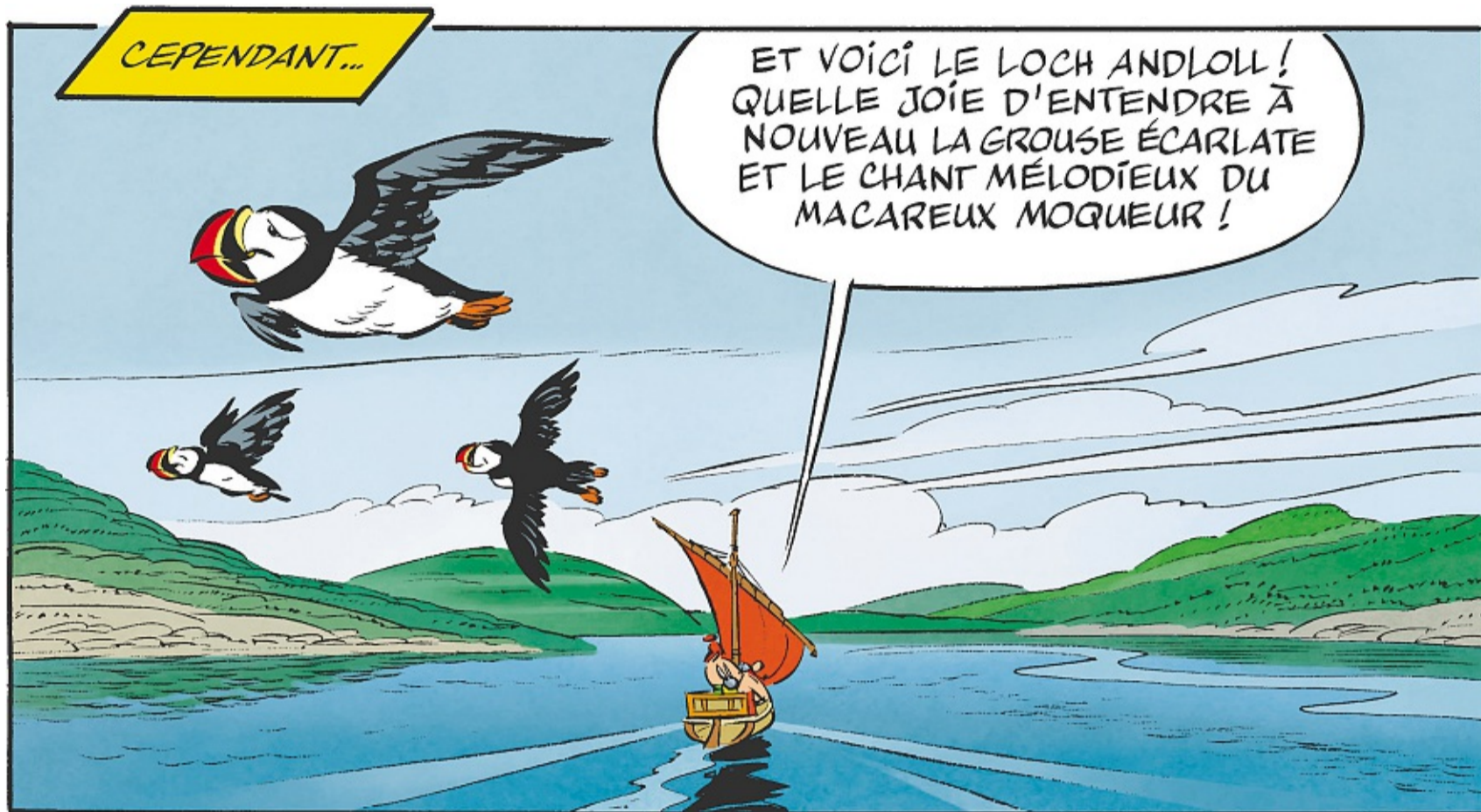
Les coulisses du prochain Astérix 3/6 Le scénariste du 35^e album a dû réaliser un tour de force : imiter en innovant, truffer le récit de « gags Goscinny » sans tomber dans la parodie. Tout cela sous l'œil du maître Uderzo

Jean-Yves Ferri, ou comment faire du Goscinny

Les mots de l'été

3/12

Choré



L'intérêt des tubes de l'été, les vrais, le mass-market de la musique, les grosses fabrications industrielles, n'est pas toujours dans les paroles. J'en veux pour preuve *Waiéo*, du collectif Zoukaficanism, autoproclamé tube de l'été 2013. Le refrain martèle « *On est là pour le show/C'est cadeau/Viens pécho* » (pour ceux qui auraient passé les dix dernières années sur Mars, « pécho », c'est conclure), « *Jette ton tricot/Tu sens bien qu'il fait chaud* ».

Nous sommes d'accord, le véritable intérêt des tubes de l'été est la danse. En 2012, Zoukaficanism, grâce à *My Body sur ton body*, avait déjà mis le feu aux dancefloors (« pistes de danse », mais en plus chaud) avec son mélange exotique en toc de zouk, meringué, électrospeed... et d'autres ingrédients artificiels. Zoukaficanism, c'est un garçon, Aymeric, une fille, Laurine (alias King Fish et Gossip) et un musicien (quand même), Alex ; on sent les gros malins du marketing viral, mais ce n'est pas le sujet. En vacances, il faut tout oublier, n'est-ce pas, même les fabricants de buzz à la chaîne.

L'essentiel est de bouger son body. Mais pas n'importe comment. A chaque tube sa choré. Merci les réseaux sociaux, une fois encore (ah, si vous n'étiez pas déconnectés...), on a pu apprendre les enchaînements, les pas, les gestes, les attitudes de ce *Waiéo*, pour bouger son corps jusqu'au bout de la nuit. Une chouette choré pas compliquée.

Pas de « e » à la fin

Note à mes amis correcteurs : non, la choré ne prend pas de « e » à la fin. Celle qui prend un « e » à la fin est la manifestation neurologique provoquant des mouvements anormaux. Ou alors la danse des jeunes filles dans les pièces antiques. Ou la forme poétique.

Là, c'est choré sans « e » parce qu'il s'agit du diminutif de chorégraphie, mot familier des fans des émissions où, à la fin, il y a un chanteur ou une chanteuse qui gagne et sait bien bouger son body sur des chorés. Une partie des cours de la « Star Ac » et autres déclinaires du genre consistant à tenter d'incliquer un minimum de sens du rythme à des bûches hystériques.

Donc, regardons bien le clip de Zoukaficanism et apprenons sa choré. Ça aide à retrouver son corps qu'on avait perdu pendant onze mois. Bien sûr, il s'est trouvé un chanteur cette année pour se moquer des tubes de l'été et de ses chorés. Katherine, avec *Sexy Cool* (« *Je suis cool quand t'es cool, je suis triste quand t'es triste...* »), démontre par l'absurde qu'on peut donner envie de danser sur un air niais et des paroles archi-nulles.

Les critiques de musique reconnues expliqueront que les vrais tubes de l'été sont signés Daft Punk (*Get Lucky*), Robin Thicke (*Blurred Lines*) et Bruno Mars (*Treasure*). Eux aussi sont dansants, certes. Mais les vraies chorés doivent être simples : Tom Jules avec *La Danse des pieds*, par exemple, dont les paroles disent exactement ce qu'il faut faire (« *à gauche, la la la, à droite, la la la, le baiser, sautez...* »). Le degré zéro du tube de l'été ? Allez savoir.

C'était notre rubrique : si on n'en parle pas dans cette chronique, où, dans les colonnes du Monde, en parle-t-on ? ■

DIIDIER POURQUERY

Prochain mot : « Mesphotos ».



Jean-Yves Ferri, scénariste du 35^e album des aventures d'Astérix, « Astérix chez les Pictes », se trouve être aussi dessinateur et met en images certains de ses récits (« Aimé Lacapelle », « De Gaulle à la plage »). Cela explique pourquoi il écrit ses scénarios sous la forme de story-boards, même quand ces derniers sont destinés à d'autres que lui. Le dessinateur Didier Conrad est resté relativement fidèle à la mise en place des personnages et des décors imaginés par Ferri, comme le montre cette vignette où Astérix et Obélix approchent des côtes écossaises.

EDITIONS ALBERT RENÉ

Quand les Editions Albert René lui ont appris qu'il serait le scénariste du prochain album d'Astérix – le premier depuis la création de la série à ne porter la signature d'aucun de ses deux fondateurs (René Goscinny, mort en 1977, et Albert Uderzo) –, Jean-Yves Ferri s'est bien gardé de manifester la moindre euphorie devant ses nouveaux employeurs. « Ils étaient étonnés par ma discrétion, raconte-t-il. Quand on te propose Astérix, tu dois logiquement sauter au plafond. »

Au lieu de cela, le vainqueur des tests organisés par cette petite maison d'édition, filiale à 100 % du groupe Hachette depuis 2011 (*Le Monde* daté 13 août), est rentré chez lui, en Ariège, sans fanfaronner, quelque peu écrasé par le poids de la « responsabilité » qui lui incombait, et en se répétant à lui-même : « C'est pas gagné. »

« Quand on te propose Astérix, tu dois logiquement sauter au plafond »

Jean-Yves Ferri

Il a fallu quelque temps à Jean-Yves Ferri pour assumer la chose, et se convaincre qu'« Astérix, c'est quand même un beau jouet ». L'un des plus beaux qui soient au sein du 9^e art. Mais aussi l'un des plus ardues à « imiter » – car tel sera le but – en dépit de sa fluidité narrative d'une apparente simplicité. Avant d'écrire la première ligne, Jean-Yves Ferri a cru nécessaire, du coup, de relire sa collection d'albums. Et de se muer en exégète.

« Astérix est une forme de bande dessinée dotée d'un déroulé et d'un tempo qui n'existent plus, expertise-t-il. Il faut à la fois qu'il y ait du rythme, avec une « chute » à la fin de chaque page, mais aussi une intrigue qui

ne soit pas trop complexe, afin que la caricature puisse avoir libre cours. Les *pitchs* de Goscinny tiennent généralement en deux mots. Prenez Astérix en Corse : Astérix et Obélix ramènent l'otage à son village, il y a des batailles avec les Romains, un banquet à la fin, etc. Chemin faisant, Goscinny décline tout ce qu'on peut balancer comme concepts sur la Corse sans que ce soit jamais téléphoné. Tout cela compose un drôle de cocktail à l'arrivée où se mêlent des gags parfois très cérébraux et un déroulé enfantin qui fait que le lecteur n'est jamais perdu. »

Jean-Yves Ferri n'est pas vraiment familier de ce type d'humour. En temps normal, l'auteur de *De Gaulle à la plage* et du *Retour à la terre* (avec Manu Larcenet) pratique le non-sens, le décalage et, plus généralement, l'understatement (l'art de la litote), comme il l'explique lui-même.

L'époque a changé par ailleurs. « Ce qu'on m'a demandé de faire, c'est de la bande dessinée des années 1970, laquelle n'a plus rien à voir avec ce qui se fait désormais. Les codes ont évolué. Vous pouvez très bien aujourd'hui,

par exemple, dessiner un personnage en gros plan qui va se lancer dans un monologue de trois pages, ce qui était impensable autrefois. Toute la difficulté de l'exercice, dans le cas présent, tient au fait qu'on n'est plus dans les années 1970, mais qu'il faut que cela fasse moderne malgré tout. »

On ne dévoilera pas, ici, les ressorts d'un scénario qui, dans la grande tradition des aventures d'Astérix, se déroule hors des frontières de la Gaule. Ferri a opté pour la contrée des Pictes, qui correspond à l'actuelle Ecosse. « Astérix et Obélix sont allés quasiment partout », souligne-t-il. Les envoyer en Chine ou au Mexique n'aurait pas été simple. Il restait ce pays assez caractéristique qui n'avait pas été exploité. »

Truffer le récit de gags à la mode Goscinny n'a pas été une mince affaire, on l'imagine volontiers : « Le vrai danger était que je fasse du... Ferri, dit Ferri, et que je m'éloigne de ce fameux phrasé goscinny. Parfois, tu trouves un gag pas mal, mais il t'emmène dans une atmosphère qui n'est pas du tout celle des Astérix. » Se lancer dans

une parodie – un « Astérix déjanté », par exemple – aurait été « plus simple », convient le scénariste dont on apprend qu'il était plus fan de Tintin que d'Astérix quand il était enfant.

Le succès public et critique d'Astérix chez les Pictes décidera de la suite pour l'auteur. S'il est reconduit pour un deuxième album, il sait déjà que les personnages ne quitteront pas le huis clos du village, dans la lignée des histoires façon « critique sociale » qui jalonnent également la série (*La Zizanie*, *Le Domaine des dieux*, *Le Devin*...).

D'ici là, son scénario sera fatalement examiné, décrypté, soupesé, décortiqué à l'aune de ceux de son glorieux prédécesseur. Une grosse pression en perspective. « Astérix, c'est comme la politique et le Dom Pérignon : tout le monde a un avis dessus, formule Ferri. On n'est plus dans de la bande dessinée, mais dans le patrimoine. » Bis repetita placent, comme dirait le pirate latiniste... ■

FRÉDÉRIC POTET

Prochain article : Didier Conrad, ou comment faire du Uderzo

LE JEU DU PATRIMOINE MONDIAL 2013



Devinez de quel site provient l'indice n° 4. Deux week-end pour 2 à l'Hôtel Thermas Palace 4* d'Ostende à gagner.

Regardez sur www.worldheritagegame.com la vidéo transmise par notre Rover puis consultez chaque jour les indices photo publiés dans nos pages pour trouver la solution.

Identifiez les 8 sites explorés par notre Rover et gagnez un circuit** de 15 jours en Inde pour 2 avec Kuoni.

Au cours de cet itinéraire mystérieux et envoûtant préparé par Kuoni, spécialiste des circuits de prestige, vous découvrirez 7 sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'Unesco.

Extrait du règlement : ce jeu-concours, gratuit et sans obligation d'achat, est ouvert à toute personne majeure. Le règlement complet est déposé chez M^{me} Dericau-Pecastaing, huissier de justice à Paris 18^e, et disponible sur www.worldheritagegame.com, peut également être adressé à toute personne qui en fait la demande à : Chez Bonne Idée, BP2 11360 Villeneuve-les-Corbières. La liste des gagnants sera établie à partir d'un tirage au sort parmi les bonnes réponses du concours. Selon la loi informatique et libertés n° 78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant en écrivant à l'huissier. *Donnez maintenant et aidez à préserver les sites du patrimoine mondial! (<http://whc.unesco.org/fr/donations/>) - S'abonner à la revue Patrimoine mondial (http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code_Livre=4874&change=F). **Valeur : 935 € TTC. **Valeur : 5800€ TTC. Prix ni échangeables, ni remboursables.

TRANSMISSION N° 7 INDICE N° 4 Devinez, grâce à cette photo transmise par notre Rover, sur quel site du Patrimoine mondial il se trouve puis connectez-vous sur le site www.worldheritagegame.com pour répondre. Retrouvez demain un nouvel indice dans nos pages. Plus d'indices sur www.worldheritagegame.com



KUONI
Air France partenaire de Kuoni



Marguerite Duras au Vietnam



RUE DES ARCHIVES

Liaisons dangereuses à Sadec

Ecrivains en Orient extrême 3/6

Été 1929, acte I du mythe.

Lors de la traversée d'un bras du Mékong, sur le bac qui la ramène à Saïgon, la jeune lycéenne rencontre Huynh Thuy Le, 27 ans. Il deviendra son amant d'origine chinoise. Cette relation nourrira trois livres

BRUNO PHILIP

Sadec (Vietnam)
Envoyé spécial

Que je vous dise encore, j'ai quinze ans et demi. C'est le passage d'un bac sur le Mékong. » C'est la phrase fameuse. C'est ici, sur le bac, que tout commence. Ce lieu de la rencontre que Marguerite Duras mettra une vie entière à décliner. A digérer, aussi.

Le bac est un rafiot de métal qui n'existe plus. Il traversait le fleuve ourlé de berges boueuses formant avec d'autres, au sud de Saïgon, l'immense delta d'un Mékong qui agit en tous sens ses bras multiples sous un ciel terne et bas. Les Vietnamiens l'appelle *Cuu Long*, le delta des « neuf dragons ». Autour s'étire un paysage vaste et monotone de rizières en miroirs inondés, irrémédiablement mouillé par les arroyos, trempé par les moussons et que brûle presque toujours sans pitié un soleil trop fort.

De la présence d'un bac, il ne reste plus qu'une marche de ciment en surplomb sur le fleuve. A droite, enjambant le Mékong, la silhouette incongrue d'un pont ultramoderne construit en collaboration avec les Australiens et inauguré en 2000. Le bac est mort à cette date. Reste aujourd'hui ce paysage tellement durassien, la rive, la boue, l'esthétique un peu brouillée du cadre, voilée de pluies intermittentes. C'est le décor de *L'Amant*. A l'époque, Marguerite arrive de Sadec, où elle rend visite à sa mère, directrice de l'école de jeunes filles. Lycéenne à Saïgon, elle doit prendre le bac pour retourner à l'école.

On serait presque tenté de voir dans cet univers de méandres et de fouillis aqueux la parabole de la vie en ligne brisée de Marguerite Duras. Du moins c'est ainsi qu'elle la décrivait elle-même, allant jusqu'à nier que cette vie-là soit « racontable ». Margue-

Le lycée de Sadec, au Vietnam, rebaptisé Luu Van Lien, qu'a un temps dirigé Marie Donnadié, la mère de Marguerite Duras.

NICOLAS CORNET

ge de la dernière resucée, si l'on peut dire, celui de *L'Amant de la Chine du Nord* qui revisite pour la dernière fois le mythe d'un œil cinématographique, c'est le même homme, mais plus beau garçon et physiquement moins faible que son avatar précédent, opiomane et indolent fils à papa. Celui-là, c'est sans doute « le vrai ».

Longtemps, avant que Marguerite Duras ne publie en 1984 cet *Amant* qui lui vaudra le prix Goncourt et la célébrité populaire, il a été difficile de distinguer, en dépit du caractère partiellement autofictionnel évident des premières œuvres de Duras, la vérité de l'histoire.

« L'histoire de ma vie n'existe pas. Ça n'existe pas. (...) Il y a de vastes endroits où l'on fait croire qu'il y avait quelqu'un, ce n'est pas vrai il n'y avait personne »
Marguerite Duras

A Sadec, on a un peu tendance aujourd'hui, avec le recul, à mélanger la fiction et la réalité; le livre y a été lu, parfois, mais moins que le film de Jean-Jacques Annaud n'a été vu. Il ne semble cependant faire de doute pour personne que l'histoire a bien eu lieu. Même si Marguerite n'a cessé de brouiller les pistes et de mettre en exergue le fait que, ses livres, c'était de la fiction et de la littérature. Pas de l'autobiographie. D'ailleurs, qu'a pu être au juste cet amour, décrit comme une passion sexuelle intense, mais que Duras raconte aussi comme ayant été une occasion pour sa mère, qui fermait les yeux sur l'aspect érotique, de profiter de la fortune du « Chinois » ? Les derniers témoins se font évidemment de plus en plus rares.

Au bord du fleuve, au fond d'une impasse où se blottit une petite maison coloniale, un couple de retraités tente de se souvenir. Lui, très âgé, ancien professeur de français, crispé sur un fauteuil roulant, sourit, dit quelques mots, mais le grand âge a effacé l'essentiel. Son épouse plus jeune a la mémoire plus longue. « Mon père et l'amant de Duras étaient cousins. Bien sûr j'étais petite et il ne m'a jamais parlé de cette histoire d'amour. Ce n'est que bien plus tard que l'on a tout appris. » La vieille dame prend un air coquin et chuchote, à l'asiatique, en voilant sa bouche de la main pour signaler que l'on aborde un terrain glissant : « L'amant de Duras a épousé plus tard une femme vietnamienne, et ensuite il est tombé amoureux de la sœur de sa femme. Ils ont même vécu un temps tous les trois sous le même toit à Saïgon. » Gaieté générale au souvenir de ces lointaines transgressions.

Le vieux couple n'était pas seulement apparenté à l'amant : ils étaient voisins. Trois maisons plus loin, l'habitation de la famille Huynh est encore là, avec ces fameuses balustrades bleues et son toit de tuiles en encorbellement, si typique des demeures chinoises. Juste en face, il y a le fleuve et ses sampans aux yeux protubérants peints sur la proue, qui ressemblent à d'étranges monstres marins patrouillant sur leur territoire.

Un temps transformée en poste de police, la maison est aujourd'hui un objet de pèlerinage durassien pour les touristes français, un lieu de démonstration de ce qu'était la maison d'un riche sino-vietnamien dans les années 1920. Certaines des quatre chambres, dont celle de l'amant, – où dort aujourd'hui le gardien – sont mises à la disposition du touriste pour un prix très modique. A l'intérieur, la Chine saute à la gorge du visiteur, dans son excès de dorure, d'animaux mythiques hurlant sur les fresques, unicorns beuglant, phénix aux cous déployés. Sur la porte principale, deux admirables caractères chinois en nacre annoncent : « Désirs exaucés ». A rebours, on se dit qu'il y a de l'ironie dans cette promesse : l'amoureux de Marguerite vit plutôt ses désirs contrariés...

Dans *L'Amant de la Chine du Nord*, le jeune Huynh Thuy Le confie en effet à Marguerite Duras que son père vient de lui dire qu'il n'est pas question que leur aventure se prolonge. « Il dit qu'il préférerait me voir mort. » Il explique que le père git une partie de la journée sur un lit parce qu'il est « âgé, noble et riche ». L'amant « gémit, il pleure, il est dans un amour abominable ». Au centre de la pièce du fond, obscure, trône une grande table basse en bois de teck. Mais ce n'est pas une table, c'est un lit. Le lit du père. Dans la nuit qui s'est installée, en fermant les yeux, on imagine le vieux monsieur se pencher sur son plateau, faire chauffer la boulette d'opium, aspirer cette fumée de rêve chantée par de vieux refrains du temps de l'Indochine française.

A Sadec, deux témoins majeurs sont encore en vie, directement liés aux Huynh. Ce sont les deux neveux de l'amant. Mais

BIBLIOGRAPHIE

« L'Amant », Les Editions de Minuit, 1984.

« L'Amant de la Chine du Nord », Gallimard, 1991.

« Marguerite Duras », de Laure Adler, Gallimard, 2000.

leur mémoire de l'histoire est floue. Le premier vit dans une pagode construite par le père, auquel une photo de l'ancien commerçant, parmi un fatras de dorures et de divinités, rend hommage. Phan Thoi Trong a 68 ans. Le lieu respire un certain abandon, surtout le coin cuisine, où l'épouse vaque dans un bruit de casseroles. Le neveu numéro un est un homme assez grand, aux cheveux gris en brosse, d'aspect austère. « Je n'ai pas lu le livre, pas vu le film. Cette histoire n'a jamais été bien claire », dit-il avec un geste vague, pas spécialement concerné, même si le nom de Duras, bien sûr, il connaît. « Allez plutôt voir mon cousin, mais il est malade. »

Le cousin, Huynh Thoi Quan, 74 ans, est plus que malade, il est totalement sénile. On le retrouve dans un petit restaurant qu'il avait aménagé autrefois à proximité de la tombe de l'amant. Le restaurant est fermé, la sépulture est là, juste derrière. Il s'exprime avec des sortes de pépiements d'oiseau, répétant son nom à tout bout de champ en réponse aux questions. Assis sur un lit de fortune parmi tout un méchant bric-à-brac, le neveu numéro deux vit dans un état de dénuement extrême. Son épouse, Hanh, la cinquantaine,

consent à ouvrir la grille du monument funéraire, dont elle est devenue la gardienne. La tombe est une simple stèle de ciment gris, classiquement chinoise, avec des bâtons d'encens posés devant. Une inscription indique que Huynh Thuy Le, né en 1906, est mort le 10 août 1972.

Hanh triture la clef de la grille et d'un seul coup les larmes coulent. Pas de tristesse à la pensée du défunt, mais à celle de sa misérable condition : « Sa famille, ses enfants vivent en France et aux Etats-Unis, ils ne viennent presque jamais, nous laissant dans la pauvreté », gémit la dame.

On est loin de la description durassienne citant d'aigres commentaires français proférés à l'encontre de son amant vêtu de tussor grège, ce rejeton de la « grande racaille milliardaire chinoise, diamant au doigt comme une jeune banquière »...

Qu'aurait donc pu penser Duras, dont l'enfance s'est déroulée aux côtés d'une mère obsédée par le manque d'argent, partagée entre son intérêt financier aux « fréquentations » de sa fille et les dangereuses et choquantes liaisons de Marguerite avec « le Chinois » ? Et qui la frappait en hurlant que « sa fille est une prostituée, qu'elle va la jeter dehors, qu'elle désire la voir crever et que personne ne voudra plus d'elle, qu'elle est déshonorée, une chienne vaut davantage ». Il y a décidément dans le destin des derniers Huynh de Sadec une ironie des plus cruelles. Qui vient curieusement s'accorder, en un sinistre retour d'histoire, avec le passé de Marguerite Duras : « Dans mon enfance le malheur de ma mère a occupé le lieu du rêve. » ■

Prochain article : Jean Hougron au Laos

« "L'Amant" est un roman de gare »

film de Jean-Jacques Annaud. Dans sa biographie de Duras, Laure Adler explique qu'« elle déteste qu'on dise d'elle qu'elle écrit des livres où on raconte des histoires ». Car écrire, c'est même le contraire de raconter des histoires. Or les lecteurs ont pris *L'Amant* pour argent comptant. Emportée par la gloire, Marguerite a laissé faire. D'abord, elle s'est timidement défendue, se battant sur le terrain de la construction du roman, de l'enchevêtrement des récits, a répété que *L'Amant* était une fiction et non un récit autobiographique, puis elle a abandonné et a accepté de se souvenir d'elle, « jeune fille de 15 ans qui, un jour, sur un bac en Indochine, dans une grande automobile noire... ».

Traumatisme fondamental

Un traumatisme fondamental irrigue les livres de Duras, celui provoqué par le déficit d'amour à son égard d'une mère subjuguée par la dévotion qu'elle voue à son fils aîné, un raté violent, joueur, alcoolique et opiomane qui martyrise son petit frère et sa petite sœur. Adler cite Duras, qui a griffonné dans un cahier à propos de *L'Amant* : « Utiliser l'écriture non pour restituer sous forme d'épopée mais pour accéder à beaucoup de choses, encore cachées au plus profond de ma chair aveugle comme un nouveau-né au premier jour – inaccessible à l'écrit. »

Toute l'ambivalence est là : le problème n'est pas vraiment l'authenticité de l'histoire et du personnage du « Chinois », même si Duras ne cesse d'entretenir l'ambiguïté à ce sujet : l'ambition du livre, c'est l'écriture elle-même, à travers laquelle, comme l'ajoute Laure Adler, « le désir de s'expliquer compte bien plus que le désir de raconter ». A peine un an après la sortie du livre, Duras commence à se détacher de son œuvre. Personnalité souvent d'un extrême narcissisme, elle crache pour une fois sur ce qu'elle a écrit. « L'Amant, c'est de la merde. C'est un roman de gare. Je l'ai écrit quand j'étais saoula. »

Avec Annaud, le malentendu débouche sur la brouille, car le cinéaste et l'écrivain ne veulent pas parler de la même chose : Annaud songe à raconter l'histoire d'une jeune Française sexy et de son bel amant chinois sur fond d'exotisme colonial, ce qu'il finira par faire, au grand dam de Marguerite. Celle-ci ne cessera de dire qu'elle n'a pas aimé le film, un succès au Vietnam et ailleurs. Que penser alors de ce qu'elle aurait dit à Jean-Jacques Annaud, qui le répètera à Laure Adler ? Quand elle croise un soir le cinéaste dans un restaurant à Paris, elle lui souffle : « J'ai été voir ton film, il est formidable... » Jean Mascolo, le fils de Duras, a toujours maintenu qu'elle n'a jamais vu *L'Amant*. ■

B.P.

rite osait la question ontologique essentiellement dont l'inévitable corollaire la conduisait à mettre en doute sa propre identité : « L'histoire de ma vie n'existe pas. Ça n'existe pas. Il n'y a jamais eu de centre. Pas de chemin, pas de ligne. Il y a de vastes endroits où l'on fait croire qu'il y avait quelqu'un, ce n'est pas vrai il n'y avait personne. »

Sur le bac, tout de même, ce jour-là, ils sont deux : il y a elle, « l'enfant », et lui, « le Chinois ». C'est comme ça qu'elle les a appelés au fil de ses romans. Jamais de noms. Ça se passe en 1929. Elle, c'est aussi la petite, la pauvre, Marguerite Duras, même pas 15 ans, affublée d'un galurin d'homme, feutre acheté en solde qui détonne sur sa silhouette d'adolescente maigrichonne que dessine « une robe de soie naturelle, usée, presque transparente ».

Lui, c'est Huynh Thuy Le, 27 ans, « le Chinois » de la Chine du Nord qui a grandi au Vietnam, le fils de famille, pas beau, pas très bien bâti, mais très élégant dans son costume de tussor beige. Surtout, il y a la voiture, la « Léon Amédée Bollée » six cylindres, noire, luisante, immobile sur le bac qui dérive sur l'eau marron.

« C'est donc pendant la traversée d'un bras du Mékong sur le bac qui est entre Vinh Long et Sadec dans la grande plaine de boue et de riz du sud de la Cochinchine, celle des oiseaux. Le fleuve coule sourdement, il ne fait aucun bruit, le sang dans le corps. Pas de vent au-dehors de l'eau. Le moteur du bac, le seul bruit de la scène, celui d'un vieux moteur déglinglé aux bielles coulées. »

Cette rencontre est l'acte I du mythe. Duras, en trois livres et quatre décennies, va la faire vivre sous des formes variées. Depuis *Un barrage contre le Pacifique* jusqu'à *L'Amant de la Chine du Nord* en passant, bien sûr, par *L'Amant*, le personnage de l'homme du bac s'incarnera en trois avatars distincts : le « monsieur Jo » du *Barrage* est blanc, l'amant sans nom de *L'Amant* est « le Chinois » de Sadec ; quant au persona-



Aujourd'hui, à Sadec, la maison familiale de l'amant peut être visitée, mais le bac reliant la ville à Vinh Long a été remplacé par un bateau. VALENTINE VERMEL/PICTURETANK.COM



Les faux frères de la gastronomie 3/6 L'un, menacé, alimente les passions, l'autre remplit les conserves

Le rouge et le blanc, thon sur thon

Ile-d'Yeu (Vendée)

Envoyé spécial

Il y avait du sang partout. Sur les cirés des marins, sur le pont des bateaux et sur les quais. Même la mer rougissait, ce jour-là sur le port de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), où les thoniers débarquaient leur marée dans le vacarme des machines et les cris des hommes. Le gamin que j'étais n'a jamais oublié cette introduction sanglante à l'univers du thon rouge. Le lendemain, je n'ai pas mangé le thon en boîte – pourtant de bonne maison – servi au pique-nique, refusant d'admettre que ce poisson-là n'était pas celui qui saignait la veille sur le port. « *Du thon, c'est du thon, un point c'est tout !* »

A cet âge-là, on connaît mal *Thunnus thynnus*, le thon rouge, et *Thunnus alalunga*, le thon blanc ou germon. Deux lascars qui parcourent en bancs serrés mers et océans, nourrissent le monde entier et défraient régulièrement la chronique. Ils appartiennent tous deux à la famille des scombridés, ont l'instinct grégaire et fréquentent les mêmes eaux de surface, le blanc les préférant à 15-20°C.

On les distingue par la couleur, le germon étant le seul de la famille des thonidés à la chair claire, presque blanche, alors que les autres ont le teint sombre. Plus petit (1,30 m et 45 kg au maximum) que le rouge, qui peut dépasser les 2 mètres et les 300 kg, il est principalement destiné à la conserverie, alors que l'autre se consomme frais. Ils sont chacun les meilleurs dans leur catégorie, mais sur les 4,5 millions de tonnes pêchées chaque année dans le monde, ils ne sont que poussière.

Thunnus thynnus est un sanguin. Il aime la bagarre, et sortir de l'eau une pièce de 100 kg nécessite une belle partie de manivelle. Peu d'espèces suscitent autant de passion que ce thon rouge de Méditerranée, aussi recherché que menacé. Quelque 80% atterrissent au Japon, où le *toro*, la ventrèche moelleuse, est apprécié par les amateurs de sushi et sashimi. Ils sont vent debout contre les quotas et les restric-

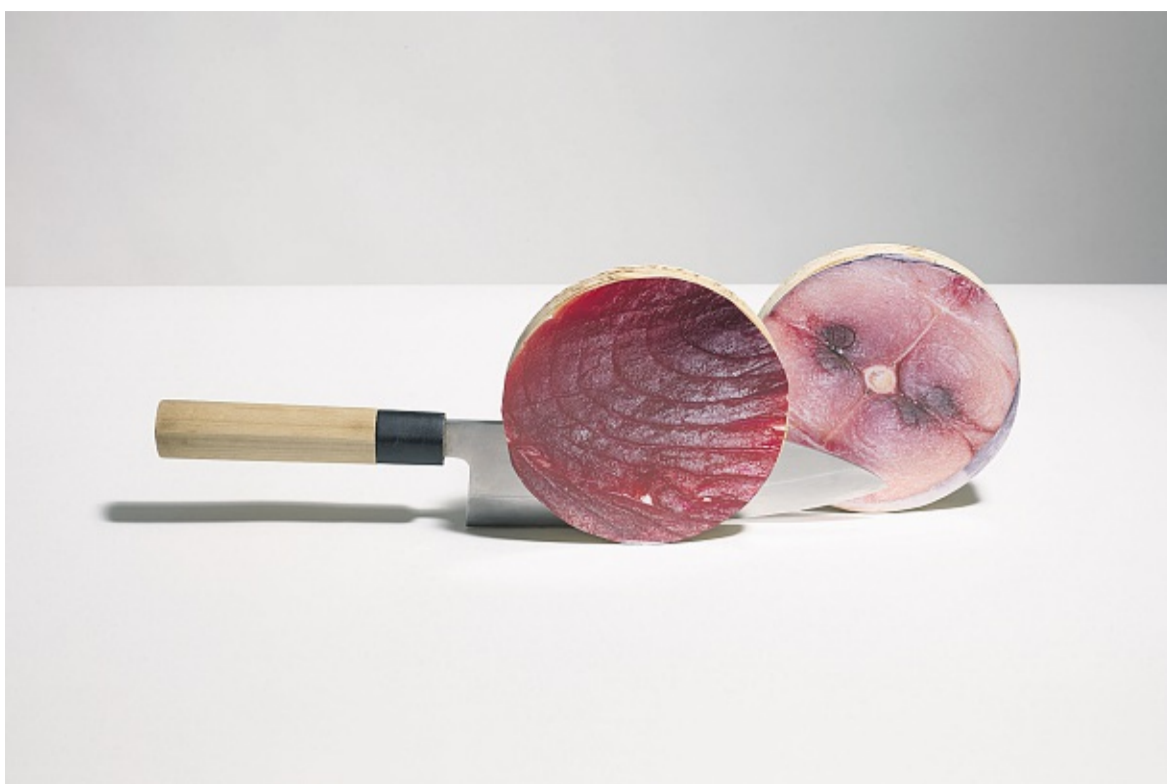
tions. Celui que les Anglo-Saxons appellent *bluefin tuna* n'est pas insensible à l'argent. Régulièrement, une pièce atteint des prix extravagants sur le marché aux poissons de Tsukiji, à Tokyo : 565 000 euros pour un spécimen de 269 kg, en janvier 2012. Pour lui, on trafique, on triche et on viole (les quotas).

Jusqu'au début des années 2000, la pêche industrielle a prélevé sans vergogne au mépris des règles et des avis d'experts. Gros navires, gros filets et gros profits, renforcés par la contrebande. Il a fallu l'activisme des ONG (Greenpeace, WWF, etc.) et la reconnaissance comme espèce menacée par l'ONU, en 2009, pour que les instances compétentes engagent une politique de restriction des volumes de pêche, indispensable à la reconstitution des stocks menacés.

Jamais scientifiques et pêcheurs ne se sont accordés sur l'état de la ressource. Etudes et analyses d'un côté, savoir-faire et expérience de l'autre, la bagarre est permanente. Lorsque, au bout de vos baguettes, vous trempez ce sashimi de thon dans la sauce soja, vous ignorez tout du drame qui a précédé le service de cette délicatesse. *Thunnus thynnus* est en effet un comédien confirmé avec un seul titre à son répertoire : suis-je ou ne suis-je pas là ?

« *Thunnus thynnus* » aime la bagarre, et sortir de l'eau une pièce de 100 kg nécessite une belle partie de manivelle. « *Alalunga* » est plus taiseux

Sa dernière représentation durant la saison 2013 fut remarquable. La France disposait d'un quota de 2 471 tonnes, réparties en 2 199 tonnes pour la Méditerranée et 247 tonnes pour l'Atlantique, le reste étant pour la plaisance (25 tonnes). Après des années de tricheries, pas question de mollir sur le règlement. Les onze thoniers seneurs qui sont partis de Sète le 20 mai pour pêcher les 1300 tonnes qui leur étaient allouées devaient embarquer un observateur indépendant, localiser en permanence leur position, déclarer



FRED LEBAIN POUR « LE MONDE »

quotidiennement le volume de leurs captures et ne débarquer que dans des ports désignés par les préfets de région en prévenant à l'avance de leur arrivée. Six patrouilleurs de haute mer, 22 patrouilleurs côtiers et 11 patrouilles aériennes avaient été mobilisés par l'Agence européenne de contrôle des pêches.

En dépit de ces contraintes, les thoniers sétois sont rentrés au port ravis, quinze jours plus tôt que prévu. Ils avaient atteint leur quota en quatre à cinq jours. Le thon rouge était au rendez-vous. « *C'est bien simple : en trente ans de pêche, je n'avais jamais vu ça. Il y avait des thons partout. Et du gros poisson, en plus* », affirme Généreux Avallone, important armateur sétois, qui n'en revient pas. Après une campagne aussi rapide et fructueuse, le public, perplexe, s'interroge : le thon rouge est-il de retour, alors qu'on annonçait sa disparition pour 2012 ? *Thunnus thynnus* en rigole encore.

Le thon blanc est plus taiseux. Reconnaissable à la longueur de ses nageoires ventrales (*alalunga*) et présent dans toutes les mers, *Thunnus alalunga* n'a jamais cherché la polémique. Dédaigné avant l'invention de la conserve, il était salé grossièrement à bord des bateaux, coupé en tranches et mariné dans l'huile ou le vinaigre pour les gens du littoral. Sa vie a changé après l'invention d'Appert et la multiplication des conserveries alimentées par la pêche industrielle.

En 2010, le marché français de la conserve de thon représentait 112 000 tonnes et plus de 50% des volumes d'achat de produits aquatiques en boîte. L'interdiction, en 1998, du filet maillant dérivant ayant sonné le glas de la pêche au germon, le millier de tonnes débarquées bon an mal an dans les ports français ne suffit pas à la demande. La mondialisation y remédie. Nous importons environ 100 000 tonnes de conserves par an. Il en arrive de partout : 18 000 tonnes d'Espagne, 19 000 de Côte d'Ivoire, 13 000 des Seychelles, 12 000 d'Equateur (Agrimer). De toutes les espèces et sous toutes les formes.

Selon une étude de Greenpeace (2010), 30% de ces conserves testées dans une douzaine de pays étaient mal étiquetées ou contenaient des espèces différentes, voire plusieurs espèces mélangées. Au premier rang, le listao ou bonite à ventre rayé (*Katsuwonus pelamis*), qui n'est pas vraiment un thon mais qui y ressemble et qui abonde dans les eaux tropicales. Il est suivi par l'albacore, *yellowfin* pour les Anglo-Saxons, aussi familier des tropiques. A eux deux, ils représentent 85% du volume de la pêche et l'essentiel du carburant de la conserverie industrielle.

Beaucoup de ces produits vendus pour du thon blanc sont destinés à l'agroalimentaire. Ils finissent en miettes dans les salades et autres plats préparés, mais on les trouve aussi en gran-

de surface. Témoin, cette nouvelle gamme lancée par Saupiquet « Pour un été tout en couleur ». En cherchant bien, on découvre que ce « thon entier cuit à cœur au naturel » annoncé sur le couvercle est de la bonite (listao, 57%). Sans compter que le propre du thon au naturel est justement de ne pas être cuit.

Rien n'est plus simple que cette conserve. Acheté frais et entier, le germon doit passer une nuit au froid pour raffermir. Il est ensuite paré à la main, le ventre réservé pour les filets et le reste découpé en tronçons de la taille du contenant choisi. Désarrêté, rincé dans la saumure, emboîté et recouvert d'eau salée, il est serti et stérilisé. C'est ainsi qu'il est le meilleur, et les gens du métier savent bien que les épices, aromates et autres sauces ne servent qu'à donner du goût à une matière première de seconde qualité. En sashimi ou en boîte, le rouge et le blanc s'apprécient nature. ■

J.-P. GÉNÉ

Deux livres de Bernard Groisard pour comprendre la pêche au thon : « Pêcheur, une vie, un métier, une passion » (2009). « L'Ile-d'Yeu, cinquante années de pêche au thon » (2006). Editions Héron & Héron, 02-51-39-54-50.

Prochain article : les lentilles.

■ Tirage du Monde daté mercredi 14 août 2013 : 312 760 exemplaires. 2

Les petits polars du Monde

Chaque jeudi, une nouvelle inédite

- | | |
|--|--|
| 13/06 FRANCK THILLIEZ
DOMINIQUE CORBASSON
<i>Hostiles</i> | 25/07 ALEXANDRA SCHWARTZBROD
MILES HYMAN
<i>Ava et Marilyn</i> |
| 20/06 DIDIER DAENINCKX
LOUSTAL
<i>Voiles de mort</i> | 01/08 JEAN-BERNARD POUY
FLORENCE CESTAC
<i>Plein le dos</i> |
| 27/06 JEAN VAUTRIN
BARU
<i>Monsieur Meurtre</i> | 08/08 CHRISTIAN ROUX
ANTHONY PASTOR
<i>Dix doigts dans l'engrenage</i> |
| 04/07 CARYL FEREY
CHARLES BERBERIAN
<i>Chérie noire</i> | 14/08 ANNE SECRET
JEAN-PHILIPPE PEYRAUD
<i>Le Machiniste</i> |
| 11/07 MARC VILLARD
JEAN-CHRISTOPHE CHAUZY
<i>La Cavale de Lina</i> | 22/08 PATRICK PÉCHEROT
JOE PINELLI
<i>Dernier été</i> |
| 18/07 MARIN LEDUN
GÖTTING
<i>Que ta volonté soit faite</i> | 29/08 BRIGITTE AUBERT
MAX CABANES
<i>Boulevard du Midi</i> |
| | 05/09 ROMAIN SLOCOMBE
JEAN-CLAUDE DENIS
<i>Hématomes</i> |

Dès mercredi 14 août,
le volume n° 10
Le Machiniste,
de Anne Secret,
illustré par
Jean-Philippe Peyraud



En vente dans tous les kiosques



* Les volumes de la collection sont vendus successivement, chacun pendant une semaine, au prix de 2 € en plus du Monde. Chaque élément peut être acheté séparément, à la Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Voir conditions en magasin. Offre réservée à la France métropolitaine, sans obligation d'achat du Monde et dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels. Société éditrice du Monde, RCS Paris 433 891 850. © Blaz Kure - Fotolia.com © SNCF - G.Potier. Coordination Jfd System.

